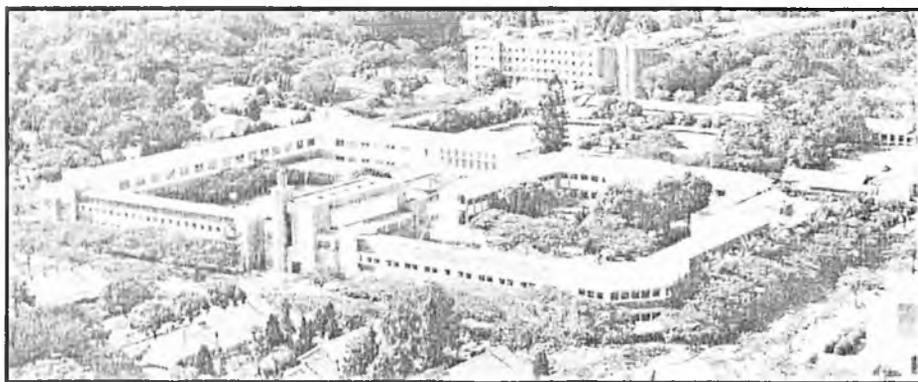


**Le Collège Saint François de Sales
ou
l'institut IMARA au fil des années
(1912-2002)**



MAISHA 2

Editions Don Bosco – Lubumbashi (R.D.C.)

Le Collège Saint François de Sales
ou
l'Institut IMARA au fil des années
(1912-2002)

*Aperçu de 90 ans d'histoire
avec une attention particulière
à l'époque post-coloniale*

Auteur : Marcel VERHULST, sdb

Editions Don Bosco

Collection : MAISHA 2

*Figures et œuvres d'Eglise en Afrique Centrale.
Sous la direction de quelques professeurs
de l'Institut Saint François de Sales
de Lubumbashi (R.D.C.)*

Dépôt légal n° 01.20.2005.84 – 1^{er} Trimestre

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	5
PREFACE.....	7
PREMIERE PARTIE : Le Collège à l'époque coloniale.....	10
1. La fondation et la première expansion (1912-1923).....	10
2. Un temps de crise (1923-1936).....	11
3. Le relèvement (1936-1939).....	19
4. L'essor décisif (1939-1955).....	21
5. L'annonce d'une nouvelle époque (1955-1960).....	27
DEUXIEME PARTIE : Le Collège à l'époque post-coloniale.....	32
1. Le Collège: «Ecole de l'Indépendance» et «Ecole katangaise» (1960-1963)	32
2. Trois années scolaires plutôt paisibles (1963-1966).....	38
3. Fin d'une époque, début d'une nouvelle (1966-1969).....	41
4. Années scolaires constructives (1969-1971).....	47
5. Années d'épreuves et de consolations (1971-1977).....	49
6. La marche difficile d'une école «conventionnée catholique» (1977-1988)	59
7. Les premiers symptômes d'une grave crise des écoles (1988-1990)	77
8. Imara dans le collimateur de la transition politique (1990-1994)	83
9. L'option pour un enseignement de survivance (1994-1997)	98
10. Imara sous le Nouveau régime (1997-1999).....	118
11. La nouvelle dynamique (1999-2002).....	125
CONCLUSIONS.....	137

PREFACE

L'idée de faire une étude de l'histoire du Collège Saint François de Sales¹ m'est venue en 1992, à l'occasion du 80^{ème} anniversaire de l'école. L'événement passa presque inaperçu, car les temps étaient durs; on venait de connaître les pillages de triste mémoire (septembre-octobre 1991). Le pays passait par une crise sans précédent. Personne ne savait comment le Congo (le Zaïre de l'époque) allait évoluer. Cela me fit penser à la longue histoire du Collège où je résidais en ce temps² et conduisit à me demander: ne faut-il pas écrire son histoire avant que tout ne sombre dans le néant dans une possible guerre civile pouvant dévaster jusqu'aux bâtiments et archives des œuvres salésiennes.

Une certaine tradition orale existait encore chez quelques témoins de l'époque: les pères Lambert Dumont, Henri Reumers, Gaston De Neve et d'autres. En vue d'un congrès d'histoire salésienne, j'étais aussi sollicité en ces années pour écrire un article sur l'implantation de l'œuvre salésienne au Congo, plus précisément dans les années 1911-1914. J'essayais de comprendre quel avait été le projet initial des pionniers de l'époque. Or cette histoire coïncidait avec celle des deux écoles officielles d'Elisabethville qui avaient été dirigées par les salésiens et dont l'une est devenue l'actuel Collège. J'étais donc déjà mis en route et je me familiarisais de plus en plus avec les archives du Collège. La perspective du 90^{ème} anniversaire, puis du centenaire de cette œuvre, me stimula à commencer au moins un travail préparatoire qui aurait pu servir aux futurs historiens.

Comme le dit le sous-titre de cette publication, il s'agit d'un «aperçu» de 90 ans d'évolution d'une œuvre, ici le Collège Saint François de Sales (Imara), sous forme d'une «chronique» qui raconte dans un ordre strictement chronologique, souvent année par année, ce qui nous a paru être d'une certaine importance d'un point de vue scolaire, pédagogique, pastoral, et socio-politique. Notre chronique s'est concentrée davantage sur l'époque post-coloniale (c-à-d. après 1960). Pourquoi cela? La raison est simple: si pour l'époque coloniale (1912-1960) quelques études d'ensemble existent déjà, pour l'époque post-coloniale, on se trouve devant un terrain en friche, à prospecter pas à pas. C'est la raison pour

¹ Collège Saint-François de Sales ou St-François de Sales » (selon l'orthographe employé à l'époque), devenu «Institut Imara» à l'époque de la nationalisation, pour devenir dans la «tradition orale» qui invente parfois de manière hybride des noms nouveaux: «Collège Imara».

² J'ai personnellement résidé au Collège de 1987 à 1997, exactement pendant dix années scolaires, sans être directement engagé dans l'école sur place, car je donnais cours à l'extérieur. Je rédigeais cependant la chronique de la communauté en notant au jour le jour ce qui se passait dans et autour de cette œuvre.

laquelle nous avons préféré faire - au moins dans un premier temps - un travail de déblayage pour ne retenir que les faits significatifs de cette période.

Plus tard, espérons-le, en vue de la célébration du centenaire de l'œuvre en 2012, il devrait être possible de faire une étude historique approfondie qui traite de manière thématique³ comment cette œuvre a évolué, en quoi p. ex. elle a réussi ou failli à sa mission, etc. Il sera aussi nécessaire de mieux «contextualiser» les événements puisqu'une œuvre (une école p. ex.) n'évolue pas en vase clos, mais au rythme d'une société, des régimes politiques, des politiques de l'enseignement, etc. Par ailleurs, dans notre chronique-histoire apparaissent déjà clairement les multiples facteurs qui ont influé sur la marche du Collège, comme sur toutes les institutions du même genre dans le pays. On pourra alors exploiter nos essais ou nos ébauches pour entrer plus en profondeur dans certains points qui semblent plus intéressants à explorer davantage.

Une limite est à signaler. Notre étude a été faite sur la base de sources écrites, d'origine principalement «congrégationnelle», qui dérivent des instances dirigeantes de l'école ou des membres du «noyau animateur» qu'a été ici la «communauté salésienne» locale, provinciale et mondiale dès le début jusqu'à la fin. De cette façon, le regard qui en résulte est surtout «un regard de l'intérieur». Cette option a eu l'avantage de permettre une forte continuité et cohérence dans la façon d'exposer la matière⁴. Nous reconnaissons cependant qu'il serait opportun de compléter notre étude par une vue «d'en bas» ou «de l'extérieur»⁵ en laissant la parole aux enseignants, aux parents, aux élèves et anciens élèves qui ont été en contact avec cette œuvre; ceux que, dans le langage habituel, nous appelons trop souvent: les «destinataires» de notre action, mais qui en fait sont aussi des «acteurs», ou du moins les «co-acteurs» dans une œuvre éducative. Il y a donc encore du travail à faire par ceux

³ Je pense à quelques études thématiques possibles, telles que : la vie scolaire et l'organisation scolaire, le vaste domaine du parascolaire, les mouvements des jeunes, les relations entre les salésiens et les enseignants laïcs, ou entre les salésiens, les parents et les autorités civiles (l'Etat, le ministère de l'enseignement...), ou encore : les relations entre la Congrégation salésienne et l'Eglise catholique locale (le diocèse), le système et la méthode éducative, etc.

⁴ Notre option de méthode a été celle d'utiliser au maximum les ressources écrites des archives salésiennes qui étaient déjà fort abondantes.

⁵ Quelle méthode faudrait-il employer pour la faire ? Ici, les sources écrites sont extrêmement rares. Un sondage ou une enquête sociologique auprès de toutes les personnes qui ont été, pour quelque motif que ce soit, en rapport avec cette œuvre bientôt séculaire, pourrait certainement relever des éléments qui sont restés absents dans la documentation écrite (officielle ou officieuse) sur laquelle nous nous sommes principalement basés.

qui voudraient aller plus loin dans la recherche. Nous sommes déjà heureux d'avoir placé quelques jalons sur un terrain encore en friche et nous ne souhaitons pas mieux que d'autres puissent nous compléter.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma reconnaissance aux confrères qui m'ont fourni des renseignements complémentaires sur l'histoire du Collège. Leurs noms sont cités dans les notes en bas de page ; il s'agit principalement des pères Carlo Sardo et Mario Marchioli et des feus pères Lambert Dumont et Henri Renckens.

Je témoigne aussi ma gratitude aux confrères qui - il y a quelques années déjà - ont relu et corrigé la première rédaction du texte: le père Léopold Miryango et le feu père Lambert Dumont.

Une dernière révision du texte a été récemment faite par le père Jean-Luc Vande Kerkhove que je remercie aussi pour son encouragement afin que cette publication puisse enfin voir le jour.

La présente publication a été rendue possible grâce à un subside accordé par Solidarité Don Bosco de la province salésienne de Belgique-Nord.

P. Marcel Verhulst.

24/01/2005

SIGLES

- AEK Archives de l'Evêché à Kafubu
- ASA Archives de Saint-André à Bruges
- ASC Archives salésiennes centrales à Rome
- ASL Archives salésiennes à Lubumbashi (prov. d'Afrique Centrale)
- SFS Archives du Collège Saint François de Sales

Première partie :

histoire de l'oeuvre éducative à l'époque coloniale (1912-1960)

1. La fondation et la première expansion (1912-1923)⁶

Le 10 novembre 1911,⁷ six salésiens arrivèrent à Elisabethville avec le train en provenance de la ville du Cap. Leurs noms sont entrés dans l'histoire des salésiens du Congo: Joseph Sak, Alphonse Schillinger, Jules Mariage, Joseph Maus, Pierre Ferraris et Félix Verboven.

Le même jour, était publiée une ordonnance d'administration instituant dans le vice-gouvernement du Katanga «des cours d'enseignements primaire et professionnel à la fréquentation desquels était admise la population masculine».⁸ Les six salésiens étaient nommés par la même ordonnance.

Le gouvernement belge⁹ avait demandé aux salésiens de gérer deux écoles officielles: une pour européens (les Blancs) et une autre pour africains (les Noirs). Cette dernière devait être une école professionnelle. En fait, dans les quinze premières années, c'est l'école professionnelle qui prendra un essor remarquable, et beaucoup moins l'école primaire et secondaire pour européens. Le but de notre chronique étant de suivre l'évolution du «Collège» Saint François de Sales, nous laissons ici de côté l'histoire de l'école professionnelle - qui fut transférée entre 1926 et 1928 à la Kafubu - et qui mériterait une étude à part.

Les deux écoles que le Gouvernement voulait implanter simultanément à Elisabethville devaient être créées à partir de rien.¹⁰ Il n'y avait ni

⁶ Pour la période 1911-1960, nous référons souvent au livre du père Léon VERBEEK, *Ombres et clairières. Histoire de l'implantation de l'Eglise catholique dans le diocèse de Sakania, Zaïre (1910-1970)*, Rome, LAS 1987, pp. 22-53; et surtout aux pp. 74-82: *Le Collège de 1923 à 1960*. En détail sur les années 1911-1914: M. VERHULST, *L'implantation de l'oeuvre salésienne au Congo belge entre 1910-1914...*, in F. MOTTO (éd.), *Insedimenti e iniziative salesiane dopo Don Bosco...* Atti del 2° Convegno-seminario di storia dell'opera salesiana, Rome 1996, pp. 209-243.

⁷ Donc le 10 nov., et pas le 11 nov., comme on l'a souvent affirmé erronément (plusieurs documents confirment la date du 10 nov.)

⁸ Ordonnance d'administration générale, n° 102, du 10 novembre 1911, dans «Journal officiel du Vice-Gouvernement général du Katanga», 15 décembre 1911, p. 28.

⁹ Par l'entremise du ministre des colonies, Jules Renkin.

¹⁰ Après quelque hésitation sur le lieu favorable d'implantation: Bunkeya, Kambove...

matériel, ni locaux, ni élèves! Aussi le père Sak (directeur de la première communauté) n'était-il pas pressé: il voulait tout d'abord étudier la situation. Ce n'est que trois mois après l'arrivée des salésiens, le 12 février 1912,¹¹ que commença très timidement l'école primaire pour enfants européens, sise avenue Léopold II (actuellement: Av. Kasavubu), parcelle 207.

Le jour de l'ouverture, un seul enfant était inscrit; au mois d'avril, ils étaient cinq. A la fin de l'année, on était arrivé à sept ou neuf enfants!¹² Presque tous les Européens avaient envoyé leurs enfants en Europe ou dans les colonies voisines en attendant de voir ce que deviendrait l'enseignement d'Elisabethville, pour éventuellement les faire revenir ensuite. Quant au cours du soir pour adultes européens, onze élèves seulement les fréquentaient.

L'ouverture de l'école professionnelle pour enfants noirs avait dû être retardée. Il avait d'abord fallu chercher les élèves dans les villages autour de la ville. Le 15 mars 1912, les ateliers de menuiserie et de couture ouvrirent enfin leurs portes avec cinq élèves pour commencer! Par contre, l'école primaire pour enfants noirs connut plus de succès: au mois de mai 1912 on comptait déjà trente élèves.

Lentement, on sortira du provisoire. Le terrain définitif fut choisi en accord avec le préfet apostolique du Katanga, Mgr. Jean de Hemptinne. Le choix tomba sur un terrain sur l'Avenue du Lualaba - appelée plus tard: Av. Wangermée, actuellement: Av. Mama Yemo -, là où se trouve aujourd'hui encore l'Institut Imara.

C'est le 20 novembre 1912, que les premières installations furent abandonnées pour s'installer sur ce terrain définitif. Un grand avantage était que les différentes sections étaient maintenant regroupées sur un même terrain. Deux «écoles officielles» allaient donc fonctionner côte à côte: une «*Ecole pour garçons européens*» et une «*Ecole professionnelle*» pour jeunes africains. Dans les premières années, c'est surtout l'école professionnelle qui a connu une expansion. Ainsi, l'année 1917 verra l'inauguration des nouveaux ateliers de menuiserie, de mécanique, et

¹¹ Cette date peut donc être considérée comme la date de la fondation du Collège Saint François de Sales.

¹² S'il faut en croire le père Jules Mariage qui fut membre de la première équipe de salésiens. C'est tardivement, en 1946, en parlant de «la classe des petits blancs», qu'il écrit: «On a commencé par l'élève Omer Legros, puis 2 frères Van Hoestenberg - puis on est arrivé à la fin de l'année avec 7 ou 9 enfants» (dans une lettre au P. Picron, Kafubu 19/12/1946, in ASL A1 *Récits sur les débuts de l'Oeuvre salésienne...*).

d'imprimerie; l'année 1919, à Pâques, celle de la première «grande» chapelle et de l'internat.¹³

Fait important à signaler: malgré les pressions exercées dans le sens contraire, les salésiens ont opté pour le maintien d'une gestion «officielle» de leurs deux écoles. Dès 1918, le gouvernement proposa une nouvelle convention pour les écoles officielles congréganistes. Mgr. de Hemptinne n'y était pas très favorable et voulut profiter de l'occasion pour introduire au Katanga un enseignement unique qui serait «libre»: c.-à-d. institué et géré par l'Eglise catholique - indépendamment de l'Etat - mais subsidié par lui. Selon le prélat, l'enseignement officiel deviendrait, tôt ou tard, au Congo, l'ennemi de l'enseignement libre (c.-à-d. confessionnel) des congrégations religieuses. Les congrégations religieuses qui collaboraient avec cet enseignement officiel, s'exposaient donc à porter la responsabilité du coup qui serait porté un jour contre l'œuvre d'évangélisation de l'Eglise catholique. Dans ce but, le prélat rédigea un memorandum qu'il exposa à la conférence des supérieurs ecclésiastiques du Congo dans leur réunion de Kisantu en 1921.

Le père Sak, en plein accord avec son provincial (le père François Scalonì puis le père Paul Virion) et les supérieurs de Turin, accepta la nouvelle convention de l'Etat. Les avantages matériels n'étaient pas le seul argument. Selon leur argumentation, la soi-disant neutralité de cet enseignement n'excluait pas une évangélisation tout en respectant la liberté religieuse des enfants, dans le cas où les parents refusaient que leurs enfants suivent le cours de religion. Dans ce sens, les salésiens étaient cohérents avec le principe de la laïcité des écoles officielles.¹⁴ Personnellement, le père Sak avança deux contre-arguments: d'abord, l'argument financier: qui payerait cet enseignement libre que l'Eglise voulait introduire de sa propre initiative? Ensuite, le P. Sak était d'avis que Mgr. de Hemptinne introduisait ainsi le problème scolaire de la Belgique au Congo. Le gouverneur général Lippens ne voyait pas non plus pourquoi modifier ce statut des écoles officielles confiées aux salésiens. Ces écoles resteront donc ce qu'elles étaient.¹⁵

¹³ ASL *Ephémérides ou Annales de la Mission (St. Pierre et Paul) dénommée depuis St. François de Sales*, 1911-1939.

¹⁴ Sur ce point: M. VERHULST, *Significance et impact social des premières œuvres salésiennes au Congo belge...*, in F. MOTTO (éd.), *L'Opera salesiana dal 1880 al 1922...*, vol. II: *Esperienze particolari in Europa, Africa, Asia*, Rome, 2001, pp. 377-385.

¹⁵ L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 41-42;

Dans un article de la main de Mr A. Sohier, procureur du Roi près du tribunal d'Elisabethville, intitulé *L'enseignement au Katanga*, publié en 1921, on aperçoit qu'à cette époque, il existait une grande sympathie, au moins chez les autorités coloniales de la place, pour le maintien des salésiens au sein de cette école officielle:

«On comprend que l'enseignement ici doit avoir une plasticité spéciale, les maîtres doivent pouvoir donner à chaque pupille les leçons qui conviennent à son cas particulier, ce qui exige des professeurs nombreux, à large dévouement. La diversité des élèves nécessite un enseignement imprégné d'une grande continuité et unité de vues, pour donner un même caractère belge à notre population mélangée. [...]

Quelque préférence qu'on ait pour la laïcité, on doit reconnaître que seuls des ordres religieux sous, la tutelle du gouvernement, peuvent, pendant de nombreux lustres encore, satisfaire à un tel programme. [...]

Le soin des garçons [européens] a été confié aux Prêtres de Don Bosco, ou Salésiens, excellent choix, car s'agit d'un ordre qui a en Belgique les établissements d'instruction les plus divers, et dont la règle laisse aux religieux le maximum d'esprit d'initiative. Six professeurs, tous vraiment qualifiés, s'occupent de 72 élèves, dont 25 internes: au début de 1920, il y en avait 40, dont 7 pensionnaires. Enfants de toutes langues, de tous âges, pour la plupart primaires [= élèves de l'école primaire], mais dont quatre suivent les humanités latines, et huit les modernes. Dès l'arrivée prochaine d'un docteur en sciences physiques et mathématiques, l'institution ne le cèdera en rien aux collèges d'Europe.»¹⁶

Le dixième anniversaire de l'école des garçons européens put être célébrée en 1922. On a l'impression que la direction d'une telle école, malgré l'apparence contraire, se justifiait pleinement dans le cadre de la mission salésienne, c.-à-d. une mission qui s'adresse principalement aux jeunes, surtout pauvres, abandonnés et en danger de ce perdre. Ceci ressort fort bien d'une interview du père Fernand Laloux, l'un des professeurs qui deviendra directeur de l'école en 1924, qui souligne l'aspect éducatif et préventif:

¹⁶ A. SOHIER, *Enseignement au Katanga*, rapport paru dans un journal local *Etoile du Congo*, du 15 juin 1921; cité in extenso dans l'article du père A. AUFRAY, *A l'occasion de la visite de l'arrivée du Gouverneur Général du Congo Belge, M. Lippens*, «Bulletin salésien» 43 (1921) 145.

«Nous avons, à Elisabethville, une école pour Européens de 6 à 17 ans, fréquentée par 80 élèves.¹⁷ La plupart sont fils d'ingénieurs, de magistrats locaux, d'entrepreneurs, de contre-maîtres. Il fallait à tout prix nous occuper de ces enfants, - d'abord parce que leurs parents, absorbés par leurs emplois et le désir de faire fortune, les négligeaient sérieusement, - et ensuite parce que privés de surveillance ils seraient tombés aisément sur des indigènes corrompus qui se seraient chargés de leur éducation; ou bien encore ils se seraient initiés, en de lamentables rencontres, à certains mœurs coloniales...»¹⁸

2. Un temps de crise (1923-1936)¹⁹

Le temps de crise s'annonçait déjà, entre 1919 et 1923, à partir du moment qu'on se posait la question à qui confier finalement la pastorale catholique d'Elisabethville? Le territoire pastoral était confié à deux institutions: les bénédictins et les salésiens. Cela créait fréquemment des problèmes. Dans un premier temps, Mgr. de Hemptinne pensa à un partage équitable: les bénédictins s'occuperaient de la population blanche, les salésiens de la population noire. Mais peu après, il changea d'idée et voulait s'occuper de la pastorale de toute la population de la ville. Cette prise de position était aussi encouragée du fait que le père Sak voulait se replier sur la botte de Sakania pour s'y consacrer à l'évangélisation des Africains. Ceci correspondait au principe formulé par Mgr. de Hemptinne dès 1913, au moment où il avait cédé le territoire de la Botte de Sakania aux salésiens pour y déployer librement leur apostolat missionnaire. Dans une région confiée à une seule congrégation, avait-il dit alors, les fruits de l'évangélisation sont meilleurs puisque l'action pastorale y était unifiée plutôt que dispersée.²⁰ Fidèle à ce principe, Mgr. de Hemptinne aurait bien voulu prendre la relève dans cette école mais il se heurtait au

¹⁷ Le nombre total d'élèves européens est exagéré dans cet article; en 1922, il n'atteignit qu'une cinquantaine d'élèves (52) selon d'autres sources.

¹⁸ Interview intéressant du père F. Laloux par le père A. Auffray, sous le titre: *Au Congo belge: dix ans d'apostolat. Fatigues-difficultés-résultats-espoirs*, dans la rubrique «Nouvelles de nos missionnaires», in «Bulletin salésien» 44 (1922) 49-52.

¹⁹ Cf. L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 74-84.

²⁰ Mgr. de Hemptinne à Sak, s.l., 25/03/1913, in AEK f.70 *Correspondance avec Mgr. de Hemptinne*: «il me semblerait plus avantageux à bien des points de vue de vous réserver une sphère d'action déterminée. L'unité et la continuité de la même influence, dans une région donnée, promet de meilleurs fruits qu'une action dispersée. De plus, le recrutement de vos élèves sera plus régulier dans une population que vous tiendrez dans la main [...]. Tout en réservant à vos travaux apostoliques un territoire déterminé, je m'efforcerai de vous envoyer, du reste de la Préfecture, le plus d'élèves possible.»

problème du personnel par l'engagement de ses confrères bénédictins au service de l'enseignement des camps de l'Union Minière.

La deuxième raison de la crise était un manque de motivation chez le personnel salésien du Collège. Comme la plupart des salésiens étaient venus au Congo dans l'espoir d'être de vrais missionnaires auprès des Africains, ils ne se sentaient pas à leur place dans les classes primaires et dans les humanités avec leur population scolaire européenne clairsemée²¹ et hétéroclite.²² Chaque année (au moins jusqu'en 1917), le nombre de sorties et d'entrées chez les élèves était pratiquement équivalent, autant dire que la population était très instable en ce temps. Dans ce contexte, les salésiens se posaient la question dès la fin de l'année 1923 s'il ne fallait pas aussi quitter l'école pour Européens pour la laisser au bénédictins qui s'occupaient déjà de la pastorale des blancs et des noirs en ville? Mais les supérieurs salésiens d'Europe regrettaient une éventuelle cession de cette école car, selon eux, la formation d'une élite européenne en Afrique constituait également un but éducatif valable. De fortes critiques sur la marche de cette école s'élevèrent en 1926. Le père François Scaloni, provincial de Belgique, envoyé en visite canonique extraordinaire par le supérieur général de la congrégation salésienne, Don Filippo Rinaldi, allait trancher l'affaire. Au cours de sa visite, le père Scaloni remit effectivement le préavis au gouvernement pour le retrait des salésiens du Collège. Il paraît bien que ce préavis ait été inspiré par des accusations de plus en plus fréquentes venant du Comité régional de l'enseignement qui reprochait aux salésiens une mauvaise gestion de l'école pour Européens. Mgr. Joseph Sak, devenu monseigneur depuis le 13 septembre 1925 tout

²¹ D'après les données fournies en 1931 par le père J. Thomas, directeur de l'École (complétées par quelques autres documents), il y avait 18 élèves en 1912; 16 en 1913; 15 en 1914, 14 en 1915; 15 en 1916; 65 en 1917; pas de données pour 1918-1919; 52 en 1920; pas de données pour 1921-1922; 45 en 1923; pas de données pour 1924-1925; 64 en 1926; 74 en 1927; 126 en 1928; 113 en 1929; 110 en 1930; 105 en 1931: cf. J. THOMAS, *L'Enseignement pour Garçons Européens*, in «Essor du Katanga». Album édité à l'occasion de l'exposition internationale d'Elisabethville, mai 1931, sans indication de pages. Au moment où les salésiens étaient décidés à quitter l'école (en décembre 1926), l'école secondaire ne comptait que 12 élèves: cfr. lettre Sak au Ministre des Colonies, 15/12/1926, in ASL 112/6 *Collège SFS: questions diverses* (1926-1937).

²² Hétéroclite, non seulement par les nationalités et les langues, mais aussi par les confessions religieuses. C'est surtout cet aspect que Mgr. Sak relevait comme négatif en écrivant en 1926-1927 au supérieur général des salésiens, Don Rinaldi: «L'école pour enfants blancs à Elisabethville offre peu d'intérêt religieux, il y a là des Juifs, des Sud-Africains, Protestants, etc. mêlés aux chrétiens moins nombreux; nous ne perdons rien en quittant. A Kinjama, Sakania, La Kafubu, les écoles pour indigènes sont très bien suivies, nous avons 49 écoles rurales en tout.» (*Rendiconto dell'Ispectore*, in ACS F042 *Corrispondenze*).

en restant représentant légal des écoles des salésiens au Congo, répliqua quelque mois après en attribuant la faute au gouvernement: manque de locaux, d'enseignants, de financements, d'indemnités pour les voyages, etc. Il récusait surtout les allégations d'incapacité pédagogique des salésiens.²³ Pour sa part, le ministre des Colonies estimait que la communication du père Scaloni reposait sur un "malentendu": il n'était pas question, en ce moment, de confier l'école officielle aux Bénédictins. D'ailleurs, Mgr. de Hemptinne ne visait pas la reprise du Collège sous régime officiel, mais la création d'une propre école libre seulement subsidiée par le gouvernement. Or, Mgr. de Hemptinne faisait comprendre qu'il n'était pas prêt, en ce moment, à créer son propre collège; projet dont il rêvait mais irréalisable en ce moment par manque de personnel et de fonds.²⁴

On peut donc supposer que le père Scaloni, ayant constaté le malaise à l'école pour les blancs et le mécontentement du gouvernement au sujet de la gestion de celle-ci, gagné par les grands projets de Mgr. Sak, déjà en voie de réalisation à la Kafubu, Kiniama, Sakania, a opté conséquemment pour un repli massif des salésiens dans la sous-région (botte) de Sakania afin de s'y consacrer à fond à l'évangélisation et à la promotion humaine, en tenant compte des contraintes du personnel disponible.²⁵ C'était une décision pénible, mais cohérente. Mais, comme le père Scaloni mourut lors de cette visite, Mgr. Sak reprit les choses en main.²⁶ Il accepta que les salésiens restent à condition que le gouvernement modifie la convention à l'avantage de la Congrégation. De leur côté, les salésiens promirent de faire l'effort nécessaire pour fournir le personnel.²⁷ En réalité, Mgr. Sak ne pouvait pas assurer le personnel requis avec les seuls salésiens comme le lui demandait la nouvelle convention. S'il ne recevait pas du nouveau personnel de la Belgique, il devait engager du personnel laïque au

²³ Sak au Ministre des Colonies, La Kafubu, 9/09/1926: AEK farde 12.

²⁴ De Hemptinne à Nève, Elisabethville, 24/12/1926: ASA *Fonds Nève-de Hemptinne*.

²⁵ C'est ce qu'on peut déduire aussi d'une deuxième lettre de Mgr. Sak, au Gouverneur Général du Congo belge, résidant à Boma: «...d'accord avec le Supérieur général de la Congrégation qui prévoit ne pas pouvoir suffire au personnel nécessaire pour maintenir l'école des enfants blancs à Elisabethville, nous sommes décidés à nous retirer de la Direction de ladite école (...). Nous reporterons désormais nos forces sur la bonne marche des écoles professionnelles et des écoles indigènes rurales et supérieures que nous comptons multiplier. Nous comptons ainsi nous rendre très utiles, je pense, à la grande oeuvre de civilisation intellectuelle et morale des populations du Katanga et nous espérons dans ces oeuvres garder l'appui du gouvernement (Sak au Gouverneur Général du Congo belge, La Kafubu, le 15/12/1926: AEK farde 12).

²⁶ Entre 1924 et 1933, il était aussi supérieur religieux (visiteur ou vice-provincial) des salésiens travaillant au Congo.

²⁷ L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 75.

Collège. Mgr. de Hemptinne, mis au courant de cette situation, exprima sa vive inquiétude: il y voyait de nouveau un danger de laïcisation de cette école et il exigeait que les salésiens assurent eux-mêmes tout le personnel. De plus, en 1927, la communauté salésienne d'Elisabethville devait se scinder en deux communautés par le transfert de l'école professionnelle à la Kafubu. Restèrent donc à Elisabethville seulement l'école primaire et les «humanités» ou l'école secondaire, autrement dit: «le Collège». ²⁸

La succession des directeurs entre 1924 et 1937 fait entrevoir une grande instabilité. Dès 1924, le père Fernand Laloux, qui avait déjà remplacé le père Sak pendant son congé, prit la direction réelle des écoles puisque le père Sak, nommé visiteur des salésiens au Congo, puis préfet apostolique, n'avait plus le temps de s'en occuper. D'ailleurs il partit s'installer à la Kafubu. Le père Hyppolite Roche succéda au père Laloux qui quitta définitivement le Congo. Le père Roche assura encore pendant une année (1927-1928) la direction commune des deux écoles (le collège et l'école professionnelle). Quand cette dernière se détacha du Collège par son transfert à la Kafubu, c'est le père Nestor Génicot qui devint directeur au collège pendant deux ans (1928-1930); après quoi celui-ci rentra aussi définitivement en Belgique. Puis, c'était le tour du père Josué Tomas à diriger le collège pendant trois ans (1930-1933) et enfin le père Achille D'Halluin (1933-1937). ²⁹ La plupart des salésiens qui y enseignèrent voyaient le temps qu'ils devaient passer au Collège comme une étape provisoire avant de pouvoir aller travailler dans les postes de missions. ³⁰

Troisième raison de la crise, spécialement dans la période 1927-1936, c'était le manque de personnel en nombre suffisant et dûment qualifié. En 1929, le problème du personnel s'aggrava davantage. Les bénédictins étant arrivés, à partir de 1934, à l'apogée de leur action apostolique, Mgr. de Hemptinne cherchait désormais que les salésiens abandonnent le Collège pour les remplacer, soit par d'autres religieux (les xavériens, les jésuites), soit par les bénédictins eux-mêmes. Les salésiens sur place étaient d'accord pour confier au moins l'école primaire à des «Frères», plus

²⁸ C'est à partir de 1927 qu'on parlera du «Collège Saint-François de Sales»; moins souvent de l'«Institut Saint-François de Sales». On trouve ce dernier nom sur un programme pour la distribution solennelle des prix en 1936 (7 août 1936), ainsi que sur le carnet des rapports des séances du «Chapitre de la Maison» (début des notes en mars 1925). Selon un témoignage du père Lambert Dumont, le nom «Collège» fut suggéré par le père Gillet, professeur de rhétorique, qui aurait aussi instauré à l'école les congés scolaires, l'après-midi de chaque mercredi et samedi.

²⁹ *Collège Saint-François de Sales 1912-1952*, éd. spéciale de «Rayons», Lubumbashi, 1952, p. 22-23.

³⁰ L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 78.

précisément à des religieux laïcs spécialisés dans l'enseignement;³¹ mais, les supérieurs de Turin voulaient le maintien. C'était aussi une question d'honneur de ne pas quitter une œuvre d'éducation après avoir fait tant de sacrifices. Puis les pertes financières auraient été considérables au détriment de l'ensemble des œuvres salésiennes du Congo.³²

Un problème sérieux se posait aussi pour l'école secondaire (les «humanités»). D'après le père Josué Thomas, celle-ci avait aussi timidement commencé en 1917 avec 4 élèves en humanités modernes.³³ Depuis 1920, année où fut bouclé pour la première fois le cycle des études «moyennes» (ou cycle inférieur des humanités), on avait commencé à ajouter progressivement les classes supérieures des humanités anciennes et modernes.³⁴ Or, il n'y avait qu'un tout petit nombre d'élèves pour fréquenter ces cours (seulement 2 étudiants en 1923 et en 1924 !); ce qui exigeait plusieurs professeurs avec un gaspillage énorme de forces et d'argent. C'est pourquoi, en 1924, les autorités coloniales se prononcèrent pour la suppression pure et simple des humanités et un remplacement par un 4^{ème} degré primaire comme on faisait aussi dans certaines écoles belges. Une autre solution était la création d'une bonne école «moyenne» avec seulement les trois premières années d'humanités modernes. On hésitait longtemps et aucun changement n'intervint jusqu'en 1934. C'est finalement suite aux restrictions budgétaires imposées par la situation de crise économique mondiale, que la suspension provisoire des classes supérieures fut décidée en 1934 en attendant une augmentation future du

³¹ Non pas que le niveau de l'école primaire ne fût pas bon sous la direction salésienne. D'après le père Thomas, un spécialiste de l'enseignement primaire, l'école primaire (telle qu'elle était en 1931) pouvait tranquillement soutenir la comparaison avec les écoles similaires de Belgique. Les élèves sortant de leur école n'avaient jamais subi aucun retard dans leurs études en Europe et beaucoup de leurs camarades venus de Belgique n'avaient jamais « pu faire la leçon » à ceux d'Elisabethville (J. THOMAS, *L'Enseignement pour Garçons Européens*, in « Essor du Congo, Album 1931 (sans indication de pages).

³² L. VERBEEK, *Ombres et clairières*, p. 78-80.

³³ J. THOMAS, *L'Enseignement pour Garçons Européens*, in « Essor du Congo ». Album 1931. Il cite aussi le nombre d'élèves aux humanités dans les années successives: en 1920: 4 élèves en humanités latines et 1 en humanités modernes; en 1921: 11 élèves en modernes; en 1922: 1 élève en modernes; en 1923 et 1924: 2 élèves en modernes.

³⁴ D'après le père Schrooten, le premier élève à terminer ses études secondaires dans l'école des garçons européens d'Elisabethville, était un certain Henri Schots (avec un diplôme de première scientifique à la fin de l'année scolaire 1921-1922). Il y avait fait toutes ses études dès l'école primaire depuis la première année scolaire en 1912-1913: «L'événement fit date dans l'histoire du Collège», conclut le père Schrooten (*Le Collège au fil des Ans*, article paru dans édition spéciale de « Rayons », 1952, p. 8-9).

nombre d'élèves.³⁵ D'après le père Schrooten, ce fut un coup dur, pour le Collège, mais aussi pour plusieurs familles de colons pas assez fortunées pour envoyer leurs enfants en Belgique. Leur peine, heureusement ne devait durer que deux ans.³⁶

3. Le relèvement (1936-1939)

En 1936, le père Arnold Smeets, provincial de la province salésienne belge, eut la joie d'annoncer le rétablissement des classes supérieures, dès cette même année,³⁷ sur insistance des colons et de l'administration locale. Après son mandat de provincial, il prit la direction du Collège dès le 4 novembre 1937.³⁸ Dans les cinq ans de son fructueux mandat (1937-1942) il sut conquérir la confiance de la majorité de la population évilloise. Les provinciaux de Belgique - Jules Moermans et Arnold Smeets - se rendirent de plus en plus compte de l'importance de l'œuvre salésienne d'Elisabeth-

³⁵ Selon le père Thomas, qui aimait beaucoup l'enseignement, la suppression des humanités complètes n'était qu'une mesure provisoire et le rétablissement devait être envisagé dès que possible, c.-à-d. quand le nombre de colons serait devenu suffisamment fort. Cette perspective le fit rêver...: « Lorsque le Katanga sera prouvé colonie de peuplement, quand le nombre de colons sera suffisamment fort, il y aura lieu de reprendre l'étude de la question sous un autre aspect. Ce jour-là, construisons un superbe athénée, avec cours complets; n'ayons rien à envier à nos voisins du Sud; à cet établissement pourvu de tous les cours spéciaux de peinture, musique, etc., agrémenté de tous les terrains de sports à la mode, attirons la jeunesse du Katanga, de l'Angola, de la Rhodésie du Nord, pour le plus grand renom de notre politique coloniale; mais en sommes-nous là? Elisabethville n'est pas encore Johannesburg, le Katanga n'est pas encore l'Afrique du Sud; là est toute la question.» Par ailleurs, il ne pensait pas seulement aux futurs universitaires, autrement dit aux meilleurs élèves, mais se préoccupait aussi des autres élèves sortants de l'école primaire qui devaient avoir la possibilité d'atteindre un bon niveau de qualification professionnelle: « Il reste un point cependant qui n'a pas été touché. Les colons ne voudront-ils pas faire de leurs enfants de bons ouvriers? Le moins à faire pour cette catégorie d'enfants serait d'organiser enfin le 4^e degré primaire. » (J. THOMAS, *L'Enseignement pour Garçons Européens*, in « Essor du Congo ». Album 1931). Du père Thomas on rappelle ses capacités de toucher les âmes des jeunes dans les sermons, de sa passion pour l'arboriculture, des manguiers en particulier. Il en avait planté une vingtaine d'espèces, toutes différentes et choisies pour la qualité de leurs fruits, délicieux, et à cent coudées, des énormes mangues qui peuplaient le parc Heenen en face du Collège (témoignage de André VLEURINCK, e-mail, Uccle, 5/12/2004).

³⁶ J. SCHROOTEN, *Collège Saint-François de Sales 1912-1952*, Elisabethville, 1952 (Numéro spécial de «Rayons» à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Collège, p. 13.

³⁷ Dès la rentrée de 1936, il y eut de nouveau une classe de troisième, en 1937 une classe de seconde et, en 1938, une rhétorique.

³⁸ A la même occasion, il fut nommé représentant légal de l'association « Religieux salésiens affectés à l'enseignement au Congo » en remplacement du Père Achille D'Halluin (cf. la lettre de Smeets au Chef de Province, Elisabethville 12/12/1937, in *ASL Documents du Collège*).

ville qui commençait à s'épanouir. Aussi on y affectait désormais des salésiens qui n'avaient pas comme idéal l'apostolat missionnaire dans les villages, mais des éducateurs et enseignants qui avaient déjà fait leurs preuves dans l'enseignement en Belgique.³⁹

De 1936 à 1942, le total des élèves monta en flèche: de 180 à 393. Le blocus des mers est un facteur qui a joué indirectement en faveur de l'essor du Collège. Commencé avant la guerre mondiale à partir de 1938-1939, il rendait difficile l'envoi des enfants des Blancs dans leur pays d'origine. Le Collège vit donc grossir les effectifs de ses classes secondaires.⁴⁰ A partir de 1939, des élèves diplômés sortirent donc sans interruption. Par deux fois, entre 1935 et 1937, le Gouverneur Général Ryckmans visita l'établissement et exprima sa satisfaction devant le travail accompli en promettant des locaux plus modernes pour les professeurs et les pensionnaires. Ce qui se fera effectivement dans les années qui suivront.

Le Gouverneur général de la Colonie considérait le Collège comme «un champ d'expériences» pour savoir s'il était possible d'y organiser - oui ou non - un enseignement *complet*, et de *même niveau* que les collèges en Belgique. Une inspection approfondie, conduite par le Chef de service de l'Enseignement à la Colonie, eut lieu en mars 1939. Les deux questions furent résolues dans un sens favorable. L'appréciation de l'inspecteur fut confirmée avec éclat quatre mois plus tard, quand les trois rhétoriciens affrontèrent le jury. Tous les trois furent diplômés, et l'un d'eux avec le plus grand fruit.⁴¹

³⁹ Au moins c'est ce que dit le père P. VIVIER, dans un article intitulé *Le 35^{ème} anniversaire du Collège Saint-François de Sales*, in «Rayons» 1 (1947) 6-13, conseiller des études à l'époque où il écrivait son article. Un témoin de l'époque, étudiant au Collège entre 1940 et 1945, affirme ceci : « De mes titulaires de classe, je retrouve quelques noms : le frère Jan Capon, les pères. Jean-Baptiste Antoine, René Picron, Jean Schrooten, et Michel Schmit, tous professeurs dévoués et compétents, enseignants qui faisaient un travail remarquable.» (André VLEURINCK, e-mail, Uccle, 5/12/2004).

⁴⁰ Selon H. DELACROIX, *Les cinq étapes de l'implantation des salésiens en Belgique*, in «Ricerca storica salesiana» 11 (1987) 240.

⁴¹ *Collège Saint-François de Sales 1912-1952*, éd. spéciale de «Rayons», Lubumbashi, 1952, p. 14-15.

4. L'essor décisif (1939-1955)⁴²

En 1939, le gouvernement appuya résolument le Collège. Dès lors, on peut aussi affirmer qu'à partir de 1939, le Collège a reçu son organisation définitive. A partir de 1946, le Collège comptera trois orientations: les humanités gréco-latines, latin-mathématiques, et modernes.

Sous le mandat du père Frans Lehaen, directeur du Collège de 1942 à 1946, le mouvement ascendant continua. En 1943: 474 élèves ; en 1944: 483. A la fin de la deuxième guerre mondiale, le Collège connut un bouleversement général. Le retour de nombreux coloniaux en Europe en 1946, ainsi que l'ouverture de l'Athénée Royal d'Elisabethville (actuellement Complexe Kiwele),⁴³ causa une brusque descente de la population scolaire. Mais ce n'était qu'un fléchissement momentané, car l'effectif remonta progressivement et en 1954 on atteignit déjà 625 élèves. De cette manière, l'effectif avait doublé depuis 1946.

Depuis 1946, le Collège était confié au père Jean Schrooten, directeur de 1946 jusqu'en 1953, homme très dynamique. Le personnel enseignant se renouvela complètement du côté des salésiens: l'équipe de guerre fit place à de jeunes licenciés et régents. Entre 1946 et 1954, le nombre de professeurs laïcs a presque quadruplé. Ce groupe de professeurs externes reçut progressivement des maisons dignes, nécessaires pour bien accomplir leur travail. C'est pendant son mandat qu'eurent lieu, avec éclat, les festivités du 40^{ème} anniversaire de l'existence du Collège, un vrai sommet dans l'histoire du Collège dont témoigne encore aujourd'hui le magnifique album imprimé pour cette occasion.⁴⁴

⁴² Une étude globale de la période 1912-1995 a été faite par le Prof. G. MWEMA KASONGO, *Les missionnaires salésiens et l'enseignement pour enfants européens à Elisabethville: le Collège Saint-François de Sales (1912-1955)*, in «Mbegu». Revue scientifique et pédagogique de l'I.S.P., 25 (1992) 48-72.

⁴³ En 1945, l'Athénée d'Elisabethville est créé par le Ministre des Colonies R. Godding. C'est la naissance d'un enseignement laïc pour enfants européens à Elisabethville. Cet établissement ouvrit ses portes avec 224 élèves dont 136 garçons et 88 filles: cf. Observatoire du changement urbain (éd. D. VWAKYANAKAZI-Chr. ANTHOINE), *L'éducation à Lubumbashi*, UNILU, février 2003, p. 58.

⁴⁴ On trouve bien de détails intéressants dans *Collège Saint-François de Sales 1912-1952*. Numéro spécial de «Rayons» à l'occasion du XL^e anniversaire du Collège, Elisabethville, 1952, 77 pp. (e. a. un aperçu des directorats successifs jusqu'en 1952: pp. 20-23).

Le nom du père Schrooten est aussi lié aux nombreuses constructions réalisées à mesure des besoins.⁴⁵ Quand il prit la direction du Collège en mains, le Collège fit peau neuve et se débarrassa de presque tous ses vieux bâtiments. Chaque année, grâce à ses démarches incessantes auprès des autorités, grâce aussi à son impulsion calme et persévérante, surgirent de terre l'un après l'autre des bâtiments flambant neufs. Ainsi, en 1946, les dortoirs des pensionnaires s'allongent. En 1947-1948, le Collège est clôturé le long de l'avenue Kambove par la construction de classes, d'une vaste salle d'étude et du bel auditorium (aussi salle de cinéma). En 1950-1951, la maison d'habitation de la communauté salésienne, devenue trop petite, s'allonge à son tour et, le long de l'avenue Ruwe, s'érige désormais le magnifique bloc du pensionnat avec ses salles d'étude et ses nombreuses chambrettes où les élèves peuvent se créer un beau petit intérieur. En 1952-1953, c'est le splendide bâtiment des humanités qui sort de terre avec sa spacieuse salle de gymnastique que plus d'un enviait en ce moment. Le nom du père Schrooten restera pour toujours inscrit dans les annales du Collège comme peut-être le directeur le plus méritant de son histoire centenaire. Le père Lambert Dumont qui avait vécu longtemps avec lui, le qualifiait comme un homme plein de tact et de discrétion qui laissait à chacun le soin d'épanouir sa personnalité et, par conséquent, de remplir son rôle avec d'autant plus d'enthousiasme.⁴⁶

Dans l'immédiat après-guerre, quand l'Athénée d'Elisabethville (l'actuel Kiwele) fut créé en 1946, les salésiens l'accueillirent comme une délivrance. Un grand nombre d'élèves, qui pour des raisons de conviction religieuse ou morale divergente, ne se sentaient pas à l'aise dans une école congréganiste «catholique», comme l'était franchement le Collège, le quittèrent pour aller peupler l'Athénée. Suite à cela, en 1946-1947, les salésiens furent de nouveau affrontés au vieux problème: fallait-il abandonner le statut d'école «officielle congréganiste» et opter pour le statut de Collège «libre et subsidié»? De tous côtés, des personnalités ecclésiastiques (les pères Charles et Van Wing notamment) conseillèrent aux salésiens d'accepter ce dernier statut. Mais ceux-ci, tout comme les Soeurs de la Charité, refusèrent ce changement. Ce n'est qu'en 1953 que Mgr. de Hemptinne sut finalement se défaire de ses craintes anciennes et se réconcilier avec le statut du Collège comme école officielle congréganiste.⁴⁷

⁴⁵ Cf. L. DUMONT, *Discours d'adieu au R.P. Schrooten*, le 7 janvier 1954, document manuscrit (3 pp.) in *ASL Dumont 1: Lettres, témoignages*.

⁴⁶ L. DUMONT, *Discours d'adieu...*, in *ASL Dumont 1*.

⁴⁷ D'après L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 82.

En tant qu'école «congréganiste», il était normal que l'équipe professorale fût majoritairement catholique et que ce climat catholique prévalût dans la vie du Collège. En tant qu'école «officielle», elle devait être et fut effectivement une école pluraliste et œcuménique avant la lettre. Effectivement, on y admettait, sans distinction, les jeunes européens dont les parents appartenaient à des confessions différentes (concrètement: des protestants et des orthodoxes), ou même des jeunes sans appartenance religieuse particulière. Les élèves reçurent comme professeur de religion des personnes désignées par leurs ministres de culte. C'est ainsi qu'on a vu un rabbin donner cours aux élèves juifs et un pape aux élèves orthodoxes. On assurait aussi un cours de morale laïque aux élèves dont les parents ne se reconnaissaient en aucune religion.⁴⁸

Un deuxième objectif poursuivi à cette époque fut d'engager du personnel laïc, surtout à l'école primaire. Le gouvernement avait toujours essayé de l'empêcher pour des motifs budgétaires. Lentement, les salésiens y parvinrent. Quant aux qualifications pour l'enseignement secondaire, les difficultés avec les autorités civiles et ecclésiastiques obligèrent les supérieurs belges à envoyer un certain nombre de confrères à la régence ou à l'université pour obtenir les diplômes requis. Grâce à tous ces efforts, le Collège sut acquérir, dans l'après-guerre, un bon niveau intellectuel.⁴⁹ Le père Coenraets, directeur du Collège de 1954 à 1959, justifiait cet effort de la Congrégation salésienne en ces termes:

«Nous jouions au Katanga un rôle unique [...]. C'était à la fois la Belgique et l'Eglise qui nous chargeaient de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse [européenne] restée en Afrique avec leurs parents. Nous nous devions de le faire avec nos meilleures forces.»⁵⁰

Rôle unique aussi par le fait que les salésiens d'Elisabethville ont été à la base du développement de ce Collège qui fut le premier, au Congo, à fonctionner de manière régulière selon le modèle des établissements scolaires de Belgique. Dans ce sens, c'était une oeuvre d'avant-garde.⁵¹ Et

⁴⁸ D'après le père Lambert Dumont qui dit avoir été lui-même titulaire des cours de morale laïque (témoignage, Lubumbashi 10/09/1997).

⁴⁹ A titre d'exemple, pour l'année 1954-1955, étaient «licenciés» et enseignaient au Collège d'Elisabethville les salésiens suivants: J. Léonard, R. Beckers, M. Schmit, O. Dhose, L. Lemaître, H. Renckens. Etaient «candidats» (2 ans d'université) ou «régents» et enseignaient dans ce même collège: P. Coenraets, J. Sterck, J. Dingenen, L. Dumont, J. Rasson, A. Richard (H. DELACROIX, *Les cinq étapes...*, in «Ricerche storica salesiane» 11 [1987] 240).

⁵⁰ *Ibidem* (lettre Coenraets à Delacroix, 20/6/1986).

⁵¹ Selon G.E. JAMBERS, *L'enseignement au Congo Belge*, Léopoldville, 1957, p. 439.

les salésiens du Collège étaient réellement convaincus que leur enseignement scolaire était capable de former la jeunesse européenne au Congo aussi bien qu'en Europe.⁵²

Si, malgré tout cela, pour une certaine couche de la population blanche évilloise, le Collège n'était pas assez aristocratique, parce que donnant accès aux fils des petits colons, pour les salésiens des postes de missions, le Collège l'était trop.⁵³ Il faut remarquer toutefois que le Collège a joué, indirectement, un rôle missionnaire très important. Car, non seulement les missionnaires de brousse pouvaient y loger lors de leur passage en ville, mais les traitements des salésiens enseignant au Collège, étaient administrés par le supérieur religieux, et bénéficiaient à l'ensemble des salésiens dont la plupart oeuvraient dans les postes de mission de l'intérieur.⁵⁴ Ce rôle missionnaire d'évangélisation, le Collège l'a joué également à travers les nombreuses émissions de nature évangélistrice ou pédagogique de la «Radio-Collège». Celle-ci, notons-le, a commencé à émettre à partir du 30 novembre 1946 dans le but d'instruire les jeunes collégiens lors d'une épidémie de poliomyélite et donc pour assurer la continuité des cours. Avec le temps, cette radio a élargi ses objectifs en devenant une radio culturelle dans le triple but d'instruire, éduquer et de divertir la population d'Elisabethville et des environs.⁵⁵ Ultérieurement,

⁵² Ceci est fortement affirmé dans l'article du père René BECKERS, *Problèmes d'instruction et d'éducation au Congo*, in «Rayons» Numéro spécial à l'occasion du 40^{ème} anniversaire, Elisabethville, 1952, p. 50-54. Cet article contient aussi les lignes maîtresses de la méthode pédagogique appliquée par les salésiens au Collège en ce temps.

⁵³ L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 82.

⁵⁴ H. DELACROIX, *Les cinq étapes...*, p. 240. Le père Picron, qui était un temps «délégué» du provincial au Congo, puis provincial, l'affirme nettement: «...et pendant toute la guerre, je crois, le directeur du Collège était, au dire de Mgr. Sak, le «bailleur de fond» pour l'entretien mensuel des confrères, y compris leur retour en Europe» (ASL *Correspondances*, lettre R. Picron à L. Verbeek, 19/2/1982). Certains disaient avec humour que le Collège était «la vache laitière» des autres maisons salésiennes du Congo.

⁵⁵ Plusieurs anciens élèves se rappellent de cette fameuse Radio-collège; il y aurait toute une histoire à écrire sur celle-ci: «Le toujours souriant Père Jean Dethier était un génie de la technique, et il se racontait, en boutade, que ses premiers émetteurs de radio comportaient des éléments de boîtes de sardines. Toujours est-il que ça fonctionnait!» (témoignage de Paul-Marie BOINEM, 24/01/2005). A ce propos il faut aussi citer le nom du père Albert Richard: «il était un très fin connaisseur, il avait une perception aiguë de la musique, qu'il pouvait démonter, décortiquer, pour te l'expliquer ensuite et te faire partager le plaisir de l'écoute.... il se trouvait à l'aise avec les « visiteurs de Radio Collège » quels qu'ils soient et le livre d'Or de la Station était rempli des signatures de passants célèbres ou importants» (témoignage de Carl Jocquet, e-mail, 27/01/2005).

elle a joué un rôle de liaison entre le Collège et ses nombreux anciens, et enfin un rôle d'évangélisation catholique.⁵⁶

Ainsi, le *Collège Saint François de Sales* n'a jamais été qu'une «école». Il était devenu «le centre de toute une série d'activités culturelles».⁵⁷ En effet, il y a toujours eu de nombreuses activités post-, para-, ou extra-scolaires: les camps-scout dans les week-ends, les excursions au terrain Müller, le mouvement Kiro (à partir de 1948), les colonies de vacances en Afrique du Sud, les plaines de jeux et les sports. On y pratiquait la gymnastique, le tennis, la natation. Il y avait des aumôneries: non seulement pour le scoutisme et le Kiro, mais aussi pour la Jeunesse Etudiante Catholique (J.E.C.), et, plus tard, pour les Amis de Dominique Savio (A.D.S.). On y trouvait une chorale renommée et un petit clergé; la radio, et la T.V. (plus tard), le Ciné-Collège qui présentait des films de premier choix, un centre vivant d'Anciens Elèves avec sa revue *Rayons*, des équipes de football et de basket. Une procure «Sois-prêt» vendait des fournitures scolaires et du matériel pour le scoutisme. Puis, il y avait la chapelle publique pour ceux qui, de l'extérieur, voulaient assister au culte catholique. De cette manière, le Collège a pu exercer une influence sociale non négligeable sur la population européenne et africaine des environs, les élèves internes et externes.⁵⁸ Le père Jean Schrooten résumait ainsi l'idée maîtresse qui l'avait guidé pendant son action très dynamique de directeur du Collège:

«Un collège n'est pas une collection de bâtiments, de têtes, de professeurs et d'élèves. Un collège, c'est une somme de bonnes volontés, un grand nombre de braves cœurs, tous attelés au même

⁵⁶ Cf. KADIEBU NGANDU, *Histoire de la Radio-Collège à Elisabethville 1947-1967. Mémoire de licence en Histoire*, UNILU, Faculté des Lettres, département d'Histoire, 1991-1992.

⁵⁷ L. VERBEEK, *Ombres et Clairières...*, p. 82.

⁵⁸ On peut trouver un bilan intéressant de l'époque d'après-guerre dans les articles publiés dans la revue *Rayons* à l'occasion du départ du Collège du père Jean Schrooten, en 1954: *Ce n'est qu'un au-revoir*, «*Rayons*» 9/1 (1954) 5-6. Sans doute, les directeurs qui ont alors le plus marqué l'histoire du Collège ont été le père Smeets et le père Schrooten. C'est grâce au père Smeets que le Collège eut son magnifique bassin de natation et des installations de tennis: «comme supérieur religieux, pendant la guerre, puis comme gérant du pensionnat et secrétaire, le Père Smeets a continué, toujours jeune et enthousiaste, à se dévouer au bien de ses confrères et de ses élèves» (Rédaction, *Changement de pilote*, in «*Rayons*» 9/1 (1954) 7. Du père Schrooten (directeur de 1946 à 1953), on retient encore le projet de doter l'école d'un matériel didactique moderne et de construire la Chapelle Reine du monde (projet qui ne sera réalisé qu'après son mandat), le lancement de l'Association des Anciens au Collège. (L. DUMONT, témoignage manuscrit 7/01/1954, ASL Dumont 1).

ouvrage, malgré les difficultés, et qui savent que la réussite est au bout de la longue persévérance. Cet esprit existe dans notre Collège, et je voudrais que vous reteniez cela comme souvenir [...]. Ce qui doit rester constant, c'est cette union des volontés et des coeurs pour travailler dans la persévérance à la formation de l'homme et du chrétien.»⁵⁹

Les objectifs généraux de l'œuvre éducative étaient résumés dans le blason du Collège qui date de 1952: l'amour du pays symbolisé par *l'étoile bleue du Congo*; la science, par *le flambeau à gauche*; l'esprit salésien, par *l'ancre* qui figure également dans le blason de la Congrégation salésienne et se réfère à la vertu de l'espérance.⁶⁰ Un témoignage d'un ancien élève de cette époque révolue résume bien l'esprit qui régnait dans les années où le «Collège» prenait son essor, entre 1938 et 1950:

«J'ai passé douze années au Collège des Salésiens de Don Bosco; ce sont les années les plus lumineuses d'une adolescence ensoleillée, heureuse parce qu'étroite. Le dévouement total des Pères (le Père Reumers, [p. ex.], était à la fois éducateur et enseignant de trois disciplines), la pédagogie stricte mais joyeuse fondée sur le sport et le chant choral, l'instruction solide, ont fait que j'ai réussi plus tard, aux Facultés St. Louis, en première session. [...]. C'est cela Don Bosco, du solide, du concret («concrete» en anglais veut dire «béton» je crois...).»⁶¹

⁵⁹ Jean Schrooten, dans son mot d'adieu résumé dans l'article *Ce n'est qu'un au-revoir*, in «Rayons» 9/1 (1954) 6. A notre avis, ce qu'a dit le père Schrooten, sera bien exprimé, plus tard, dans le nouveau nom «IMARA» que la communauté salésienne choisira si heureusement pour remplacer le nom du «Collège Saint-François de Sales» à l'époque de l'Authenticité africaine

⁶⁰ D'après une information reçue du père Renckens, en réponse à ma demande sur la signification des symboles du blason dont il aurait été le créateur en 1952 à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Collège.

⁶¹ Raymond BUREN, *De 1938 à 1950...*, in «Kisugulu», 2000, p. 11. On se demande si les élèves européens avaient le moindre contact avec le monde africain? Ne vivaient-ils pas dans un isolement total par rapport au milieu? D'après un témoignage d'un ancien élève des années 1940-1945, à l'époque où il fit ses humanités au Collège, les professeurs ont organisé des contacts avec des personnalités africaines, par ex. avec Godefroid Munongo, le petit fils de M'siri. Celui-ci fut invité à une conférence où il faisait comprendre l'histoire des Bayeke. C'était aussi déjà l'époque où par ses bulletins, le CEPSE (Centre d'étude des problèmes indigènes) ouvrait les jeunes intellectuels européens sur le Katanga, son histoire, ses populations, ses problèmes. C'était aussi le moment où, dans le journal *Essor du Katanga*, commençaient à paraître les articles d'un journaliste brillant: Evariste Kimba (témoignage de André Vleurinck, transmis par e-mail par monsieur Carl Jocquet, Uccle, 5/12/2005).

5. L'annonce d'une nouvelle époque (1955-1960)

Une nouvelle époque parce que l'équipe professorale du Collège commençait alors à essaimer. En effet, l'un ou l'autre salésien du Collège était appelé par le provincial à faire partie des trois nouvelles équipes qui portaient pour fonder ou prendre en charge de nouvelles écoles: c'est le cas pour l'E.P.O. Don Bosco (actuellement E.T.S - Salama), de l'E.P.O. (devenu E.T.O.) de Kigali au Rwanda, et pour l'école technique de l'Union Minière à Kolwezi-Ruwe. C'est l'essor de l'enseignement professionnel et technique secondaire au Congo avec le début d'un enseignement mixte noir-blanc.

De plus, la politique offensive, menée à partir de 1954 par Auguste Buisseret, ministre belge de l'enseignement, en faveur de l'enseignement de la population autochtone,⁶² surtout par la promotion d'un enseignement secondaire et universitaire officiel, a conduit les écoles officielles congréganistes à devenir timidement interraciales. Ce fut aussi le cas pour le *Collège Saint François de Sales* et l'Institut Marie-José. En effet, à partir de septembre 1955, nous trouvons au Collège les premiers élèves noirs.⁶³ Le premier à être inscrit fut un certain Bonaventure Makonga.⁶⁴

Pour accéder à une école européenne, il fallait que l'enfant africain soit d'une famille d'« évolués » qui avaient atteint, selon les normes de l'époque, un niveau de vie équivalent aux Européens.⁶⁵ De ce fait, l'enfant pouvait légitimement accéder à une école européenne. Au début, cette nouvelle situation n'était pas encore acceptée par tous parents européens habitués qu'ils étaient à un ségrégationnisme « de fait » dans l'enseignement au Congo.⁶⁶ Ce défi, comme tant d'autres de la même

⁶² Entre 1954 et 1957, le nombre d'écoliers a augmenté de plus de la moitié, de 1.112.562 à 1.692.218 (Marc. DEPAEPE & Lies VAN ROMPAEY, *In het teken van de bevoogding. De educatieve actie in Belgisch-Kongo (1908-1960)*, Leuven-Apeldoorn Garant 1995, p. 209.

⁶³ En 1955, p. ex., on compte 2 Congolais sur 1.029 élèves de l'Athénée Royal d'Elisabethville, 5 Congolais sur 833 élèves au Collège Saint-François de Sales et enfin 5 Congolaises sur 1.478 élèves de l'Institut Marie-Josée: cf. cf. Observatoire du changement urbain (éd. D. VWAKYANAKAZI-Chr. ANTHOINE), *L'éducation à Lubumbashi*, UNILU, février 2003, p. 60.

⁶⁴ On mentionne ce fait dans la Chronique de Collège, à la date du 4 juillet 1955: élève de 9 ans, en 3^{ème} primaire.

⁶⁵ Une équipe descendait dans les familles pour s'enquérir si le niveau de vie « civilisée » était atteint.

⁶⁶ J'ai entendu là-dessus un témoignage personnel du père Sylvain Verheyen, sdb, qui était alors un jeune salésien au Collège. Il se rappelait d'avoir entendu la réaction négative de certains parents européens. C'est ainsi que le Législateur a dû lutter contre le

époque, faisait déjà pressentir le grand changement qui allait avoir lieu, cinq ans plus tard, en 1960. L'entrée des élèves africains au Collège se fit de manière lente presque imperceptible.⁶⁷ Ce fut néanmoins une première expérience qui a été utile pour les années suivantes. En tout cas, le provincial de ce temps, le Père René Picron, connu pour son souci constant d'africanisation, en fit les éloges lors de sa visite canonique à la communauté salésienne du Collège en 1958:

*«La communauté se dévoue, en un travail abondant et varié, au bien de la jeunesse katangaise. Collège catholique qui, quoique officiel, [est] interracial de fait et d'esprit. Les Confrères se montrent fort attachés à l'esprit de Don Bosco».*⁶⁸

Le supérieur était sans doute un peu trop optimiste car l'évolution vers l'intégration raciale n'allait pas sans quelques résistances (du moins du côté des parents) comme en témoigne un éducateur salésien qui, en 1958, faisait son entrée au Collège comme jeune stagiaire. Un jour, l'abbé Sylvain Verheyen⁶⁹ reçut la visite de parents belges qui ne voulaient pas

racisme par un décret publié le 02 décembre 1957: «Quiconque aura manifesté de l'aversion ou de la haine raciale ou ethnique, ou commis un acte de nature à provoquer cette aversion ou haine sera puni d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende n'excédant pas 3.000 Francs ou d'une de ces peines seulement» (Bulletin Officiel du Congo belge, 1955, p. 16, cité par NGALULA KAPINGA, *Les missionnaires salésiens et l'enseignement à Elisabethville. Cas du Collège Saint-François de Sales (1955-1974)*, T.F.C. graduat en pédagogie appliquée, I.S.P. Lubumbashi, 1993-1994, p. 27).

⁶⁷ Dans la classe de première année de l'école primaire, de 1 élève noir sur un total de 39 élèves en 1955, on était arrivé à 17 élèves noirs sur un total de 170 élèves, en 1959, soit à 10 %. En cette même année, dans toute l'école primaire (6 années), il y avait 149 élèves noirs sur un total de 1500 élèves (10 %). A l'école secondaire, cette première évolution vers l'interracialité a été plus modeste et tardive: elle a seulement commencé pendant l'année scolaire 1958-1959: 7 noirs sur un total de 241 élèves; en l'année 1959-1960, 10 noirs sur 267 élèves, soit 3,8 % (*ibid.*, p. 33-34. L'étudiante a exploré les palmarès de ces années).

⁶⁸ Visite du 2 au 8 décembre. Les «conclusions» ont été communiquées dans une conférence du 6 janvier 1958: SFS *Cahier des Visites canoniques au Collège*.

⁶⁹ L'abbé stagiaire Sylvain Verheyen arriva au Collège à la date du 31/08/1958. En entrant au Collège, il fut ébloui par la beauté des bâtiments. Le train de vie qu'on y menait dépassait de loin ce qu'il avait connu dans les écoles salésiennes de Belgique, qui étaient toutes des écoles «libres» (seulement «subsidées» par L'Etat), donc beaucoup plus pauvres. Le Collège étant une école «officielle», tous les frais de fonctionnement et les salaires étaient supportés par l'Etat. On comptait un bon nombre de «boys» au service de l'école, de l'internat, et de la communauté (les confrères étaient alors 28 au total). Il était scandalisé par ce luxe (relatif). Mais ceci n'était qu'une face de la réalité. Le jeune abbé se rendit compte qu'on était arrivé à la fin d'une époque. Le jour même de son arrivée, des émeutes éclatèrent à Léopoldville quand les ouvriers

que leur fils soit assis sur le même banc que l'élève africain de la même classe.⁷⁰ L'abbé stagiaire réagit de manière indignée: «et alors, qu'allez-vous faire si, dans quelques années, les élèves africains au Collège seront majoritaires dans notre école?»; ils répondirent: «alors nous resterons en Belgique». Sans s'en rendre compte, le jeune abbé avait prophétisé l'avenir. Deux ans plus tard, les rapports Européens-Africains (blancs-noirs) seront inversés. Les élèves africains au Collège deviendront majoritaires dès 1960, et un grand nombre d'élèves européens quitteront le Collège avec le départ de leurs parents.

En 1960, jusqu'à la fin de l'année scolaire, l'enseignement fut toujours assuré, de manière régulière, malgré les remous politiques dans la ville. Cependant, l'année scolaire a été écourtée de quelques jours de peur de voir surgir un événement douloureux après la fête de l'indépendance (le 30 juin). Le 28 juin 1960, le Collège ferma ses portes sur ses 1.150 élèves qui purent ainsi regagner à temps leurs familles respectives. Ce jour-là, une page de son histoire était tournée.

Les salésiens du Collège, comme probablement la plupart des Européens présents au Katanga, avaient l'impression que tout s'était précipité et qu'ils étaient devenus les victimes de forces obscures à l'oeuvre; que l'histoire du Congo s'accélérait à une vitesse vertigineuse et que personne n'avait plus les choses en mains. La formation des partis politiques, les élections parlementaires, tout devait se faire dans un minimum de temps sans la préparation mentale suffisante. C'est de cette manière que l'abbé stagiaire, Sylvain Verheyen, résume et interprète les événements qui se passaient sous ses yeux, dans une lettre qu'il écrivit à une connaissance de Belgique:

«Bientôt auront lieu les élections qui décideront en grande partie du sort de l'Afrique. C'est un fait certain que le Congo marche à grands pas vers son indépendance. En quelques mois de temps beaucoup a

réclamèrent une augmentation de salaires et un congé payé. Le 1^{er} janvier 1959, une grande manifestation allait se terminer dans un bain de sang. Le Roi Baudouin annonça que la proclamation de l'Indépendance allait être anticipée... on avait parlé autrefois d'une Indépendance dans 20 ans, ou dans 5 ans au plus tôt... La Table ronde décida qu'elle aurait lieu le 30/06/1960.

⁷⁰ Dans la classe dont l'abbé Sylvain Verheyen était titulaire (la 5^{ème} primaire C) il y avait 36 élèves de différentes nationalités: Belges, Italiens, Grecs, Juifs, un Finlandais et un seul Africain; c'était Pierre Kiwele, le fils du futur ministre katangais de l'enseignement. Notons que papa Kiwele était un excellent musicien qui jouait aux orgues à l'Eglise Saint Boniface de la Commune Albert (Kamalondo). Il devint le compositeur du premier hymne national congolais *Tous les petits oiseaux chantent: vive, vive l'Indépendance.*

évolué et changé. Beaucoup de fonctionnaires blancs se font déjà remplacer par des Noirs et ainsi petit à petit les Blancs devront céder la place aux Noirs sur toute la ligne. Au fond cela est normal. Seulement beaucoup de choses ont été brusquées. Alors qu'il a fallu plusieurs siècles pour civiliser notre Europe, on veut obtenir ce même degré de civilisation au Congo après à peine 50 ans!

Je pense que les socialistes ont commis la gaffe d'avoir introduit la politique au Congo. C'est la politique qui a tout gâté. Pas mal d'esprits sont travaillés par la politique socialiste et surtout par la propagande communiste et anticléricale.»⁷¹

Les derniers faits importants qui ont marqué l'évolution matérielle du Collège, avant l'Indépendance du Congo, se résument ainsi: la pose de la première pierre de la nouvelle chapelle, le 28 mai 1956, suivie de la bénédiction de celle-ci le 8 décembre 1957.⁷² En 1956, les salésiens se voyaient octroyer le terrain où s'alignaient les courts de tennis de la ville. Sans tarder on s'y est mis à construire les bâtiments qui, en mai 1959, abriteront le service «Sois-prêt», la «Radio-Collège» et le local des anciens élèves, baptisé «Salle Monseigneur Sak». Le 30 avril 1960, eut lieu l'inauguration du préau de l'école secondaire: une belle construction très utile, avec une excellente acoustique qui servira tant de fois pour les célébrations liturgiques en plein air. A cette occasion, il y eut une séance de variétés donnée par un groupe dénommé «spectacles populaires».⁷³

Le bilan des dernières années, en se limitant à l'année 1958, se présente plus ou moins de la manière suivante, d'après un article paru en Rayons, revue du Collège:

«Effectifs scolaires. En 1958, il y a 29 Pères et 30 professeurs et instituteurs pour plus de 1.000 élèves présents. [...] c'est grâce au Collège qu'Elisabethville mérite d'être signalée comme la cité du Congo qui a eu la première son Collège pour enfants européens, la première qui a eu le certificat homologué, la première qui a vu un des ses enfants lui revenir avec un diplôme d'université...»⁷⁴

⁷¹ Dans ses mémoires personnelles: *Terugblik op mijn leven* (Regard rétrospectif sur ma vie), Lippelo 1996, document dactylographié, Archives Procure Boortmeerbeek, pp. 37-38.

⁷² Les cloches ont été fondues dans les ateliers de l'Union Minière.

⁷³ *La vie au Collège*, in «Rayons» 2 (1960) 15-16. Notons encore que le 19 mai, le Collège reçut la visite de l'aumônier général du mouvement Chiro (ou «Kiro» au Congo), l'abbé Peeters.

⁷⁴ *Notre Collège: Notice historique*, in «Rayons» 3 (1958) 3-7.

Le ton était triomphal; il le sera moins deux ans plus tard, au mois d'août de l'année 1960, quand le père René Beckers, alors directeur du Collège,⁷⁵ écrivit après avoir vécu les premières expériences de l'Indépendance:

«Une période du Collège s'achève dans la confusion générale. Une nouvelle période commence; espérons-la aussi belle que la précédente. Au nom de la Sainte-Eglise comme dirait son Excellence Mgr Cornelis en levant les brans au ciel dans son geste pathétique habituel. L'œuvre salésienne était destinée aux pauvres, aux déshérités. Pour le Collège, c'est probablement un retour aux sources!...»⁷⁶

⁷⁵ Devenu directeur le 15 août 1959, en succédant au P. Coenraets, nommé provincial de la nouvelle province de Belgique-Sud.

⁷⁶ Chroniques 1944-1960 du Collège St-François de Sales 1944-1960, in ASL Documents du Collège SFS.

Deuxième partie : chronique de l'oeuvre éducative à l'époque post-coloniale (1960-2002)

1. Le Collège: «Ecole de l'Indépendance» et «Ecole katangaise» (1960-1963)

1960-1961

Le 30 juin 1960, le Congo tout entier est en fête. Il s'endort dans la paix... provisoirement. Quand, au soir du 9 juillet 1960, une mutinerie éclatera au Camp militaire Massart, l'actuel Camp Vangu, une foule d'Européens va se réfugier au Collège jusque fin juillet. Ce choix était réfléchi: le Collège était clôturé, ce qui assurait une protection, et il y avait à l'intérieur assez de locaux pouvant abriter une population nombreuse. Jusqu'au 23 août, les dortoirs et les salles de classe furent aussi occupés par des troupes suédoises et marocaines envoyées par l'ONU.⁷⁷ Il est à noter que le rôle joué par la Radio-Collège, en ces premiers mois de l'Indépendance, a été très important en tranquillisant les expatriés et en créant l'entraide entre eux, mais aussi au plan politique. En effet, c'est à partir de cette Radio que l'Indépendance du Katanga fut proclamée.⁷⁸

Au plan scolaire, la rentrée eut lieu le 12 septembre 1960. Le Collège fonctionnera désormais de manière prioritaire pour les enfants congolais, autant dans la section des humanités que dans la section préparatoire. Monsieur Joseph Kiwele, ministre de l'éducation, accompagné de

⁷⁷ *La vie au Collège*, in «Rayons» 4 (1960) 21.

⁷⁸ Un témoin salésien de l'époque écrit: «Heureusement il y a Radio-Collège! Ses messages, ses émissions ininterrompues tonifient les esprits. Sur ses ondes s'envolent vers la brousse, vers les quartiers isolés, vers la Rhodésie et au-delà, des communiqués, des consignes, des appels de tous les cœurs angoissés. Et peu à peu arrivent des réponses, et avec un peu d'espoir. Le lundi 11 juillet, Monsieur TSHOMBE, sur les ondes de Radio-Collège, proclame l'état d'exception dans la ville. Sa voix est suffisante pour rassurer pas mal de gens. Accompagné par le major WEBER, il exprime sa satisfaction devant les efforts d'apaisement accomplis par Radio-Collège. "A partir de ce jour, ajoute l'officier, vous êtes officiellement *Radio-Katanga*". Il en sera ainsi pendant quelques heures: ce même soir, en effet, Monsieur TSHOMBE, entouré de ses ministres, proclame sur les ondes de Radio-Collège l'Indépendance du Katanga [...] Du mardi au vendredi 15 juillet, Radio-Collège gardera le silence, pour reprendre ensuite ses émissions en tant que *Radio catholique du Katanga*» (*Entre deux jubilés: la 5^{ème} décennie: 1952-1962*, ASL Radio-Collège, texte photocopié destiné à être publié dans le bulletin de l'«Amicale des Anciens du Collège Imara - St François de Sales», éditeur: Paul Vannès).

plusieurs personnalités de son département, assista à l'inauguration de la nouvelle année scolaire qui commença avec une messe solennelle du Saint Esprit qui consacra en quelque sorte l'entrée du Collège dans une nouvelle époque.

Un communiqué du ministère avait fixé les modalités d'organisation de l'enseignement dans l'Etat du Katanga.⁷⁹ Un choix décisif avait été fait dans l'orientation de l'école dès le mois d'août 1960, malgré la confusion générale et la tension causée par les événements politiques. Les responsables de l'enseignement du Katanga, après plusieurs réunions, aboutirent finalement à proposer deux possibilités: devenir un «Institut international» réservé en majorité aux enfants blancs» - plus de 3000 enfants européens demeuraient encore au Katanga après l'Indépendance -, ou une «Ecole de l'Indépendance» pour enfants africains, mais avec le programme métropolitain. Pour le *Collège Saint François de Salès* et l'Institut Marie-José, le choix s'est fait pour le statut d'Ecole de l'Indépendance.⁸⁰ D'après le père Léon Verbeek, ce ne fut pas le simple résultat d'un jeu de circonstances, mais un «choix» voulu par les directions des deux instituts:

*«Au lendemain de l'indépendance du Congo, le Collège a dû choisir: rester une école belge ou s'engager définitivement dans le nouveau courant. Les conséquences financières étaient considérables. Mais le Collège ainsi que l'Institut Marie-José ont choisi d'être des écoles africaines désormais orientées vers la jeunesse africaine».*⁸¹

Dans un discours prononcé par un jeune ancien élève, Christophe Mutonkole, le 12 novembre 1960, à l'occasion de la fête patronale du directeur du Collège, le père René Beckers, nous pouvons retrouver les premières impressions et les attentes des élèves africains du Collège de cette époque en cette première année d'africanisation de l'école:

«...La bonne réputation du Collège St-François de Sales est répandue dans tout le pays et tout élève sortant de ce Collège se distingue par sa

⁷⁹ *La vie au Collège*, in «Rayons» 4 (1960) 22.

⁸⁰ On trouve effectivement la dénomination *Ecole de l'Indépendance* sur le palmarès de deux années scolaires: 1960-61, et 1960-62. On ne le trouve plus sur le palmarès des années suivantes. Dans la Chronique-synthèse de 1960-61, on trouve cette explication: «le Collège [...] est devenu une école de régime katangais dite «Ecole de l'Indépendance», reprise par le Gouvernement Katangais» (ASL *Chroniques Collège SFS*).

⁸¹ L. VERBEEK, *Ombres et clairières...*, p. 82.

bonne tenue et est prêt, moralement et intellectuellement, à entreprendre une carrière fructueuse.

Beaucoup d'élèves ont abandonné cette école suite aux troubles qui ont endeuillé le Congo, mais elle s'est rapidement remplie d'autres éléments tout nouveaux, attirés par la bonne renommée des Pères Salésiens. Ces figures nouvelles aspirent à trouver ici une formation solide et une ferme éducation.

Bien des changements ont révolutionné notre Collège: qui ne s'en rend compte? A part ses bâtiments, tout est renouvelé. Les élèves ici présents vous apportent une nouvelle mentalité, un nouvel esprit avec lequel tous, peut-être, ne sont pas encore tout à fait familiarisés.

L'école même a changé. Elle aurait pu essayer, comme d'autres à Elisabethville, de rester réservée à une catégorie particulière d'élèves étrangers. Nous sommes heureux, Père Directeur, que vous ne l'avez pas voulu, que vous ayez décidé que ce qui se défendait peut-être sous une situation ancienne, ne se comprenait plus dans l'état actuel du pays. Car c'est à vous, Père Directeur, que nous tous, ici présents, nous sommes redevables d'être ici devant vous aujourd'hui. Et comment ne vous témoignerions-nous pas notre reconnaissance, pour nous et pour le bien du pays? Vous avez voulu être une école katangaise, dépendante du gouvernement katangais et ouverte aux enfants de ce pays, sans discrimination. Soyez-en remercié.

Certes, ces changements apportent avec eux des difficultés; mais nous pouvons être sûrs que, sous votre direction éclairée, ces difficultés ne se perpétueront pas; vous les surmonterez certainement, comme beaucoup ont déjà été surmontées depuis le début de cette année scolaire. [...]

Car nous, vos élèves, les quelques anciens et tous les nouveaux, nous ne souhaitons qu'une chose: «maintenir le Collège à son niveau de formation et à sa première renommée, sous la conduite de tous nos professeurs».⁸²

Dans sa réponse, le père Beckers souligna qu'il voyait dans le changement survenu au Collège un véritable «retour aux sources» au sens salésien, en ajoutant qu'il comptait sur «la collaboration joyeuse de tous, professeurs et élèves, dans l'œuvre de l'éducation».⁸³

Les deux écoles citées, le Collège Saint François de Sales et l'Institut Marie-José, étant devenues des «écoles katangaises», ont pris le risque d'une pluralité interraciale non déterminée a priori, chacun des deux groupes – africains et européens – étant admis sans limitation de

⁸² Fête du R.P. Directeur, in «Rayons» 6 (1960) 6-7.

⁸³ *Ibid.*, p. 7.

proportion ni dans un sens ni dans l'autre, mais seulement selon certains critères de «préparation scolaire suffisante». Comme on suivait le programme métropolitain, un grand nombre d'élèves européens continuait à fréquenter le Collège. Après une année, selon un professeur qui enseignait à l'Institut Marie-José, école destinée à la jeunesse féminine, l'expérience semblait être concluante : elle était positive aussi bien sur le plan intellectuel, que pédagogique et culturel :

«Il est évident que la symbiose noir-blanc sur le plan scolaire présente actuellement des risques: abaissement possible du niveau des études, influence éducative trop européenne pour les africaines. Les enfants africains qui nous viennent des écoles primaires des cités ont subi parfois un enseignement défectueux et possèdent insuffisamment le maniement de la langue française. En dépit de ces difficultés nous trouvons là des éléments éducatifs nouveaux et prometteurs. [...]

*Dans une école où les races et les couleurs se côtoient quotidiennement, les élèves font l'expérience de relations humaines qu'elles ignoraient presque totalement il y a deux ans. Elles apprennent à se connaître sur un plan où l'égalité des valeurs peut commencer à jouer. Les plus ouvertes et les plus douées dépassent ainsi leurs complexes de race et cela crée insensiblement un courant de vraie charité chrétienne dont bénéficie tout le climat de l'école. Grâce au tact et au bon sens des unes et des autres, des amitiés se nouent, des admirations réciproques s'éveillent. Dans un pays où tant de haines dressent les hommes les uns contre les autres, cela fait surgir une oasis sereine. Si durs que soient les temps dans l'Afrique d'aujourd'hui, ils sont lourds de magnificence».*⁸⁴

En donnant ces conclusions à la fin de sa visite canonique, le père Joseph Peerlinck, le premier provincial salésien de la nouvelle Province d'Afrique Centrale, créée en 1959, avait beaucoup de raisons de jeter des fleurs à ses confrères dans les circonstances difficiles qu'ils traversaient :

«Le Collège St. François de Sales est une vraie Maison salésienne sous toutes ses formes, quoique certains en disent. [...] Aussi nous rendons grâce à Dieu pour tout le bien qui se fait au Collège et pour le bon esprit qui y règne: vraiment l'esprit de Don Bosco. L'Esprit de la communauté est excellent, l'observance de la Règle est bonne. La

⁸⁴ T. RENOIRTE, *Ecole katangaise, an 2*, in: *Sous les palmes. Cinquantième anniversaire 1912-1962*, numéro spécial de «Rayons», Imprimerie de l'Ecole technique de la Kafubu, 1992. L'article est daté: E/ville, le 25/2/1962; il parut également dans la revue de l'Enseignement catholique de Belgique, «Humanités Chrétiennes», mai-juin 1962.

charité fraternelle est bien pratiquée et le travail ne manque pas; au contraire: trop de confrères sont surchargés. Mais la joie salésienne règne partout et cela dans une atmosphère politique tendue et incertaine».

Il insistait cependant sur certaines «attitudes» pédagogiques à renforcer, en classe et en récréation:

«Que tous les Salésiens professeurs se trouvent parmi les enfants durant les récréations et qu'ils prennent contact avec les élèves. [...] C'est peut-être durant ces quelques minutes de récréation et de contact avec les élèves que vous ferez plus de bien que pendant toute une semaine de classe et de travail [...]

Nos attitudes envers les élèves - surtout en classe: compréhension et charité [...]. Nous sommes ici pour eux et les élèves ne sont pas ici pour nous. Nous n'avons pas le droit de nous laisser décourager parce que nous n'obtenons pas le résultat visé ou les résultats de l'année passée. Nous devons comprendre la situation tout à fait exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons.

Tâchons d'appliquer à fond notre Système préventif et suivons bien les décisions prises par le Directeur avec son Chapitre. Travaillons tous la main dans la main, non seulement pour donner un enseignement impeccable mais aussi et surtout une éducation chrétienne.

Aimons les enfants [africains] et ayons pitié d'eux car ce n'est pas leur faute - ce n'est la faute de personne qu'ils n'ont pas eu une éducation de leurs parents - ou que eux aussi sont tombés dans une civilisation ultramoderne mais pas toujours chrétienne, il y a peut-être 5-10-25, ou tout au plus, 50 ans. Ne leur reprochons pas ce que nous n'osons pas reprocher aux Européens. Ils n'ont pas toujours eu des bons exemples. A nous maintenant de tâcher de leur inculquer une éducation...chrétienne...familiale. Essayons le système de Don Bosco intégralement.

Que tous les confrères aient une grande estime et une appréciation favorable pour les mouvements de jeunesse, soit chiro, soit scoutisme ou autres mouvements possibles et que les confrères qui ne s'occupent pas directement de ces mouvements, aient la délicatesse et la charité, de remplacer ou d'aider, si c'est nécessaire, les confrères qui sont dans ces mouvements. Qu'on ne sous-estime dans aucun cas le bien déjà réalisé et le bien qui pourrait se faire dans et par ses groupements de jeunesse».⁸⁵

⁸⁵ Visite canonique du 27 octobre au 10 novembre 1960, avec communication des «conclusions» le 10 novembre 1960, in SFS Cahier des Visites canoniques.

1961-1962

La rentrée des classes pour l'année scolaire 1961-1962, le 17 septembre 1961, avait été retardée de trois semaines par suite de la guerre des troupes de l'ONU contre les troupes katangaises, guerre qui débuta le 13 septembre et qui se termina provisoirement avec un cessez-le-feu, le 25 septembre. L'année scolaire 1961-62 restera mémorable dans les annales du Collège. Après la reprise du 2e trimestre, le 3 janvier 1962, la situation restera calme. Malgré les bombardements et combats de rue, les classes avaient repris régulièrement. Presque tous les élèves étaient revenus, et il y avait même quelques figures nouvelles. Aux humanités, on ré-instaura une section économique, ce qui rendait nécessaire l'engagement de nouveaux professeurs. En 1962, sortaient aussi les premiers diplômés congolais.⁸⁶

1962-1963

L'année scolaire 1962-1963 a été marquée par la fin de l'époque katangaise et la rentrée dans le système scolaire du Congo.⁸⁷ Du 24 décembre 1962 au 17 janvier 1963, période pendant laquelle on a mis fin à la sécession et donc à l'existence de l'Etat katangais, le Collège, comme toute la ville, souffrit des combats entre l'ONU et les troupes katangaises, des difficultés de ravitaillement et des coupures d'eau et d'électricité. Malgré cela, les cours se donnèrent dans la mesure du possible, et dès le 18 janvier, après de multiples démarches auprès des autorités de l'ONU et des nouvelles autorités du gouvernement central du Congo, les émissions de Radio-Collège reprurent à la grande satisfaction de la population.⁸⁸

Au mois de février 1963, le conseil de la communauté salésienne du Collège s'interrogeait s'il fallait encore maintenir la section de la 6e Moderne à la Ruashi. La raison était qu'elle ne semblait pas donner les résultats escomptés ni pour le Collège ni pour la paroisse St. Amand où résidait un curé salésien. On proposait d'y créer à la place une «école moyenne» sous une direction salésienne. Le mois suivant, le déplacement des élèves de la Ruashi vers le Collège était envisagé. On craignait de

⁸⁶ *La vie au Collège*, in «Rayons» 1 (1962) 22.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 22. Pour être précis, il s'agissait de deux classes d'une troisième gardienne, ou «section pré-primaire» (ASL *Annonces de la Chapelle SFS*, 1962-1966, p. 14).

⁸⁸ ASL *Chroniques du Collège 1962-1982*, p. 17-19. A la rentrée des classes, on comptait à la section préparatoire: 739 élèves (dont 139 européens), aux humanités: 380 (dont 56 européens). Ces chiffres comprennent une nouvelle section créée à la nouvelle Cité Ruashi (avec ses 40 élèves en 6e Moderne), et deux classes gardiennes de 87 bambins; ces classes avaient été créées au Collège même.

perdre bientôt les locaux utilisés dans les bâtiments de l'Office des Cités Africaines (=O.C.A.).⁸⁹

2. Trois années scolaires plutôt paisibles (1963-1966)

1963-1964

Les trois années suivantes connurent la ruée vers les écoles secondaires. Comme toutes les écoles des centres, le Collège devait faire face à un problème préoccupant: l'afflux des candidats de tout âge et de toute région aux études secondaires. Les écoles primaires déversaient sur les villes un grand nombre d'enfants qui, par manque de professeurs et de locaux, sans parler d'autres problèmes, ne trouvaient pas de place dans l'enseignement secondaire. Les responsables des écoles, chargés des inscriptions, avaient la tâche très dure de devoir refuser l'inscription à un certain nombre d'enfants par manque de places disponibles. Il n'était pas possible de trouver une solution dans une avenir prévisible.⁹⁰

L'année scolaire débuta le 18 septembre 1963. Les mois d'octobre et de novembre connurent un déroulement normal sans autre surprise que l'arrivée de sept filles venues de l'Institut Marie-José pour suivre les cours de latin et de grec avec les étudiants du Collège et de dix-huit élèves de l'Athénée de la Katuba dans le cycle supérieur. Dans ces deux instituts, certains cours avaient été supprimés par manque de professeurs qualifiés.⁹¹ Au Collège, par contre, l'année scolaire connut un déroulement paisible avec un corps professoral au grand complet et une grande régularité.⁹² Cela contrastait avec la situation d'autres régions où les écoles étaient saccagées par la rébellion.

1964-1965

Cette année scolaire fut un peu plus mouvementée. Elle débuta à la date officielle, le 7 septembre, mais à l'école primaire, par manque d'instituteurs, seulement onze classes sur vingt quatre fonctionnaient. Aux humanités, les élèves furent tout simplement renvoyés jusqu'au lundi 14 septembre, car les professeurs manquaient: partis le 15 juillet, ils tenaient à prendre leurs 67 jours de congé. Pour d'autres raisons, quelques

⁸⁹ ASL *Cahier du Chapitre de la Maison [St-François de Sales]*, séances du 6/2/1963 et 6/3/1963.

⁹⁰ *Rentrée scolaire*, in «Rayons» octobre 1963, p. 11.

⁹¹ ASL *Chroniques 1962-1982*, p. 34. Notons que, dans la même année scolaire eut lieu (du 31 mars jusqu'au 7 avril 1964 – à L'Institut Marie-Josée), le Congrès de l'Enseignement catholique, organisé par le Bureau de l'Enseignement Catholique (BEC en sigle).

⁹² *Messager du R.P. Directeur*, in «Rayons», janv 1965, p. 6.

salésiens n'étaient pas au rendez-vous non plus. D'ailleurs, au courant de cette année, aura lieu un assez grand changement dans le personnel salésien et laïque. Au bout de trois semaines, après quelques horaires provisoires, tout rentrait plus ou moins dans l'ordre.⁹³

Un autre motif rendit cette année scolaire plus inquiétante: les inscriptions furent une véritable bataille. Si, en ce moment, le Collège avait eu des classes et des professeurs en nombre suffisant, il aurait dû accepter 5.000 élèves, tellement les candidats affluaient de toutes les régions, troublées ou tranquilles. Et, malgré les efforts déployés, le drame de cette jeunesse, obligée de courir les rues, ne pouvait pas être résolu de si tôt par manque de locaux et d'enseignants.⁹⁴

Le 25 septembre, le Conseil de la communauté salésienne du Collège décida d'organiser immédiatement un cycle d'orientation. Peu de temps après, c'était chose faite. Dès cette année scolaire, une première année de Cycle d'Orientation commença donc à fonctionner avec deux classes et un total de quarante deux élèves. Ce fut en même temps le début de «l'africanisation» de l'école, non seulement dans sa population scolaire, mais aussi dans sa structure et ses programmes.⁹⁵

Dans les annales du Collège, on cite la date mémorable du 4 août 1965, quand le gouvernement central du Congo a étendu à la Télévision l'autorisation d'émission accordée jadis à «Radio-Collège». C'est à partir du 15 janvier 1966 que des émissions d'essai eurent lieu, suivies avec un intérêt croissant par le public évillois.⁹⁶ Ce studio d'émission fut monté par le père Dethier avec l'aide du directeur local de Philips. Concrètement, ces deux personnes disposaient de deux télécinémas, d'une caméra et d'une table de régie. Les premiers « techniciens » à faire fonctionner ce studio étaient des professeurs et des élèves du Collège et de l'Institut Marie-Josée. Les émissions démarraient à 19h30 pour se terminer vers 22h00. Dans un premier temps on diffusait des documentaires et des films distribués par l'Alliance française, la Deutsche Welt e la BBC. Parfois il y avait aussi quelque production locale, comme une soirée de poésies (avec les élèves de l'Institut Marie-Josée) et le procès de Néron, animés par le père René Beckers.⁹⁷

⁹³ ASL Chroniques 1962-1982, p.52-53; *La vie au Collège*, in «Rayons», oct. 1964, p. 7.

⁹⁴ *La vie au Collège*: *ibidem*.

⁹⁵ ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1967, p. 1.

⁹⁶ *Télévision-Collège*, in «I.S.A.» (=Informations salésiennes africaines), 4 (1966) 1.

⁹⁷ D'après un témoignage de monsieur Paul Vannès, reçu par intermédiaire de monsieur Carl Jocquet, e-mail, 27/01/2005.

Aux humanités, l'année scolaire commença le 9 septembre 1965. Le 15 septembre, se tint une réunion des professeurs où les problèmes pratiques et pédagogiques furent discutés dans une belle ambiance.⁹⁸ Extérieurement aussi, rien ne semblait annoncer le bouleversement politique qui eut lieu, le 25 novembre 1965, par un coup d'Etat qui mit fin à la Première République et instaura la Deuxième. Les écoles en ressentirent assez vite les effets.

Le premier contact avec le nouveau Régime fut très positif. Le 30 janvier 1966, le Collège accueille son Excellence Kibassa Maliba, ministre de l'Education nationale, à l'occasion de la fête de Don Bosco. Ce même ministre revint encore visiter les classes le 11 mars, et tint à cette occasion un discours suivi d'une réception pour le corps professoral. Selon les témoignages conservés, tout s'était déroulé dans une excellente ambiance, quasi fraternelle.

Le deuxième contact fut de mauvais augure. Le 1 mars 1966, les élèves devaient aller accueillir le nouveau Président Joseph-Désiré Mobutu qui arriva fort en retard. Le jour suivant, lors du défilé, une pluie diluvienne vint interrompre toutes les activités prévues. Les élèves rentrèrent, dispersés et «trempés jusqu'aux os». Le 3 mars, c'était le grand meeting du Président, et dans les jours qui suivirent eurent lieu quelques arrestations et expulsions.⁹⁹

L'année scolaire a connu quelques événements tels que la fancy-fair qui, le 20 mars 1966, réunissait parents et élèves dans la cour des humanités: ce fut un grand succès et il y avait foule. On fêta aussi avec faste la fête de Dominique Savio, le 6 mai, avec une grande manifestation sportive. A ce propos, le directeur du Collège, le père Joseph Sterck, regretta qu'il y eut trop d'intérêt pour les activités extérieures et pas assez pour les activités religieuses. Selon lui, le peu de ferveur eucharistique manifesté pendant la messe manifestait cet état d'esprit.¹⁰⁰ Par contre, il était très satisfait des activités apostoliques des Coopérateurs salésiens regroupés dans un centre local au Collège. Le 15 mai 1966, trente-six membres de ce groupe de laïcs adultes furent présents à une récollection mensuelle qui, d'après lui, était une réussite parfaite. Le 17 juin, à la veille de la fête du Sacré-Coeur, ils avaient organisé, avec leur délégué le père René Picron, une veillée biblique et pénitentielle intensément vécue.¹⁰¹

⁹⁸ D'après ASL Chroniques 1962-1982, p. 69.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 81.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 79.82-83.86.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 87-88.

3. Fin d'une époque, début d'une nouvelle (1966-1969)

1966-1967

Cette année scolaire fut agitée et malheureuse de plus d'un point de vue. Nouvelle époque au niveau politique d'abord: dès 1967, le manifeste de la N'sele traduisait l'idéologie du parti unique, le «Mouvement Populaire de la Révolution» (MPR en sigle) et de son chef Mobutu. Le maître-mot du document, c'était le nationalisme. Le MPR deviendra l'unique expression autorisée de la nation politiquement organisée, et rapidement, le régime connaîtra une dérive vers le totalitarisme, avec des moments de radicalisation ultra-nationaliste.

Plusieurs ombres obscurciront cette année: ingérence des autorités dans les inscriptions, difficultés énormes dues à l'irrégularité des paiements du personnel, grève de six jours par le personnel étranger et menace d'expulsion du directeur et de fermeture de l'école par la Sûreté pendant deux jours. Les frais d'entretien de l'école qui était pourtant un bâtiment officiel, n'étaient plus payés depuis plusieurs mois. Désormais la Congrégation salésienne devait y suppléer à ses propres frais. Les salaires des professeurs religieux, membres de la Congrégation, étaient insuffisants et pas du tout adaptés à la hausse des prix. Des jours de congé imprévus étaient fixés; la plupart du temps pour des raisons purement politiques. A l'école secondaire, l'année scolaire se termina dans une insécurité complète quant à l'assistance des professeurs étrangers et la continuation, ou non, des programmes scolaires de type européen.

De plus, le 19 avril 1967, une délégation du Service d'information de Kinshasa vint suspendre les émissions de Radio-Collège, ce qui causa un grand émoi aussi bien chez les gens en ville que parmi les confrères salésiens. Un mois plus tard, le 22 mai 1967, une lettre officielle était envoyée au père Richard, responsable de la Radio et Télévision du Collège, où le Haut Commissaire à l'Information, J. Kande, expliquait les raisons qui avaient motivé cette fermeture. Ce n'était pas une mesure vexatoire ou discriminatoire à l'égard de la Radio-Collège mais une mesure qui frappait toutes les stations privées sur le territoire national.¹⁰²

¹⁰² «Suite à une décision du Gouvernement Central, Monsieur Louis-Roger DONGO, Directeur Général de l'Information, en mission à Lubumbashi, vous a signifié officiellement la fermeture de la Radio Collège. Je dois vous préciser que cette mesure frappe toutes les Radios privées sur toute l'étendue de la République». J'ai l'honneur de vous définir aujourd'hui les nouvelles bases sur lesquelles devra fonctionner la T.V. Collège, la seule qui a été maintenue. Tel qu'il a été convenu entre, le Directeur Général et sa suite, d'une part, vous même et vos collaborateurs d'autre part, la Télévision Collège continuera à fonctionner; mais cette fois-ci sous le contrôle du Directeur de la Radio Provinciale du Katanga. Dans le souci d'uniformiser nos programmes et d'assurer

Toutefois, un sentiment de méfiance du gouvernement national existait bel en bien à l'égard de cette Radio où, en 1960, avait été proclamée l'indépendance du Katanga. Le 29 juin, la surveillance des bâtiments de Radio-Collège fut renforcée par des soldats qui interdisaient l'accès des bâtiments du soir jusqu'au matin.¹⁰³

Au plan social, l'écart des revenus entre Congolais et l'appauvrissement d'une bonne part de la population était de plus en plus vérifiable. Les salésiens ont alors commencé à secourir les élèves les plus démunis. Ainsi, une vingtaine de «pensionnaires» ou internes, de parents inconnus, étaient gratuitement entretenus par la communauté. De même, une trentaine d'élèves externes avaient leur minerval payé par ses soins. Sans désenparer les mouvements de jeunes continuèrent à organiser leurs activités malgré les difficultés matérielles grandissantes. La structure de l'école resta inchangée. Mais, en janvier 1967, face à l'ampleur de la tâche du «conseiller ou préfet des études» - liée à celle du directeur ou supérieur religieux de la communauté religieuse -, on voulut attribuer la charge de préfet à un autre confrère, qui ne fût pas directeur de la communauté.¹⁰⁴

1967-1968

Quand, le 13 septembre 1967, les portes s'ouvrirent pour une nouvelle année scolaire, les confrères qui étaient restés sur place, comme ceux qui avaient rallié Lubumbashi après leur congé, durent recommencer l'année scolaire avec un courage et une générosité hors pair. Non seulement la communauté salésienne avait été fortement changée dans sa composition mais l'heure de l'«africanisation» des cadres, de l'organisation de l'œuvre et du style de vie du Collège avait sonné.¹⁰⁵ En tout cas, quand six jours plus tard (le 19 septembre) les classes reprurent à mi-temps, ce sont des «moniteurs» qui ont fait marcher l'école en section primaire; les salésiens et quelques jeunes universitaires, en section secondaire. L'africanisation des cadres sera presque complète à la section primaire avec 19 enseignants

à l'Etat un droit de regard sur les émissions tant télévisées que parlées, la radio Télévision Nationale Congolaise vous enverra, à partir de Kinshasa: le Journal télévisé (services journalier); les Actualités Congolaises (service hebdomadaire)....» (ASL *Radio-TV-Collège*, lettre de J. Kande au P. Richard, Kinshasa 22/5/1967).

¹⁰³ ASL Chroniques 1962-1982, p. 112.

¹⁰⁴ Cf. la proposition faite dans le Conseil de la communauté salésienne, le 3 janvier 1967: «Propositions: séparation directeur des confrères + conseiller des études» (ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, p. 14).

¹⁰⁵ Le rapport du Conseil de la communauté salésienne; du 26 septembre le dit clairement dans un style télégraphique: «Africanisation générale - Situation corps professoral européen reste incertaine - Pensionnat: régime congolais à introduire» - changement d'horaire en humanité» (ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, p. 17).

sur un total de 24. Le programme suivi sera aussi entièrement congolais sauf pour les deux classes supérieures de la section secondaire. On comptait alors les sections suivantes: littéraire, scientifique, latin-grec, latin-mathématiques, scientifique, économique.¹⁰⁶ A côté d'une majorité d'élèves externes, il y avait un nombre réduit d'internes. Leur «pensionnat» se maintenait péniblement avec une trentaine de favorisés qui n'appréciaient pas toujours leur bonheur.¹⁰⁷

D'autres problèmes assombrèrent encore les esprits des confrères au cours de cette année: la menace de licenciement des directeurs expatriés,¹⁰⁸ l'insécurité et les vols,¹⁰⁹ les arriérés de paiements¹¹⁰ ce qui rendit inévitable le licenciement du personnel de la maison.¹¹¹ C'est pourquoi, le père Frans van Asperdt, supérieur provincial nouvellement nommé, tint à beaucoup encourager ses confrères qui en avaient sérieusement besoin.¹¹²

Malgré cela, cette année scolaire a connu quelques joies et consolations. Après des mois d'émissions d'essai, la T.V.-Collège devint «effective» le 1er novembre, date à laquelle la Station fut inaugurée officiellement, bien que sous la direction de la Radio-télévision nationale congolaise.¹¹³

¹⁰⁶ ASL Chronique-synthèse Collège 1966-1967; 1967-1968; ASL *Circulaires du provincial aux confrères*, Lubumbashi 16/11/1967, p. 3.

¹⁰⁷ ASL Chronique-synthèse Collège 1967-1968.

¹⁰⁸ En tout cas, on a considéré cette éventualité dans le Conseil de la communauté, le 26 octobre 1967: «Situation générale: lettre du gouvernement qui veut remplacer les directeurs par des nationaux, dans l'enseignement secondaire» (ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, p. 17).

¹⁰⁹ Il en a été plusieurs fois question dans le chapitre (ou conseil) de la communauté: le 21 novembre 1966, on trouve à l'ordre du jour: «fermer l'entrée de l'avenue Lufira pour empêcher les vols. Fermer la porte pendant les heures de cours» (*ibid.*, p. 13).

¹¹⁰ Point à l'ordre du jour dans le conseil de la communauté, le 23 février 1968: «situation financière: le gouvernement nous doit 7 millions d'arriérés» (*ibid.*, p. 19).

¹¹¹ Dans le conseil de la communauté salésienne, on en a parlé le 4 janvier 1968: «diminution de la main-d'oeuvre (7 unités)» (*ibid.*, p. 18). Une année plus tard, le 11 juin 1969, on proposera, pour y remédier, de recruter des «volontaires» pour assurer certains services, entre autres à la cuisine. On proposait d'engager aussi des abbés, théologiens dans les surveillances des études des élèves (*ibid.*, p. 32). Notons ici qu'une «communauté de jeunes salésiens (étudiants de philosophie et de théologie qui allaient suivre les cours au Grand séminaire) s'est implantée dans les bâtiments du Collège à partir de la nouvelle année scolaire 1968-1969.

¹¹² P. ex. dans ASL *Circulaires du provincial...*, circulaire du 16/11/1967.

¹¹³ Quelques mois avant, le 3 janvier 1967, dans le Conseil de la communauté salésienne, on avait recommandé «la prudence» au sujet de la T.V. et Radio Collège. Le 5 avril, face à la situation délicate du moment, on proposait de créer une «ASBL» à part. m»

Le 20 et le 21 avril 1968, le mouvement «Kiro-Kongo» dont le nom avait été africanisé, et le «groupe-Kiro Don Bosco» du Collège, fêtaient avec éclat leur 20^e anniversaire (1948-1968).¹¹⁴

Les «conseils de classe» fonctionnaient avec succès et un nouveau groupe «Les amis de Dominique Savio» oeuvra comme un ferment dans la pâte pour influencer positivement l'esprit du Collège.

Le 26 mai, une «journée des parents» fut organisée pour l'école primaire: il y avait certainement 2000 personnes; c'était un succès foudroyant et très utile pour réunir et connaître les parents. Le directeur, le père Joseph Sterck, en était émerveillé.

La communauté salésienne, aidée en cela par les Coopérateurs salésiens, secourait les pauvres qui commençaient à se multiplier partout en ville, surtout dans les hôpitaux. Aussi, la plupart des pensionnaires, ou internes de l'école, étaient entièrement à ses frais.¹¹⁵

En février 1968, le provincial, le père Frans Van Asperdt, en visite canonique dans la communauté salésienne du Collège, remarqua avec raison qu'aucune des maisons salésiennes n'avait subi si fortement l'influence des changements politiques et sociaux que le Collège qui avait dû faire «le plus grand effort d'adaptation».¹¹⁶ Et l'adaptation à faire n'était pas seulement extérieure; elle était aussi intérieure. On était à l'époque des bouleversements dans l'Eglise et dans la Congrégation. Les décrets du Concile Vatican II et les directives des chapitres généraux et provinciaux de la Congrégation étaient en train de transformer tout un style de vie du passé.

1968-1969

Le 3 septembre 1968, le père Joseph Sterck laissa la direction aux mains d'un plus jeune, le père Henri Renckens, licencié en philologie germanique. Aussitôt, ce nouveau directeur prit les choses en main d'une manière vigoureuse.¹¹⁷ A voir l'ordre du jour des différentes réunions du Conseil de la communauté, on dénote son souci de bien organiser la vie et le travail des confrères dans la co-responsabilité: horaires, réunions,

certaines membres du Conseil étaient contre (ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, pp. 14-15).

¹¹⁴ ASL *Kiro-Congo*, le programme établi, le 8 avril 1968, par le «Comité 20 ans Kiro-Congo».

¹¹⁵ ASL *Chronique-synthèse Collège 1967-1968; Chroniques 1962-1982*, p. 136.

¹¹⁶ Conclusions, dans le discours de clôture de la Visite, 7/2/1968: SFS *Cahier des Visites canoniques*.

¹¹⁷ Notons aussi, p. ex., son projet téméraire conçu à la fin de cette année scolaire (le 23 juin 1970) de commander et d'installer «un laboratoire de langues», surtout pour apprendre le français aux élèves du C.O. (ASL *Cahier du Chapitre...*, p. 43).

surveillances, récollections, etc. Une nouvelle manière d'organiser des réunions communautaires avec l'ensemble des confrères s'instaura alors. Visiblement, le mot d'ordre venu du Concile Vatican II - «le dialogue» - avait trouvé au Collège un fructueux terrain d'application:

«On décide de réunir les confrères en réunion amicale avant le début de l'année scolaire, pour mettre au point certaines assistances et autres points. [...]

*On décide aussi de réunir les professeurs de religion [...] pour mettre au point les grandes lignes du programme de religion dans les différentes classes».*¹¹⁸

La restructuration des options à l'école secondaire dans le sens voulu par les autorités scolaires du pays se poursuit et elle fut pratiquement achevée au courant de cette année scolaire. Les deux premières années des humanités «classiques» et «modernes», ancien système, avaient été remplacées par le cycle d'orientation. Les options scientifique et littéraire firent leur apparition à partir de l'année scolaire 1966-1967. L'année scolaire suivante 1967-1968, disparut la section économique, et, l'année scolaire suivante, disparaissaient définitivement les options gréco-latine et latin-mathématique.¹¹⁹ Dans ce sens, la date du 28 juin 1969 marquait la fin d'une époque: la délibération sur les résultats des examens des derniers «rhétoriciens» (28 au total) comme dernière année de «régime scolaire belge». Ainsi, une époque était définitivement close.¹²⁰ Le 7 juillet 1970 commença au Collège le système des «examens d'Etat» pour les classes terminales.¹²¹

Un fait significatif pour comprendre l'ambiance politique régnant à cette époque, ainsi que les relations des autorités avec les salésiens, ce fut la nationalisation de la T.V.-Collège en cette année 1969. Le 15 janvier, la

¹¹⁸ Dans la réunion du 12 août 1968, on fixa «les grandes lignes du programme» à suivre. Le procès-verbal est de la main du père Renckens, directeur: 1e CO: Dieu parle par l'Evangile: révélation de Dieu par le Christ (Evangile St. Luc - historique); 2e CO: La vie avec le Christ: la morale, en se basant sur les synoptiques; 3e Année: Le problème historique des Evangiles. La Personne du Christ. le problème de l'athéisme pratique; 4e Année: L'Eglise, sacrement visible + invisible du Christ. 5e Année: L'Evangile de St. Jean. - Oecuménisme; 6e Année: Les incidences philosophiques de la religion. Synthèse - la religion dans le monde actuel» (*Ibid.*, p. 22-23).

¹¹⁹Cfr. NGALULA KAPINGA, *Les missionnaires salésiens et l'enseignement à Elisabethville...*, p. 69. L'option économique n'a donc existé que de 1961 jusqu'à 1968.

¹²⁰ ASL Chroniques du Collège 1962-1982, p. 137.

¹²¹ ASL Chronique-synthèse 1969-1970, p. 160.

grande antenne d'émission, de 50 m. de haut, était mise en service¹²² et plusieurs écoles salésiennes avaient été favorisées en recevant du Gouvernement un récepteur. Mais cela n'empêchait que de nouvelles difficultés d'entente se produisirent comme le fit comprendre, de manière voilée, le bulletin *Informations Salésiennes Africaines*.¹²³ Cette situation était liée à la «nationalisation» devenue un fait accompli dans tous les secteurs de la vie sociale, y compris dans la communication sociale. Mais, à la demande des autorités, deux confrères salésiens continuaient à collaborer aux émissions de la télévision officielle.¹²⁴ Les autorités salésiennes et la hiérarchie de l'Eglise catholique locale étaient favorables à cette présence discrète des salésiens, et indirectement de l'Eglise catholique, puisqu'ils y voyaient un moyen et une occasion de faire passer sur les antennes des programmes de formation morale et chrétienne. Ainsi, ils ont pu transmettre non seulement des messes télévisées mais bien d'autres programmes de caractère religieux et moral.¹²⁵ Malgré les efforts financiers importants consentis par la communauté salésienne du Collège

¹²² Sur cet événement, on peut lire un article avec des données techniques intéressantes et des photos du montage du pylône: *La Gécomin au service de la communauté. Une nouvelle antenne pour la télévision*, in «Mwana Shaba», 162 (1969) 2-3.

¹²³ «Informations Salésiennes Africaines»: I.S.A. en sigle: un bulletin de liaison entre SDB d'Afrique Centrale.

¹²⁴ In «I.S.A.», février 1969. - Le «litige», la «crise de confiance», mais aussi la bonne volonté d'entente malgré tout, se révèle nettement dans le rapport d'une réunion du conseil de la communauté salésienne, du 4 janvier 1969, en présence du père provincial (ce qui souligne l'importance et le caractère décisif de la réunion sur ce point): «Il s'agit du litige: *Station T.V. Collège - gouvernement*. Le gouvernement semble vouloir la collaboration des Pères pour la technique et les programmes, vouloir [aussi] utiliser les installations, au moins comme locataire de plein droit, vouloir imposer ses programmes. *Bref*: le gouvernement ne veut pas, au moins extérieurement, une allusion à la T.V. Collège. D'autre part, le Ministre insiste sur notre collaboration. Le désir est confirmé, avec insistance, par le représentant du ministre ici sur place. *Nous décidons*: de collaborer, dans ces conditions avec la R.N.T.C. Cependant nous essayerons d'avoir officiellement, ou au moins officieusement, un droit de contrôle en ce qui concerne la moralité des films. Raisons de cette décision: - les conséquences de notre refus de collaboration, pour les gens de la ville, qui veulent les émissions. Notre refus ferait fermer la station d'émission; - les conséquences auprès du gouvernement qui considérerait ce refus comme un refus de missionnaires étrangers d'être inconditionnellement au service du pays; - rien que notre présence, dans un moyen d'information d'une telle portée, sera salutaire, maintenant et dans l'avenir. Au nom de l'Eglise, nous ne pouvons pas abandonner cette présence. S'il [le] faut, le Provincial partira à Kinshasa pour contacter le Ministre, lui confirmer notre collaboration et essayer d'obtenir des directives claires pour l'avenir» (ASL *Cahier du Chapitre...*, p. 26-27).

¹²⁵ La première messe télévisée au Katanga aura lieu le 28 février 1971: cfr. *Première messe télévisée à Lubumbashi*, in «Message chrétien. Bulletin hebdomadaire interdiocésain», 25 (1971); ASL Chroniques 1962-1982, p. 166.

«... nous rendre ce service, ... la politisation des media en vogue à cette époque rendait allergique et susceptible certains milieux à cette collaboration salésienne soupçonnée d'être anti-révolutionnaire dans le sens que les salésiens, à leurs yeux, ne prêtaient pas un concours assez manifeste à la promotion du MPR. Dans un article enflammé paru dans un journal local, on les accusait même d'être «de mauvaise foi» en sabotant les transmissions politiques du MPR.¹²⁷ Mais, en fin de compte, tout s'est limité à quelques attaques verbales. Dans l'ensemble, les rapports entre salésiens et autorités officielles du moment apparaissaient plus pacifiques et harmonieux qu'on ne le croirait à partir de cet article. On pouvait le remarquer le jour du 13 décembre 1970 où, à l'occasion de l'inauguration du nouvel émetteur de la télévision, tout semblait de nouveau respirer la paix et la bonne entente.¹²⁸

4. Années scolaires constructives (1969-1971)

1969-1970

Le 10 septembre 1969, une nouvelle année scolaire avait commencé - «tout doucement» - d'après les termes utilisés par le père Renckens, le directeur du Collège. À côté de l'enseignement scolaire du Collège qui comprenait les branches littéraires, scientifiques, civiques, morales et religieuses, il y avait depuis bien longtemps des activités parascolaires et des mouvements de jeunes tels que le scoutisme, le Kiro, la chorale, les Amis de Dominique Savio, les clubs de classe, les équipes sportives (foot, natation, athlétisme), les excursions et, enfin, les grands jeux scolaires à l'occasion des fêtes.¹²⁹ Mais cette année-là, le Conseil de la communauté salésienne voulut mettre l'accent sur la formation d'une «communauté scolaire» et sur «l'orientation apostolique» de l'œuvre scolaire du Collège.¹³⁰ On décida de nouer des contacts intenses et profonds avec les

¹²⁶ Plus tard, le 18 mars 1970, dans une réunion du Conseil de la communauté, il sera question de l'achat d'un nouvel émetteur T.V. au prix de 649.800 FB.. Malgré le fait que le gouvernement pouvait alors installer son propre émetteur (rendant ainsi l'achat par le Collège inutile) et suspendre le versement du subside de 50.000 FB par mois, la communauté a été prête à prendre ce risque (ASL *Cahier du Chapitre...*, p. 42).

¹²⁷ Cfr. l'article paru sous le titre *Pour ou contre?* in «Dépêche» 1210 (du jeudi 19 juin 1969) 1 et 4.

¹²⁸ D'après un rapport dactylographié, anonyme (d'un sdb sans doute), in ASL *Radio-TV-Collège*, intitulé *Inauguration du nouvel émetteur - Collège St. François de Sales à Lubumbashi*, 4 pp.

¹²⁹ C'est le tableau de la situation brossé par la direction dans l'article *Quelques renseignements utiles*, dans le feuillet *Nouvelles du Collège St. François de Sales* (in ASL *Collège SFS*), pp. 1. 6.

¹³⁰ On voit un premier résultat de cet effort dans la réunion communautaire du 16 décembre 1969 où l'on évaluait les résultats des efforts fournis dans le sens ci-indiqué. «Possibilité d'apostolat scolaire. Constatation: premières années (CO): [les cours de

parents des élèves et les membres des mouvements par des visites chez les parents et par une revue scolaire. La direction concevait désormais l'éducation scolaire dans le sens d'une collaboration à l'œuvre des premiers éducateurs que sont et restent toujours les propres parents de l'élève. Dans ce sens, la direction sollicitait vivement leur engagement sans abdiquer leur responsabilité.¹³¹ Dans le même sens, la traditionnelle fête salésienne de fin d'année, appelée «*fête du directeur*», fut élargie aux professeurs et aux parents. Ce fut une manifestation bien préparée de reconnaissance à l'égard de «tous» les éducateurs impliqués dans l'éducation intégrale des jeunes.¹³²

Une animation plus spécifiquement spirituelle (chrétienne) se mit aussi en place pour les élèves. On envisagea la possibilité de créer une «équipe d'enseignants» où l'on discuterait «des problèmes humains» qui intéressent les jeunes pour les mettre dans «une perspective chrétienne». On demanda au père Michel Vanheusden, directeur de l'école primaire, d'étudier les possibilités concrètes pour commencer une telle équipe.¹³³ Une organisation méthodique et systématique des retraites des élèves fut mise sur pied. Cette année-là, les retraites étaient faites par groupes de classes, soit à Kansebula, soit au Collège.¹³⁴ L'année scolaire suivante, le 5 mars 1971, on instaura les «conférences de carême» pour tous les élèves de 3^e, 4^e, 5^e, et 6^e. En classe de religion, ces conférences étaient suivies de discussions à partir d'un questionnaire.¹³⁵

1970-1971

Au début de l'année 1970-1971, la question était posée s'il fallait garder, oui ou non, l'internat du Collège. Il y avait le problème de la vétusté des installations de la buanderie et de la cuisine et de leur

religion? ou les réollections?) sont bien suivies; [dans] les classes supérieures beaucoup moins et [il est] plus difficile à [les] encadrer. On discute des possibilités pour les encadrer plus. On décide de faire une réunion des confrères pour discuter ensemble de ce problème et de faire appel à leur initiative...». Dans une nouvelle réunion communautaire (20/1/1970), on décida que la retraite des élèves se ferait *obligatoirement* pour les élèves de C.O.; *librement* pour les autres années de l'école secondaire (ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, pp. 37-38).

¹³¹ ASL *Collège SFS, Nouvelles...*, fascicule unique, sans numérotation, de deux feuilles (4 p.), s.l., s.d., p. 3. Le terme «Parents» est toujours écrit avec majuscule dans l'article.

¹³² ASL *Chroniques 1962-1982*, p. 159; un programme soigneusement imprimé de cette fête du 2 mai 1970 est conservé aux archives ASL *Collège SFS*.

¹³³ ASL *Cahier du Chapitre...*, 1964-1971, p. 33. Donc, cette «coopérative» existait déjà avant; il ne nous a pas été possible de fixer la date de sa création.

¹³⁴ ASL *Chroniques 1962-1982*, pp. 157-158. Notons que la maison salésienne de Kansebula avait reçu une nouvelle destination comme maison de retraites.

¹³⁵ ASL *Chroniques 1962-1982*, p. 167-168.

réfection, mais aussi celui du mauvais esprit des internes restants. A l'avenir, on voulait se limiter aux internes qui se trouveraient dans une situation sociale difficile. Devaient être exclus les élèves dont les parents habitaient la ville qui, souvent, voulaient se débarrasser de leurs fils en payant même des frais élevés. On voulait aussi confier plus de responsabilité aux internes eux-mêmes vu que la communauté ne disposait plus d'assez de personnel pour s'en occuper. Un abbé aux études allait assurer l'assistance nécessaire au dortoir.¹³⁶ Déjà pendant le troisième trimestre de cette année-là, une quarantaine d'élèves occupaient temporairement l'internat. Ils payaient une contribution pour les deux repas qu'ils recevaient chaque jour. C'étaient les sortants qui se préparaient aux examens d'Etat de cette année-là. Sans doute qu'ils ont été satisfaits car ils y trouvaient un milieu plus favorable que chez eux dans les cités.¹³⁷ L'année scolaire suivante, l'internat recommença, plus ou moins comme avant, avec douze grands jeunes.¹³⁸

5. Années d'épreuves et de consolations (1971-1977)

1971-1972

L'année 1971-72 fut caractérisée par quelques innovations dans l'organisation interne du Collège. Pour la première fois, on nomma un laïc, monsieur Georges Weert, comme préfet de discipline.¹³⁹ Lors de sa visite canonique, le provincial Frans van Asperdt mit au clair que cela s'était fait avec son plein accord. Dans l'avenir, disait-il, les salésiens devront continuer à s'orienter dans ce sens. Au sujet des élèves, il trouvait que c'était une chose excellente de constituer un «dossier» individuel pour chacun d'eux. Ces dossiers évitèrent beaucoup de difficultés aussi bien avec les élèves eux-mêmes qu'avec leurs parents. De même, il ne pouvait que louer l'effort déployé pour donner aux élèves une solide formation religieuse et spirituelle, notamment par des conférences de carême qui étaient suivies d'échanges d'idées pendant les classes de religion. D'après

¹³⁶ Réunion du 25 sept. 1970 (ASL *Cahier du Chapitre...*, p. 45-46).

¹³⁷ *Nos Maisons*, in «I.S.A.» mai 172, p. 7.

¹³⁸ *Nouvelles de nos maisons*, in «I.S.A.», nov. 1971, p. 2.

¹³⁹ Monsieur Weert est lui aussi un véritable monument de l'histoire du Collège. Les anciens élèves se rappellent de lui (qui portait le surnom de Zimboom) qu'en 1951, il avait mis au point, en vue des festivités du 40^{ème} anniversaire du Collège en 1952, une série d'exercices d'ensemble, enseignés à toutes les classes des humanités des deux établissements ; ces exercices furent exécutés, sur un extrait d'Aïda de Verdi, par plus de 800 élèves au Stade. Excellent professeur de gymnastique, il réalisait avec ses élèves de superbes exercices aux engins en individuel et en série. (témoignages de Paul-Marie Boinem et de Paul Vannès, qui m'ont été transmis par monsieur Carl Jocquet, e-mail, 27/01/2005). Les magnifiques photos encore conservées du Collège en témoignent également.

lui, ce n'était pas seulement une initiative originale, mais aussi tre formatrice. Il trouvait par ailleurs que cette formation religieuse et morale devait rester la grande préoccupation de tous les confrères affectés au *Collège Saint François de Sales*, le premier «champ d'apostolat» étant celui du Collège même.¹⁴⁰

Cependant, plusieurs événements douloureux s'accumulèrent cette année. D'abord du côté des éducateurs salésiens. Un grand vide se créait au cours de l'année: un des piliers de l'école, le père Michel Schmit mourut suite à une maladie qui le faucha à 54 ans.¹⁴¹ Le père René Picron,¹⁴² lui aussi gravement malade, était d'urgence rapatrié en Belgique pour des soins intensifs. Enfin, le directeur, le père Henri Renckens,¹⁴³ très souffrant du dos, devait lui aussi quitter le Congo au mois d'août 1972 pour subir des soins appropriés dans son pays natal; et cela signifiait aussi qu'il devait renoncer à sa charge de directeur.¹⁴⁴

¹⁴⁰ SFS *Cahier des Visites canoniques*, visite de 1971, avec les conclusions du 17 mars 1971. Lors de cette visite (du 15 au 17 mars), le père provincial, Frans van Asperdt, exprimait son accord total avec la nomination d'un laïc comme préfet de discipline.

¹⁴¹ Hospitalisé le 12 février 1972, et déjà paralysé partiellement, il ne pouvait presque plus parler. Toute la communauté du Collège l'entourait de ses soins fraternels. Après une légère amélioration, son état s'aggrava rapidement et il mourut, moins d'un mois après, le 10 mars. Le lendemain eut lieu l'enterrement. L'absoute fut faite par Mgr. Kabanga, archevêque de Lubumbashi, assisté par quatre évêques (présents en ce moment à Lubumbashi pour une réunion), en présence également d'une foule très nombreuse d'amis et d'anciens du Collège, car le P. Schmit était très estimé et aimé comme professeur. Un monument de l'histoire du Collège disparut ainsi (Cfr. *Chroniques du Collège 1962-1982*, pp. 170-171).

¹⁴² Il était paralysé du côté droit suite à une crise cardiaque dans l'après-midi du 1^{er} avril, jour de Pâques où il avait dirigé la chorale pendant une messe merveilleuse. Aussitôt hospitalisé, son état devint rapidement dangereux à tel point qu'on lui administra les derniers sacrements. D'après le chroniqueur, «une foule de gens priaient pour lui dans les cités». Après trois semaines, il se rétablissait suffisamment pour supporter le voyage vers la Belgique. Plus tard, il rentrera en Afrique, au Rwanda, où il vivra encore de longues années et où, bien que fort handicapé, il dépensera ses dernières forces dans la formation des jeunes confrères, dans l'animation des Coopérateurs et des Anciens, et dans l'assistance spirituelle de différentes congrégations de sœurs etc. (*Chroniques 1962-1982*, p. 171).

¹⁴³ Le chroniqueur note: «son état de santé était mauvais depuis longtemps. Malgré tous les soins et son effort personnel exceptionnel, il était obligé de rentrer en Belgique où il sera opéré au nerf sciatique. L'opération réussit bien, mais la circulation du sang dans les jambes ne se rétablissait pas, d'où – à la fin du mois d'août – on reçut à Imara la nouvelle qu'il ne pouvait certainement pas revenir» (*ASL Chroniques 1962-1982*, p. 172).

¹⁴⁴ Le provincial, en écrivant aux confrères, y faisait allusion: «Le Collège a été éprouvé par 3 absences douloureuses: le P. Schmit décédé, le P. Picron, très malade, et le P. Renckens, très souffrant» (*Nouvelles de nos maisons*, in «I.S.A.», mai 1972, p. 3).

De plus, toute cette année scolaire fut marquée par une tension assez forte entre le Bureau provincial de l'éducation nationale et les Ecoles catholiques en général, le Collège en particulier.¹⁴⁵ Des bouleversements se préparaient au niveau du statut de l'école. Il est vrai qu'au mois de mai 1972, on fêtait encore avec faste le 60^e anniversaire du Collège comme en témoignent le programme de la fête - messe solennelle, séance académique - jusqu'au menu de la table.¹⁴⁶ Mais, rien en ce moment, ne pouvait empêcher l'imposition de l'idéologie de l'authenticité dans tous les secteurs de la vie nationale, notamment dans l'enseignement.

C'est dans ce cadre que s'insère, au mois de juillet 1972,¹⁴⁷ le changement de nom du «*Collège Saint-François de Sales*» qui devint «*Collège Imara*». Ce mot swahili «imara» peut être traduit comme «*persévérance, fermeté, stabilité, constance, permanence, continuité, solidité, ténacité*, au sens physique ou moral». ¹⁴⁸ On peut y ajouter un sens plus spirituel et spécifique pour le Collège: «la fidélité». Ce nouveau nom a été introduit après un choix conscient et libre de la part des salésiens sur place. Il ne s'agit donc pas d'un nom imposé ou choisi au hasard.¹⁴⁹ Dans la mouvance de la nationalisation, deux ans plus tard,¹⁵⁰

¹⁴⁵ ASL Chroniques 1962-1982, p. 170.

¹⁴⁶ On a l'impression que cette célébration jubilaire s'est déroulée dans le grand style qu'avaient connu les deux célébrations précédentes (40^{ème}, 50^{ème}).

¹⁴⁷ Un peu tard, si l'on veut, car l'Institut Marie-José avait déjà changé de nom et était devenu «Tuendelee». Pourquoi ce retard au Collège? Un certain attachement à la renommée du passé? On peut plutôt supposer que les salésiens ont voulu attendre la fête du 60^e anniversaire (qui se référait évidemment à l'époque écoulée), pour changer de nom aussitôt après, initiant ainsi une nouvelle époque dans l'histoire de l'établissement scolaire.

¹⁴⁸ D'après le *Dictionnaire swahili-français*, de Alphonse LENSELAER (éd. Karthala, Paris 1983), le terme «imara» s'emploie aussi bien comme «nom» (substantif) que comme «adjectif»: «Nyumba ina imara» = «la maison a de la solidité»; «mtu imara» = «un homme résolu, constant, sur lequel on peut compter, inébranlable»...

¹⁴⁹ L'origine de cette nouvelle appellation est quelque peu controversée: d'après un témoignage de l'abbé Emile Nyembo, qui fut élève au Collège à l'époque, il y aurait eu un «concours» parmi les élèves pour proposer un nom qui conviendrait le mieux pour caractériser l'esprit de l'Institut. Ce fut, selon lui, ce nom «Imara» qui avait récolté le plus d'adhésion. Cela semble confirmé par une allusion dans les chroniques du Collège, rédigées par l'ex-provincial, le père Frans van Asperdt, devenu le nouveau directeur du Collège: «après discussion avec les parents et les élèves, on propose comme nouveau nom du Collège: «Imara = persévérance» (Chroniques 1962-1982, p. 174). Mais d'autres témoignages de confrères, directement concernés et habitant sur place (les pères Mario Marchioli et Carlo Sardo), donnent une autre version des faits. Le P. Mario Marchioli m'a écrit ce qui suit: «...humilité à part, je suis bien celui qui a donné le nom de «Imara» au Collège Saint François de Sales. C'était bien au mois de juillet 1972 quand le P. Van Houtte assurait l'intérim de la direction d'Imara pendant les vacances dans l'attente du retour du P. Renckens, puis remplacé par la nomination du P. Frans van

les autorités publiques supprimeront également le nom «*Collège*» Imara qui deviendra «*Institut*» Imara.¹⁵¹ Elles avaient en effet décidé que tous les établissements pour garçons s'appelleraient «*Institut*», et ceux pour filles : «*Lycée*». Décision malheureuse pour la direction d'Imara qui venait de commander 5000 écussons avec le nom «*Collège Imara*»!¹⁵²

1972-1973

Quelle serait la situation matérielle de l'Institut Imara dans ce nouveau contexte? Depuis quelque temps, aucune aide financière n'était encore

Asperdt. Le P. Van Houtte avait chargé le P. Sardo de chercher quelques mots à proposer comme nominatif pour le Collège. On le réclamait au Bureau de l'Enseignement. Je venais de débarquer au Collège en provenance de la Paroisse Ste Marie à la zone Kenya. Un matin je me trouvais dans la chambre du P. Sardo et j'ai vu la liste des noms (qu'il avait composée) lui demandant de quoi il s'agissait. Sur la liste j'ai vu le mot IMARA et je lui ai demandé de bien insister sur ce mot. La raison? Après mon ordination sacerdotale de 1971, j'ai été nommé à la paroisse Ste Marie pour suivre encore deux cours au Grand Séminaire et être initié à la pastorale. D'avril à juillet j'ai remplacé l'abbé Covès à la paroisse St Benoît où je préparais mes premiers sermons en swahili [...]. L'expression qui revenait souvent, pour le peu de vocabulaire que je connaissais à ce moment, était: «*Imara ya Mungu*» (selon ce que je voulais dire: «*La fidélité de Dieu*»). En voyant ce mot sur la liste que le P. Sardo préparait en feuilletant dans le dictionnaire swahili, je lui ai dit de ne plus chercher et de proposer ce nom là.» (Mario MARCHIOLI, dans un e-mail, Rome 6/12/2001). Concernant les faits successifs, le Père Mario est moins sûr: «*Je pense que c'est bien ce que le P. Van Houtte [...] retint et ce qu'il a proposé à la communauté. Il ne connaissait pas de swahili, à ma connaissance, et nous fit confiance, probablement.*» Il termine en réaffirmant: «*Voilà une note d'histoire de la Province d'AFC dont je me retiens humblement protagoniste: avoir donné le nom à un grand collège.*» (*ibidem*) Quant au Père Carlo Sardo, il témoigne: «*Il (= le nom IMARA) a été choisi et décidé par la Communauté dans un mois de vacances (juillet? août?). On y a discuté de la nécessité de choisir un nouveau nom car le Lycée Marie-José l'avait déjà fait, Kafubu aussi, et on pouvait craindre de voir s'imposer un nom par les autorités scolaires de l'Etat. Le Père Van Houtte assurait l'intérim. Le Père Van Houtte, les jours suivants, a accompagné les terminants de l'année (et quelques ADB) qui voulaient visiter la tombe du Père Michel Schmit, leur professeur récemment décédé et enterré à la Kafubu. Pour honorer la mémoire du Père Schmit, ils ont proclamé le nom «*Imara*» comme [leur] choix» (témoignage écrit, Lubumbashi 15/12/2001). Par cet acte, ils voulaient en quelque sorte exprimer leur désir que le Collège «*continue*» (= Imara) à être cette école qu'elle avait été dans l'esprit du Père Schmit. En effet, en relisant la lettre mortuaire du Père Schmit, composée par son directeur, le Père Renckens, on est frappé par l'idée-maîtresse exprimée par l'auteur: «*La leçon de cette vie? Il y en a plus d'une. Retenons au moins celle-ci: il fut fidèle jusqu'au bout. Fidèle à son sacerdoce, fidèle à sa vocation religieuse, fidèle à la jeunesse, fidèle à l'apostolat de l'enseignement, fidèle au système de Don Bosco.*» (c'est moi qui souligne le mot «*fidèle*»).*

¹⁵⁰ C'était pendant les vacances de juillet-août 1974.

¹⁵¹ ASL Chroniques 1962-1982, p. 193. Rappelons que le nom «*Institut*» n'était pas une nouveauté absolue dans l'histoire du Collège qui, pendant une période avant l'Indépendance (entre 1930-1940), fut aussi appelé «*Institut St. François de Sales*».

¹⁵² *Ibid.*, pp. 182-193.

donnée pour le fonctionnement des écoles du réseau de l'Enseignement Catholique. Rien n'allait changer en mieux avec la nationalisation. Bien au contraire. Ce sera le statu quo quant aux constructions et, sans aucune aide de l'Etat, on pouvait à peine entretenir ce qui existait. Néanmoins certains bâtiments ont été repeints grâce à l'aide du Comité des parents. Quant au mobilier, vu l'augmentation du nombre d'élèves, on devait se débrouiller en réparant les bancs et les chaises dont on disposait en ce moment. Le matériel didactique n'était plus renouvelé, et on devait donc forcément continuer à utiliser les manuels des années précédentes.¹⁵³

Une dure épreuve allait également frapper le secteur des activités parascolaires. Au début de l'année scolaire, il y avait encore la troupe scout, un groupe Kiro et un club de Dominique Savio.¹⁵⁴ Ces mouvements confessionnels catholiques, spécialement le Kiro,¹⁵⁵ avaient eu droit de cité au Collège depuis bien longtemps et ils en faisaient partie comme un aspect essentiel d'une éducation intégrale. Le 9 décembre 1972, ce fut donc «la consternation»¹⁵⁶ chez les salésiens comme dans d'autres milieux catholiques quand on fit savoir que tous les mouvements de jeunesse confessionnels étaient supprimés et remplacés par le JMPR (= Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution).¹⁵⁷

Cependant, ce fait n'a pas eu de conséquences négatives. Dans l'esprit de leur fondateur qui a toujours prôné l'esprit d'initiative et de créativité, les salésiens du Collège ont tout de suite commencé à donner une grande importance à l'animation liturgique de la vie scolaire. Ainsi, le

¹⁵³ Rapport scolaire de situation à la rentrée 1972-73 - Section secondaire, p. 1 (ASL). C'est la première fois que nous rencontrons - au moins dans les documents à notre disposition - cette mention de l'existence d'un «Comité de parents» à Imara. Nous ignorons quand (et par qui) exactement il fut créé ou installé.

¹⁵⁴ ASL *Collège SFS, Rapport scolaire...1972-73*, p. 2-3. Notons que les ADS n'étaient pas tellement un mouvement de masse, mais un groupe d'élite qui visait plutôt la formation personnelle des membres.

¹⁵⁵ Le «Kiro-Zaire», quelques mois avant la mesure de suppression, venait de célébrer avec faste son 25^e anniversaire: les festivités eurent lieu au stade Gécamines de Lubumbashi, le 27 avril 1972. En ce moment, le Kiro-Zaire existait en 20 diocèses zairois; 11.964 membres étaient affiliés. Le secrétariat national se trouvait à Kananga, chef-lieu du Kasai Occidental, dont dépendaient 17 centres régionaux. Rappelons qu'en 1947, le premier groupe-Kiro du Congo naquit au Collège Saint François de Sales. En 1949, on a fondé les premiers groupes-Kiro au Kasai. Rapidement, le mouvement a connu une expansion dans d'autres villes (et régions) du Congo (Boma, Butembo, Mbandaka...), ainsi qu'au Burundi (cf. les articles *Le vingt cinquième anniversaire du Kiro-Zaire*, in «Documentation et Information africaines» (=D.I.A.), 16 (1972) 407; *Le jubilé du Kiro*, in «Message chrétien» 32 (1972) 1.3.

¹⁵⁶ Terme utilisé par le chroniqueur!

¹⁵⁷ ASL Chroniques 1962-1982, p. 178.

21 décembre, était déjà prévue une récollection pour les classes supérieures.¹⁵⁸ La veillée de Noël, ainsi que la fête de Noël, ont été célébrées avec un éclat particulier cette année-là. Un deuxième remède pour transmettre l'esprit chrétien et salésien aux élèves fut la multiplication des activités récréatives informelles. On organisait des «camps d'élèves» à Kansebula; des salles de jeu ouvraient leurs portes pour les externes. C'était un franc succès aussi bien pour les petits que pour les grands.¹⁵⁹

1973-1974

Sans désespérer les salésiens continuèrent leurs efforts pour un bon encadrement des jeunes. Quand l'année scolaire commença, le 2 septembre 1973, il y eut une classe en plus: la quatrième scientifique. La direction décida aussi qu'un confrère désigné en particulier s'occuperait des élèves du Cycle d'Orientation (C.O.). On nomma à ce poste le jeune confrère zairois, le père Simon Kazadi et un bureau fut aménagé pendant les grandes vacances.

L'internat connut alors une croissance numérique: les internes étaient 76 et l'esprit parmi eux était apparemment très bon. Les difficultés entre l'Etat et l'Eglise suscitérent un rapprochement entre chrétiens dans un réflexe d'autodéfense collective. Au mois de novembre, la communauté salésienne prit la décision d'organiser une concélébration chaque vendredi soir et d'y inviter les internes. Le nombre des présents augmenta graduellement dans les mois suivants, et leur participation fut jugée satisfaisante par la communauté.¹⁶⁰

1974-1975

Au début de la nouvelle année scolaire 1974-1975, la rentrée des classes à l'Institut Imara s'est effectuée normalement. L'heure était à l'expansion. C'était la première fois dans l'histoire de l'école que le nombre de 2000 élèves était dépassé: plus de 1400 fréquentaient la section primaire, et 596 la section secondaire. Le nombre d'internes avait augmenté aussi en variant entre 90 et 95. De plus, l'école venait d'ouvrir une nouvelle option en section scientifique: à côté de l'option bio-chimie, on avait maintenant aussi l'option math.-physique. D'où la nouvelle répartition des classes: en secondaire, 18 classes; en primaire, 25 classes; et en gardienne: 3 classes.¹⁶¹

¹⁵⁸ Conférenciers: PP. G. De Neve et A. Sabbe.

¹⁵⁹ ASL Chroniques 1962-1982, p. 180.

¹⁶⁰ *Ibid.*, pp. 180-185.

¹⁶¹ *Rentrée des classes à l'Institut Imara*, in «I.S.A.», nov.-déc. 1974, nn. 9-10.

Mais, vers la fin de l'année 1974, la position de l'Eglise du Zaïre devint très inconfortable, et non seulement sur le plan de l'enseignement scolaire. On ne pouvait plus guère penser à faire des plans d'avenir. Il fallait se contenter de gérer un présent déjà assez difficile.¹⁶² Un signe évident de l'attitude hostile du Régime à l'égard de l'Eglise était la nouvelle, déjà communiquée dès le 26 mai 1974, par la Radio et la T.V. nationales que le jour de Noël ne serait plus férié ni chômé. Cette nouvelle jeta encore une fois la consternation en tous ceux qui se confessaient chrétiens dans le pays.¹⁶³ Entre-temps, au mois de novembre, l'enseignement de la religion dans les écoles fut également supprimé. Toutefois, sur ce point, le Bureau de l'enseignement disait de continuer jusqu'à nouvel ordre. Le 30 décembre 1974, fut supprimé le réseau de l'enseignement national catholique et le 1 janvier 1975, la nationalisation devint ainsi effective. L'épiscopat décida que les tâches de direction et d'administration ne seraient désormais plus exercées par le personnel ecclésiastique et religieux qu'en forme de suppléance jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. C'est fin janvier 1975, qu'on parla de suppression du cours de religion ou de la classe de catéchisme dans les écoles. De même, les élèves ne pouvaient plus se rendre à la chapelle le matin.¹⁶⁴

Toutes ces mesures n'ont pas pu empêcher l'Eglise de prêcher la Bonne Nouvelle. Elle a rapidement trouvé d'autres voies que celles utilisées jusqu'à ce moment. Dans les écoles catholiques, on a cherché d'autres moments de la journée ou d'autres dates pour célébrer certaines fêtes chrétiennes. Ainsi, à Imara, pour éviter des difficultés avec le gouvernement, la communauté décida de fêter Don Bosco le dimanche 2 février, au lieu du vendredi 31 janvier. Le moment venu, on l'a célébré le samedi, le 1er février. Dans la crainte que ce fût peut-être la dernière fois, la fête eut un succès exceptionnel.¹⁶⁵ Toutes les fêtes religieuses (Noël, Pâques, etc.) étaient suivies par une grande foule, en partie par réaction contre ces mesures antireligieuses. Des cours de religion - suivis à Imara par environ la moitié des élèves - étaient donnés en dehors des heures de cours. Pendant les week-end, les recollections pour les différentes classes connaissaient beaucoup de succès. Le «Concile des jeunes», inspiré du

¹⁶² C'est en tout cas ce qu'on ressent dans une lettre d'un témoin oculaire: «...je recommande toujours les intentions de l'église du Zaïre et de la Congrégation. [...] la situation de l'Eglise du Zaïre est tellement inconfortable qu'on ne peut pas penser à faire des plans et des révisions» (dans une lettre d'un prêtre salésien au père René Picron, Lubumbashi, 28/12/1974, in ASL *Correspondances*).

¹⁶³ ASL Chroniques 1962-1982, p. 192 (le terme «consternation» est employé par le père van Asperdt dans les Chroniques).

¹⁶⁴ ASL Chronique de Kinjama, 31/1/1975.

¹⁶⁵ ASL Chroniques 1962-1982, pp. 199.201

mouvement de Taizé, attirait un nombre toujours plus grand de jeunes,¹⁶⁶ et les activités parascolaires de théâtre et de film, ainsi que les salles de jeux connaissaient également un grand succès.¹⁶⁷

Si l'année scolaire fut marquée par «une très grande bonne volonté» de la part des élèves, une ambiance d'insécurité et d'incertitude à l'égard de l'avenir régna de plus en plus.¹⁶⁸ Les difficultés d'entente entre les Eglises et l'Etat ne firent que s'aggraver au début de l'année 1975. Ainsi, le 23 janvier, à Lubumbashi, dans la Basilique de la Kenya bondée de gens, au cours d'une concélébration des évêques du Shaba (ou Katanga), Mgr. Kabanga lut la *Déclaration de l'épiscopat face à la situation au Zaïre*.¹⁶⁹ Trois jours après, le 26 janvier, on fit lecture de la même déclaration dans toutes les églises catholiques de Lubumbashi, y compris dans la Chapelle d'Imara. La direction de la Chapelle avait jugé bon de photocopier le texte de cette déclaration pour en faire don à tous ceux qui désiraient l'avoir. Vu la forte demande, elle dut photocopier plusieurs fois le texte. Les jours suivants, la Radio et la Télévision de la station nationale de Lubumbashi attaquèrent les salésiens du Collège dans des termes très violents: ils étaient accusés d'être des «meneurs de troubles» puisqu'ils avaient distribué des «tracts subversifs». Par tracts subversifs, ils entendaient la «Déclaration des Evêques»! Cette campagne continuera dix jours durant.¹⁷⁰ Elle eut un résultat inverse de celui que les accusateurs attendaient. Les accusations gratuites finirent par susciter beaucoup de sympathie pour les salésiens chez les gens. Cette fois-ci, les évêques avaient pris une position nette dans une attitude de profession et de défense de la foi catholique. Ils annoncèrent en même temps, qu'à ces

¹⁶⁶ ASL Chronique-synthèse, 1974-1975, p. 1.

¹⁶⁷ Cfr. *ibid.*, p. 3, où le directeur, le père van Asperdt affirme: «Nos salles de jeux continuent et connaissent beaucoup de succès.» - «Chaque samedi nous tournons un film pour la jeunesse: quelques beaux films pour les élèves.» - «Les élèves ont préparé une pièce de théâtre et les anciens nous ont joué plusieurs pièces».

¹⁶⁸ ASL Chronique-synthèse, 1974-1975, p. 2.

¹⁶⁹ Date de publication à Kinshasa: le 16 janvier 1975.

¹⁷⁰ ASL *Chronique de Kiniama*, 1^{er} février 1975: d'après une note du père Jean-Baptiste Antoine dans cette Chronique, beaucoup crurent que les salésiens avaient été à la base de la rédaction de cette déclaration. Les jours suivants, les critiques diminuaient contre les salésiens pour se tourner contre les Evêques. En effet, cette déclaration se basait sur l'aide-mémoire de la réunion des archevêques réunis à Lubumbashi du 12 au 15 décembre 1973, surtout pour ce qui concernait l'attitude politique à prendre. Cependant, on sait que l'aide-mémoire avait été remis aux autorités du pays par les archevêques, le 20 décembre 1973, avant la publication de la Déclaration. Ces autorités ne pouvaient donc ignorer les contenus essentiels de cette Déclaration.

conditions, tous les religieux et religieuses se retireraient de la direction et de l'administration des écoles et donneraient leur démission.¹⁷¹

A première vue, la décision des Evêques paraissait sonner le glas sur l'école d'Imara en tant qu'école salésienne, à tel point que le père van Asperdt, préfet démissionnaire, nota attristé et résigné, prêt à accepter l'inévitable:

*«[14 mai 1975] Date historique: après presque 63 ans les salésiens quittent cette école, première oeuvre salésienne en Afrique Centrale. Résultat d'effort et de dévouement incalculable».*¹⁷²

Ce père continuera néanmoins à assurer l'intérim ou la suppléance, en attendant la nomination de son successeur par les autorités de l'Etat. Mais personne d'autre ne sera nommé.¹⁷³ Aussi, n'était-il plus exigé que les religieux ou les ecclésiastiques quittent obligatoirement, et en bloc, leurs écoles, mais seulement la «direction» de celles-ci.¹⁷⁴ En principe, c.-à-d. selon ce qui était demandé dans la Déclaration, il était possible d'y rester comme simples professeurs, mais sous une direction laïque. Solution évidemment assez problématique si on voulait conserver un impact pédagogique spécifiquement catholique et salésien quant aux destinataires et aux méthodes d'éducation.¹⁷⁵ Par conséquent, l'année scolaire se termina dans un climat de fin de siècle. Le 30 juin 1975, à l'ancienne maison provinciale des salésiens - actuellement: la Procure Don Bosco -, il y eut une réception pour tous les confrères de la Province qui rentraient

¹⁷¹ ASL Chroniques 1962-1982, pp. 200-201.

¹⁷² *Ibid.*, p. 206.

¹⁷³ ASL Chronique-synthèse, 1974-1975, p. 2.

¹⁷⁴ Dans la Chronique-synthèse, rédigée le 15 novembre 1975, le père van Asperdt s'est corrigé lui-même en écrivant qu'il s'agissait de quitter «la direction» de l'école d'Imara, pas l'école tout court.

¹⁷⁵ Ce caractère problématique émerge clairement dans une lettre d'un salésien-prêtre, témoin de la situation dans les écoles salésiennes, au mois d'août 1975: «Entre-temps nous vivons toujours dans l'incertitude. [...] à la Kafubu, on a nommé un préfet laïc; c'est un très bon élément, qui le prend très au sérieux. Il y aurait moyen de collaborer avec lui. Le directeur [*des études et de la discipline?*] qui dépend du préfet, est beaucoup moins, pour ne pas dire qu'il est en dessous de tout. Mais le préfet essaie de le priver de toute fonction effective à l'école. Ainsi cela marchera quand même peut-être. La même chose pour Kambikila. Ces écoles ne nous appartiennent plus. Du coup le minerval est doublé. Est-ce que les gosses de la brousse pourront le payer encore? Est-ce alors encore notre travail de nous occuper d'une jeunesse qui a de l'argent? Nous vivons une période très difficile. Beaucoup de problèmes d'ordre moral de ce genre se posent... Nous vivons une situation très complexe. Et on est impuissant face aux autorités laïques et ecclésiastiques» (ASL *Correspondances*, lettre au père Picron, Lubumbashi 11/8/1975).

«définitivement» en Europe. A Imara, la communauté religieuse et éducative fut fortement secouée. Mais, fin juin 1975, Mgr. Kabanga faisait savoir qu'un petit espoir d'une solution de la crise scolaire existait à condition que le Président de la République accepte les conditions posées par les évêques pour une reprise de la gestion de ces écoles. Entre-temps, les salésiens se limitaient à traiter les «affaires courantes» et mettaient un peu d'ordre dans les locaux.¹⁷⁶

1975-1976

Une chose semblait déjà claire: une action de la base était amorcée qui voulait obtenir une modération dans l'attitude des autorités ecclésiastiques à l'égard de l'Etat. C'est ce que remarqua le père van Asperdt au mois de juillet: «Il semble bien que de tous côtés les gens font pression sur l'archevêque [Mgr. Kabanga] pour qu'ils autorisent les religieux à rester». Le 22 août seulement, l'Archevêque demanda aux salésiens d'Imara de continuer à diriger l'école. Le lendemain, le 23 août, il donna la permission de commencer les inscriptions pour la nouvelle année scolaire, ordre qui fut aussitôt exécuté. Ce fut la ruée des parents vers le bureau de la direction. Cependant, les salésiens avaient eu soin de communiquer la clause suivante aux parents: le fait que les salésiens inscrivaient leurs enfants ne signifiait nullement que les salésiens continueraient à «diriger l'école».¹⁷⁷ Mais le 27 août, l'Archevêque autorisa les salésiens à rester encore «pour un an». Heureusement, un communiqué retarda la rentrée scolaire d'une semaine. Ce fut maintenant la course contre la montre pour être prêt pour la nouvelle année scolaire: préparer les locaux, les livres, la nourriture pour l'internat, etc. On pouvait démarrer l'année en se débrouillant avec des horaires provisoires. Ce n'est que petit à petit que tout pouvait se réorganiser. Le 29 septembre, les chefs du mouvement des jeunes (les «Pionniers») qui était partie intégrante de l'organisation politique du MPR, furent installés à Imara. La même cérémonie eut également lieu à Tuendelee mais là, semble-t-il, dans un désordre total.¹⁷⁸

1976-1977

S'appuyant sur les avis exprimés par les évêques pendant leurs conférences provinciales, après analyse de la situation matérielle et morale qui prévalait dans les écoles, le Comité permanent des évêques du Zaïre, en sa session du 15 au 21 juillet 1976, estimait que «l'obligation morale» lui incombait d'examiner à nouveau le problème de la contribution de l'Eglise à l'œuvre de l'Education nationale. Ce faisant, le Comité

¹⁷⁶ ASL Chroniques 1962-1982, p. 210.

¹⁷⁷ ASL Chronique-synthèse 1974-1975, p. 3; ASL Chroniques 1962-1982, p. 207.

¹⁷⁸ ASL Chroniques 1962-1982, pp. 210-212.

Permanent ne voulait aucunement fermer les yeux sur les difficultés qu'une telle décision pouvait rencontrer, mais il se laissait guider par trois préoccupations majeures: d'abord répondre aux appels et aspirations des parents devant les besoins accrus de scolarisation de leurs enfants; ensuite rejoindre la sollicitude du Chef de l'Etat, telle qu'exprimée par lui-même lors du rassemblement populaire du 24 juin 1976.

Après avoir dégagé «avec réalisme» les principes fondamentaux d'une contribution de l'Eglise à l'éducation scolaire, ainsi que les «conditions minima d'un travail efficace», le Comité permanent était «disposé à envisager avec l'Etat toutes les modalités» d'une nouvelle collaboration au cas où les autorités politiques souhaiteraient de nouveau voir l'Eglise assumer une part de responsabilité dans l'éducation de la jeunesse.¹⁷⁹ C'était chose faite dès le 5 mars 1977, date où la nouvelle «convention» fut signée entre le Gouvernement et les Eglises (catholique, protestante, kimbanguiste). Le gouvernement gardait la propriété des écoles, mais la gestion était rendue aux Eglises. C'était là une très bonne nouvelle pour les parents et les jeunes.

6. La marche difficile d'une école «conventionnée catholique» (1977-1988)

1977-1978

C'est en 1977 que l'Institut Imara devint une école conventionnée catholique dans le cadre de la «reprise» de l'école par la Congrégation salésienne en tant qu'*association enseignante*.¹⁸⁰ Le père van Asperdt¹⁸¹ prit la direction de l'école secondaire, avec l'aide du père Ludo Janssens, responsable de l'internat, qui assumait en même temps la fonction de préfet de discipline. Le père Carlo Sardo prit la direction de l'école primaire¹⁸² assisté par le père Johan Everaert qui était chargé de tout ce qui concernait la catéchèse. Alors que tout semblait se remettre dans l'ordre avec la nouvelle Convention entre l'Etat et l'Eglise, il n'en fut pas ainsi au niveau social. L'année scolaire fut troublée par une grève

¹⁷⁹ ASL Communiqué du Comité permanent des Evêques du Zaïre face au problème scolaire, Kinshasa 23/7/1976, 1 page [AF/7/1709].

¹⁸⁰ L'Eglise gérait ses écoles, soit par le biais des diocèses, soit par le biais des «associations» de religieux ou de religieuses. L'association qui gérait les écoles prises en charge par les salésiens était intitulé: «*Religieux Salésiens affectés à l'enseignement*» (ASL Documents ASBL). Cette association existe toujours, et actuellement, c'est le père provincial qui en est le «représentant légal».

¹⁸¹ C'était la dernière année qu'il était supérieur religieux de la communauté d'Imara.

¹⁸² Il paraît que le père Carlo Sardo a succédé au Cit. MUTOMBO MWANKAYA, qui avait succédé au père Michel Vanheusden

prolongée. D'autres grèves semblables seront déclenchées dans les années qui suivirent.¹⁸³

Le niveau des études resta globalement maintenu. A la fin de l'année scolaire (le 29 juin), 650 candidats venant de toute la ville se réunirent à Imara pour les Examens d'Etat. Tout se passait dans un grand désordre par manque d'organisation.¹⁸⁴ Pour Imara, cependant, les résultats étaient plus que satisfaisants: en (section) Littéraire: 100 % de réussites; en Bio-chimie: 83,3 % de réussites; en Math-physique: 60 % de réussites.¹⁸⁵ Quant aux activités parascolaires, tout allait bon train aussi: on jouait régulièrement du théâtre;¹⁸⁶ les réceptions étaient organisées par classes, et cette année, 77 enfants firent leur première communion à l'école primaire.¹⁸⁷ L'animation des anciens élèves trouva un regain d'intérêt.¹⁸⁸

1978-1979

La nouveauté de cette année scolaire, ce fut d'abord le changement du directeur de la communauté salésienne, le père Van Asperdt, qui était en même temps préfet de l'école. Le père Reumers prit la relève après avoir terminé son mandat de provincial de la Province d'Afrique Centrale. Monsieur Carl Jocquet, après 18 ans de professorat au Collège, partit pour prendre la direction de l'Institut Kitumaini. A l'annonce de sa nouvelle affectation,¹⁸⁹ les élèves exprimèrent leur grand regret de le voir quitter Imara.¹⁹⁰

En novembre 1978, après la remise du premier bulletin, plusieurs parents furent invités à la direction pour entendre de nouvelles propositions pour leurs fils: pour certains doubleurs, l'envoi au «centre de récupération»; pour d'autres: la descente d'une classe. Certains parents acceptèrent difficilement cette décision. Quant aux internes qui n'avaient pas de résultats suffisants, ils devaient rester à l'étude le mercredi et le samedi dans les après-midi.¹⁹¹ En février, les résultats n'étaient pas

¹⁸³ ASL Chroniques 1962-1982, 227-230.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 235-236.

¹⁸⁵ *Imara*, in «I.S.A.» nov. 1978, p. 6.

¹⁸⁶ ASL Chroniques 1962-1982, p. 233.

¹⁸⁷ *Ibid.*, pp. 227.231.

¹⁸⁸ *Ibid.*, 230-231. Sous le mandat du père van Asperdt, la cave sous les classes du C.O., était destinée aux réunions des ADB d'Imara. Chaque samedi, les ADB d'Imara jouaient au foot sur le terrain de l'Ecole Primaire.

¹⁸⁹ Affectation qu'il n'avait pas demandée lui-même; c'était sur invitation des autorités scolaires.

¹⁹⁰ *Imara*, in «I.S.A.» nov. 1978, p. 6.

¹⁹¹ ASL Chroniques 1962-1982, p. 242.

tellement meilleurs. Suite aux multiples échecs, dans une réunion des professeurs du cycle long, on proposa de s'adapter à la moyenne de la classe, mais on rencontra assez d'opposition.¹⁹²

Un autre problème se présenta encore: la protection du patrimoine de l'école. Depuis quelques années déjà, l'Institut Imara était devenu le cible de certains voleurs. Rien que pendant cette année scolaire, il y eut vol d'une mobylette, de rideaux du réfectoire des internes, de chaises d'une classe, de sept-huit malles dans l'étude des internes, d'un grand rideau dans la salle de cinéma, de manuels dans l'étude des internes!¹⁹³

Malgré ces aspects déprimants de la situation, les confrères prirent fort à cœur l'animation spirituelle des différents groupes d'élèves. Geste symbolique, le 18 avril 1979: les crucifix étaient remis dans tous les locaux de l'école.¹⁹⁴ Le père Albert Sabbe, lors de sa première visite canonique à la communauté salésienne d'Imara en sa qualité de provincial, cherchait à proposer un «projet éducatif-pastoral» cohérent à l'ensemble de la communauté religieuse et éducative d'Imara.¹⁹⁵ On en verra les résultats l'année suivante.

1979-1980

Un nouveau directeur-adjoint fut nommé à l'école primaire: le Citoyen Marcel Tshimanga. C'était un ancien dirigeant Kiro qui, peu de temps après son affectation (le 5 octobre 1979), relança le mouvement Kiro (le Kiro II) à Imara.¹⁹⁶ constitué d'élèves de l'école primaire et du cycle d'orientation. Leurs activités eurent lieu le dimanche et le mercredi après-midi. C'était une relance vigoureuse puisque le nouveau groupe-Kiro d'Imara tint son premier camp de formation à Kansebula le 27 octobre 1979, et le 10 février 1980, leurs dirigeants-Kiro allèrent au même endroit pour deux jours de recollection.¹⁹⁷

¹⁹² *Ibid.*, p. 247.

¹⁹³ *Imara*, in «I.S.A.», avril 1979, p. 19.

¹⁹⁴ ASL Chroniques 1962-1982, p. 250.

¹⁹⁵ *Visite Provinciale à Imara...*, 1 juin 1979. Le provincial avait dialogué longuement avec tous les confrères (du 16 mai au 19 mai 1979). A cette occasion, il procura à chaque confrère un exemplaire de son rapport final en disant qu'ainsi chacun pouvait «prendre connaissance à son aise» de ce qu'il avait conclu et en faire un point de départ pour «continuer le dialogue» (SFS Cahier des Visites canoniques, 1/6/1979).

¹⁹⁶ ASL Chroniques 1962-1982, p. 254. La première sortie eut lieu sans permission officielle, mais était «tolérée» par les autorités politico-administratives du moment. C'était aussi le premier groupe Kiro de Lubumbashi à se montrer publiquement en ville depuis la suppression des mouvements de jeunes confessionnels.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 261.

Ce fut une année intense aussi dans l'animation scolaire et pastorale de l'école primaire. Le père Carlo Sardo invita les parents des écoliers à des réunions qui, six dimanches de suite, se tenaient à tour de rôle pour les élèves de 6^e et de 5^e. Après, il organisa une rencontre générale pour tous les parents, suivie d'une rencontre personnelle entre les parents et les enseignants de leurs enfants.¹⁹⁸ Le dimanche, de nombreux enfants de l'école primaire (350-400) assistèrent à une messe spéciale organisée pour eux dans la salle du réfectoire des internes. Les enfants, membres du Kiro et du scoutisme, y apportaient une vraie discipline et une réelle participation active aux chants et aux prières. L'entretien après l'évangile invitait les enfants à répondre à des questions. Souvent les célébrants de la messe entendaient de leur part des réponses magnifiques qui les surprenaient. Régulièrement, après l'eucharistie, des dias ou de petits films étaient montrés dans la salle de cinéma. La messe terminée, kiros et louveteaux sillonnaient les cours du secondaire et du primaire. Leurs cris comme leurs chants, répétés des dizaines de fois, s'entendaient de loin. Les scouts, eux, partaient souvent ailleurs faire des marches et des exercices. Pour bien préparer le chant liturgique des offices du dimanche ou d'autres fêtes, la chorale de la chapelle Regina Mundi, sous la direction du père Ludo Janssens, soignait les répétitions après la grand-messe.¹⁹⁹

Cependant sur le plan socio-économique, l'atmosphère était particulièrement lourde, ce qui devait nécessairement avoir des répercussions sur la vie de l'école. Quelques difficultés ponctuelles se produisirent déjà au premier trimestre (fin 1979). Mais c'est surtout à partir de la nouvelle année 1980 que les choses ne marcheront plus.²⁰⁰ Imara allait faire l'expérience d'une très longue grève, en trois étapes, à partir du 10 janvier 1980²⁰¹. La raison en était toujours la même: plaintes à propos du salaire et de la distribution de la farine. Lors du passage du supérieur général des salésiens, Don Egidio Viganò,²⁰² le commissaire régional-assistant exprima son mécontentement au sujet des salésiens qui, selon lui, étaient à la base de la grève. Il visait surtout les salésiens

¹⁹⁸ Imara. Activités intenses ces derniers dimanches, in «I.S.A.», mars 1980, p. 6.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 5; Chroniques 1962-1982, pp. 254.257-258.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 259-260.

²⁰¹ Le récit détaillé se trouve décrit, presque jour par jour, dans les Chroniques du Collège (*ibid.*, pp. 266).

²⁰² Le supérieur général (appelé «Recteur Majeur» chez SDB) était de passage à Lubumbashi dans le but de visiter tous les salésiens oeuvrant au Zaïre, au Rwanda et au Burundi. Il fut reçu par le Commissaire Régional-Assistant, accompagné par le père provincial Albert Sabbe et le père régional Roger Vanseveren. Notons que, le 13 mai, un jour avant son départ à Goma, le Recteur majeur s'est aussi entretenu avec les grands élèves du Collège.

d'Imara. En fait, cette grève concernait toutes les écoles conventionnées de Lubumbashi, car la grève était générale. Au bout de cette période, c.-à-d. à partir du 10 mai 1980, tous les professeurs étaient rentrés et la situation se normalisa. Ce même jour, les préfets des écoles se réunirent à la Division régionale pour voir comment organiser la fin de l'année scolaire et ce que l'on pouvait encore voir du programme... Mais aux examens d'admission en C.O. et en 3e, 4e et 5e, organisés du 7 au 9 juillet, on dut constater que les résultats des élèves étaient catastrophiques.

Quand, en juin 1980, le directeur d'Imara eut aussi annoncé aux internes que l'internat serait supprimé à partir de l'année prochaine, la nouvelle provoqua une consternation compréhensible. Les grèves prolongées et les difficultés financières avaient compromis son fonctionnement. Les bâtiments de l'internat allaient donc recevoir une autre destination. Au mois d'août, le recteur du Grand Séminaire interdiocésain venait voir les deux ailes de cet internat dans le but d'y loger provisoirement les séminaristes de la première année. Dans la même période, le supérieur provincial vint annoncer au père directeur, le père Reumers, que – dès l'an prochain - le père Guido Bataillie serait directeur de la communauté ainsi que directeur des études, tandis que le père Reumers resterait préfet de l'Institut Imara. Enfin, la dernière nouveauté de l'année c'était l'annonce faite à la Radio nationale, qu'à partir de la rentrée scolaire, le Cycle d'Orientation (C.O.) serait supprimé et qu'on retournerait à l'ancien système... Rien de plus!²⁰³

1980-1981

La nouvelle année scolaire a commencé avec quelques nouvelles figures à la direction: le père Guido Bataillie comme directeur de la communauté salésienne et le frère Nestor Kolela, directeur à l'école primaire. Le premier arriva au Collège le 22 août 1980 et entra immédiatement en fonction; le deuxième fut installé le 28 août. Le père Bataillie fut aussi directeur des études à l'école secondaire, secondé par monsieur Louis Kabeya Katalaie, engagé comme professeur depuis 1976, qui assumait dès le début de cette année scolaire la fonction de directeur de discipline et d'administrateur. Le père Reumers restait préfet de l'école.²⁰⁴

L'année scolaire était à peine bien lancée que toutes les écoles primaires et secondaires de la ville se mirent de nouveau en grève le 26 janvier 1981. L'école primaire et secondaire travaillèrent jusqu'à la

²⁰³ ASL Chroniques 1962-1982, pp. 167-269.

²⁰⁴ *Ibid.*, pp. 269-270.

dernière minute, mais on avertit la direction d'Imara que les enseignants d'Imara devaient suivre le mouvement général, dès le lendemain, le 27 janvier. Effectivement, dès ce jour-là, les professeurs zairois ont commencé à suivre le mouvement de grève. Comme on voulait continuer les cours avec les confrères salésiens et les professeurs laïcs expatriés (C.T.B.), le même jour on leur envoya une lettre de menace.²⁰⁵ On n'avait plus d'autre choix que d'arrêter toute activité scolaire, à tel point que même la fête de Don Bosco, le 31 janvier, dut se célébrer sans élèves: fait absolument nouveau dans l'histoire du Collège. Les cours reprurent le 16 mars, mais seulement sous une certaine pression.²⁰⁶

En guise d'évaluation de l'année scolaire qui allait vers sa fin,²⁰⁷ le provincial, le père Albert Sabbe, fit le constat que l'année avait été de nouveau très mouvementée. Beaucoup de professeurs de l'école secondaire avaient abandonné; on avait dû les remplacer à la hâte; situation causée par le fait que la rémunération attribuée par l'Etat n'attirait plus les enseignants. Seulement ceux qui ne trouvaient rien de mieux restaient sans beaucoup d'enthousiasme d'ailleurs²⁰⁸ et au détriment du niveau d'étude des élèves. C'était là, disait-il, une situation délicate et difficile à gérer pour les responsables d'Imara dont les prises de position

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 274-275.

²⁰⁶ ASL Chroniques 1962-1982, pp. 274-277.

²⁰⁷ A l'occasion de la visite canonique (8-9 juin 1981).

²⁰⁸ ASL *Correspondances*, lettres du Préfet de l'école à des enseignants en faute (avec copie au Représentant légal de l'Association des religieux salésiens, qui était à cette époque le père Frans van Asperdt) de dénonciation de «fautes graves», surtout d'«absences non justifiées» de certains enseignants d'Imara. A titre d'exemple, on trouve une lettre adressée à un enseignant, qui démontre le climat tendu qui régnait parfois entre direction et professeurs: «...On vous a facilité l'achat de votre farine; l'institut Imara est la seule école qui a payé la totalité de votre traitement; dans d'autres écoles les professeurs ont vu leur traitement diminuer de 11 % (environ). La somme reçue de l'Etat pour Imara était aussi 11 % de moins du traitement normal. Le représentant légal a complété... et comme réponse vous décidez à prolonger les vacances. Or dans les autres écoles de la ville aucune décision stupide comme la vôtre a été prise. Vous feriez mieux de penser aussi une fois aux intérêts des enfants et aux pauvres parents qui ont tant de difficultés à trouver l'argent nécessaire pour couvrir les frais scolaires des enfants; or ces absences prolongées mettent leur année scolaire en danger. Comme je dois défendre les intérêts des professeurs, je dois aussi en conscience défendre les intérêts de nos élèves. C'est pourquoi je condamne très formellement votre manière d'agir. Vous auriez pu vous rendre compte que depuis lundi les cours avaient repris à Imara. Je vous signale encore que le dernier temps votre travail à l'école laisse beaucoup à désirer, votre dévouement ne correspond pas à vos capacités. Je condamne aussi sévèrement le fait de revenir à l'école après 3 jours d'absence sans la moindre explication [...]. J'exige une régularité parfaite, un travail engagé, sérieux et une collaboration totale avec le responsable [...]. (lettre du père Reumers à l'un des professeurs d'Imara, Lubumbashi 15/5/1981).

et attitudes avaient été très équilibrées : ils avaient pris des décisions courageuses et compréhensives. Il louait l'effort fourni par la communauté pour obtenir une très bonne collaboration de la part des laïcs. A l'école primaire, l'ordre régnait malgré la présence d'un seul confrère. Il demandait qu'on continuât les efforts pour l'animation spirituelle des enseignants, ainsi que des élèves, surtout par le soin des cours de religion. Bref, il reconnaissait tout le bien que les confrères avaient réalisé au courant de l'année. En ville, disait-il, «Imara est cité comme une référence»; les élèves aiment leur institut et ont un bon esprit». Il trouvait aussi que Imara, même extérieurement, se présentait encore toujours comme une école «propre». Il demandait de ne pas négliger l'union des anciens: la congrégation la considérait comme une partie indispensable d'une maison salésienne et il donnait ce conseil: «Donnez-leur l'occasion de vous rencontrer et de se rencontrer chez vous, une fois par mois». Il se réjouissait surtout du fait qu'il y avait un démarrage discret, prudent de l'association des Coopérateurs salésiens parmi les professeurs d'Imara. «Six vrais Coopérateurs, disait-il, ce sont six salésiens en plus dans l'œuvre».²⁰⁹

1981-1982

Cette année scolaire a Imara commencé, le 21 septembre 1981, avec quelques changements de personnel. Le préfet d'abord, le père Henri Reumers, était nommé préfet d'école à IMA-Kafubu. A sa place, le provincial avait nommé le père Jacques Verheyden.²¹⁰ A l'école secondaire d'Imara, était affecté le père Joseph Kabadugaritse, jeune prêtre salésien burundais. Diplômé à l'ISP de Lubumbashi, il allait donner des cours de français et de religion. Il devait aussi s'occuper du Kiro. A l'école primaire était nommé un nouveau directeur-adjoint dans la personne du Cit. Tshilumba Célestin qui succédait ainsi à Cit. Mwamba Dibwe. Ce fut un splendide début d'année, avec un corps professoral au complet. Depuis longtemps on n'avait plus connu une rentrée pareille. Quand, le 23 septembre, on reçut les résultats des examens d'Etat, on apprit que les élèves d'Imara avaient obtenu un meilleur résultat aux examens d'Etat qu'à Imara même. Aussi, le premier de la section math-physique, pour toute la République du Zaïre, était un élève d'Imara qui avait obtenu 86 %.²¹¹ Apparemment tout était au beau fixe, quand un nuage vint déjà assombrir l'horizon. En effet, le 2 février, les professeurs et enseignants se préparèrent pour la grève: leur intention était de

²⁰⁹ ASL *Visite provinciale à Imara...*, Rapport de conclusion de la visite canonique, Lubumbashi 22/6/1981.

²¹⁰ ASL *Chroniques 1962-1982*, pp. 281-282.

²¹¹ *Ibid.*, p. 281.

boycotter les examens de février. Depuis deux ans, c'était le moment préféré de l'année scolaire pour déclencher une grève dans les écoles²¹². Heureusement, on n'arriva pas à ce point.²¹³ Les professeurs réclamèrent ensuite leur sac de farine. Heureusement, le frère Nestor Kolela put obtenir 80 sacs - 40 pour chaque section - après quoi les professeurs reprirent les cours. Un mois plus tard, le 30 mars, les professeurs déposèrent de nouveau la craie pour réclamer les 10% d'augmentation de salaire que le gouvernement leur avait promis. Et les difficultés continuèrent. Vers la fin de l'année scolaire, le frère Kolela était destitué comme directeur de l'école primaire d'Imara et son adjoint nommé à sa place. Mais le directeur de la communauté, le père Guido Bataillie, soutenu par son provincial, intervint parce que la procédure en la matière n'avait pas été respectée. Après un nouveau contact avec le secrétaire d'Etat, la décision prise était annulée.

L'année en cours était aussi importante pour la reprise des activités parascolaires. Un appareil vidéo fut acheté par la communauté, ce qui allait permettre de reprendre les ciné-forums avec les élèves ainsi qu'avec les jeunes des environs. Depuis plusieurs années, on ne trouvait plus de films classiques convenables. Avec les cassettes-vidéo tout devint de nouveau possible. Le 2 octobre 1982 eut lieu la première séance vidéo avec entrée payante comme cela se faisait à l'époque avec le tournage des films. La communauté fit construire un petit abri sur la scène pour y garder les appareils et les protéger contre les vols. En parlant de vols, c'est à partir de cette période que les vols à Imara devinrent un véritable fléau. Il y aurait tout un chapitre à écrire sur ces cambriolages répétés et successifs qui finiront par détruire une bonne partie du patrimoine de l'Institut.²¹⁴

²¹² Sans doute pour faire davantage pression sur les autorités, par parents et élèves interposés, ces derniers étant la première victime de telles grèves.

²¹³ *Ibid.* p. 283.

²¹⁴ Cfr. SFS *Chroniques 1982-1994* (ce registre est sans indication de pages, donc voir les dates). On cite les faits suivants: le 5/10/1982: des voleurs ont emporté les livres que les Sœurs de St. Paul ont mis en vente à la Chapelle, après avoir cassé la vitrine au fond de l'église. Ils ont même commis le sacrilège de vider le ciboire. Ils ont ensuite forcé le cadenas et sont sortis par la porte au fond de l'Eglise. - Dans le week-end du 27-28/11/1982, 6 chaises ont été volées dans la salle des professeurs, des cahiers, de la craie, etc. Le 30 novembre, quelqu'un a essayé de forcer la porte du bureau du Père Paul. - 07/12/1982: au réfectoire des élèves, trois peintures ont été volées. - 05/03/1983: un voleur s'est introduit dans la chambre du Fr. Kolela Nestor et dans la chambre à côté, probablement à l'heure du souper. - 14/11/1993: après la messe du soir, on a trouvé un jeune homme caché dans un des confessionnaux du fond de la chapelle. Dans sa main, il tenait un burin et un morceau de fer. Il allait sans doute se faire enfermer dans la chapelle pour voler ensuite comme cela est déjà arrivé quelques fois. -

Le père Jacques Verheyden fut nommé directeur de la communauté en remplacement du père Bataillie nommé directeur à la Cité des Jeunes. Il cumulait ainsi la fonction de directeur de la communauté salésienne avec celle de préfet de l'école secondaire. La rentrée des classes, le 13 septembre, se fit sans trop de problèmes,²¹⁵ à part le fait que la direction de l'école primaire dut subir une forte pression de la part des parents pour que leurs enfants soient admis à l'école.²¹⁶ A l'école primaire, on comptait 1600 élèves répartis en 30 classes, avec 30 enseignants, 3 surnuméraires, un directeur titulaire, le Fr. Nestor Kolela, et un directeur adjoint. Trois salésiens s'occupèrent de la bonne marche de cette grande école, surtout dans le domaine de l'animation spirituelle et du cours de religion. Une petite chapelle fut aménagée dans l'ancienne salle de théâtre pour montrer des diapositives et prier le chapelet avec ceux qui venaient volontairement.

Le 14 novembre, se tint une assemblée des parents des élèves du secondaire. Ils étaient une centaine. A l'ordre du jour, il y avait d'abord quelques points pratiques en rapport avec le Règlement de l'école, puis

Pire encore en 1985, à la date du 9/3/1985: on a volé 3 grands fusibles et 5 interrupteurs dans les douches. – 15/03/1985: cette fois-ci, c'est dans la salle de gymnastique qu'on a enlevé 6 interrupteurs. Après avoir visité à plusieurs reprises l'école primaire, le voleur semble s'attaquer à l'école secondaire et à la maison des pères. – 25/05/1985: et le vol des prises et des fiches se poursuit tantôt ici, tantôt là-bas. Ce matin, on a constaté qu'on les a volées dans la salle de cinéma. – 3/12/1985: Un ou deux voleurs continuent à rôder au Collège en emportant ce qui les intéresse. A 2 reprises, après les cours, une serrure a été volée, des interrupteurs continuent à disparaître. Hier, le Père Johan Everaert a constaté qu'on a volé des interrupteurs dans des chambres de l'internat; des fusibles dans la cave ont disparu également. Qui est le voleur et quand opère-t-il? – Le pire est peut-être arrivé en 1987: le 1 juin, on n'arrivait plus à ouvrir le coffre-fort de la sacristie. Un «corps» étranger se trouvait dans la serrure. Le Père Simons Dominique a réussi à enlever ce corps étranger; après, on a pu ouvrir de nouveau le coffre-fort et on a constaté qu'on avait volé l'amplificateur et un chargeur de piles. Le voleur s'était-il laissé enfermer dans la chapelle?? comment a-t-il pu ouvrir le coffre-fort?? – Et le vol de l'amplificateur se reproduira encore une deuxième fois, plus tard. Suite à tout cela, quelques mesures de vigilance et de surveillance ont été prises par la communauté, mais elles n'ont jamais pu arrêter complètement ces vols qui ont toutefois diminué en intensité à partir des années '90.

²¹⁵ *Imara*, in «I.S.A.», oct. 1982, pp. 20-21.

²¹⁶ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1983, p. 27: le directeur, Fr. Nestor Kolela écrit avec beaucoup d'humour: «Des demandes d'inscription, on en a tous les jours de l'année. Quand nous disons aux parents qu'il n'y a pas de place et que nous traitons seulement avec les responsables des écoles gardiennes pour des inscriptions en première année, alors ils donnent toutes sortes de prétextes: les uns se disent anciens élèves, les autres animateurs de paroisse et d'autres encore poussent plus loin: ils nous proposent des poules, des oeufs, des chaussures, habits, argent, etc. Quand ils ne réussissent pas, ils nous traitent de mauvais zaïrois (zaïrois normaux)».

l'élection du comité des parents qui serait composé de dix membres. Le lendemain, ce nouveau Comité se réunit pour élire son président, son vice-président, son trésorier et son secrétaire. La première vraie réunion du Comité se tint, le 16 décembre, pour examiner plusieurs problèmes de l'école en vue de les proposer à l'assemblée des parents après les vacances de Noël. Un problème qui agaçait la direction était celui de trouver des professeurs, car en novembre déjà trois professeurs avaient démissionné. De toute évidence, leur situation matérielle les mettait mal à l'aise, et ils préféraient chercher du travail ailleurs où ils étaient mieux payés.

Une première courte grève commença au début du deuxième semestre, à partir du 28 février jusqu'au 2 mars; cependant, dès qu'ils furent payés, les professeurs reprirent les cours. Mais quelques jours plus tard, le 5 mars, ils se mirent de nouveau en grève puisque la farine n'était pas arrivée: Cette grève se poursuivra jusqu'au 16 mars. On se rendit compte qu'il n'y avait plus de solution pour trouver la farine que les enseignants continuaient à réclamer puisque qu'on ne la trouvait même plus à la minoterie. Son prix devint exorbitant : dans la cité on payait déjà 350,00 Z ou plus, tandis que, les mois précédents, à la minoterie, on pouvait encore se la procurer à 180,00 Z. Il fallait donc chercher une autre solution pour la rémunération des professeurs. Ils demandèrent que chaque élève paie 50,00 Z comme supplément à leur traitement jusqu'à la fin de l'année scolaire. Dans ce but, une assemblée des parents des élèves du secondaire fut organisée, le 13 mars, pour présenter l'état de besoin de l'école et discuter à propos de la cotisation proposée pour suppléer au traitement. Le 15 mars, c'était le tour des deux comités des parents (de l'école primaire et secondaire) de se pencher sur ce même problème. Les deux comités étaient favorables à une contribution des parents, mais la direction posait un problème de conscience: que faire pour les élèves des parents pauvres? Si on admettait cette cotisation pour l'année en cours, n'allait-on pas créer un précédent pour les années à venir?

Le reste de l'année s'est déroulé selon le rythme régulier et ordinaire de tous les jours.²¹⁷ Toutefois, on pensait à faire quelques transformations au niveau des bâtiments. On voulait transformer les deux grandes salles d'étude en quatre classes²¹⁸ dans le but d'avoir plus d'élèves dans les classes supérieures. Le projet fut mis en exécution dès le 15 juin 1983 et les travaux continuèrent pendant les grandes vacances. Du côté primaire,

²¹⁷ *Imara*, in «I.S.A.», juin 1983, p. 18.

²¹⁸ Dans le but de disposer de deux classes en plus de 1^{ère} année, d'une de 2^{ème} année et d'une de 3^{ème} année.

un hangar fut transformé en chapelle.²¹⁹ Une première messe y sera célébrée le 25 avril 1984.²²⁰

Encore pendant les grandes vacances, un petit incident se produisit quand, dès le 6 juillet, la direction voulut commencer les inscriptions à l'école primaire. Aussitôt quelqu'un de la Sous-division de l'Enseignement se présenta pour arrêter ces inscriptions. Après que le père Frans van Asperdt, alors représentant légal des écoles confiées aux salésiens, eut pris des contacts avec le Commissaire urbain assistant, ces inscriptions purent se poursuivre.²²¹

1983-1984

Au niveau des effectifs, on comptait 1558 élèves à l'école primaire, avec 30 classes et 36 enseignants; à l'école secondaire: 601 élèves. Les membres du corps professoral étaient animés de beaucoup de bonne volonté et n'espéraient qu'une seule chose: avoir enfin une année scolaire régulière! En réalité, cette année allait être encore beaucoup plus mouvementée que la précédente.²²²

A la rentrée des classes, le 12 septembre 1983, plusieurs professeurs manquèrent à l'école secondaire; de même à l'école primaire. Quand, le 31 octobre, les professeurs furent payés avec 20% d'augmentation, celle-ci fut estimée insuffisante. Les professeurs, après avoir discuté avec les Coordinateur régional, puis avec le sous-directeur de l'Enseignement national,²²³ reprirent les cours. Mais, le 1^{er} décembre, les professeurs, mécontents du salaire, partirent à la maison. C'était le début d'une première «longue» grève qui allait durer jusqu'au 1^{er} février, période pendant laquelle les salésiens, les professeurs expatriés de la Coopération belge et les stagiaires de l'I.S.P. continuèrent à donner cours, dans l'intérêt des jeunes bien sûr, mais surtout parce que menacés d'expulsion par le C.N.D. (= Centre National de Documentation) dans le cas où ils auraient arrêté les cours. La direction avait fabriqué un «horaire de grève» pour assurer un minimum de cours. Un cas de conscience se posait aux salésiens: être solidaires avec les grévistes, ou continuer dans l'intérêt des

²¹⁹ *Imara*, in «I.S.A.», oct.. 1983, p. 22. La «chapelle-Kolela», selon une dénomination humoristique, fait référence au nom du directeur de l'école primaire de cette époque. C'était un hangar qui autrefois avait servi pour garer les vélos des élèves-cyclistes.

²²⁰ *Imara*, in «I.S.A.», juin 1984, pp. 29-30.

²²¹ *SFS Chroniques 1982-1994* (s. p. voir les dates) : intervention jugée «énergique» de la part du père van Asperdt.

²²² *Imara*, in «I.S.A.», oct. 1984, p. 24.

²²³ Qu'on appelait en abrégé: «le sous-réged».

jeunes? Il semble bien que les salésiens avaient l'intention d'arrêter puisqu'ils se sentaient solidaires avec le personnel enseignant.

Le 20 janvier 1984, les professeurs du secondaire se réunirent et se mirent d'accord pour reprendre les cours à condition que les parents donnassent un supplément de salaire. Ils proposaient une somme de 50 Z pour deux mois. Mais, entre-temps, le commissaire d'Etat à l'Education nationale avait déjà révoqué les professeurs et enseignants grévistes d'Imara, Tuendelee, Kitumaini, Hodari et Kiwele. D'après le commissaire urbain de Lubumbashi, ils pouvaient encore reprendre leur place s'ils présentaient une demande «individuelle» de réintégration. Les autres seraient considérés «déserteurs» et devaient être remplacés. On n'avait probablement pas tenu compte de la réaction des élèves à une telle mesure punitive. Le 24 janvier, les élèves de Tuendelee entrèrent de force à Imara en invitant leurs collègues à quitter; ceux d'Imara suivirent aussitôt; ensemble ils partirent à Kitumaini, à Mwema, à Salama, et enfin à Kiwele et Maadini. L'objectif de leur action était de protester vigoureusement contre l'engagement des nouveaux professeurs qui allaient remplacer les anciens. Leur action fut efficace malgré l'arrestation de plusieurs d'entre eux. A la Radio et à la TV nationales, on annonça que les directions d'Imara et de Tuendelee étaient les instigateurs de la manifestation des élèves. Par conséquent, le lendemain, les écoles d'Imara, de Tuendelee et de Kitumaini étaient déclarées «provisoirement fermées» à cause du comportement barbare des élèves. Le jour après, le 26 janvier, des militaires étaient postés devant l'entrée du Collège pour interdire tout accès aux élèves du secondaire, aux professeurs et au personnel administratif. Le même jour, le directeur reçut une lettre anonyme adressée à lui et aux professeurs expatriés, leur demandant de ne plus donner cours, sous menace de représailles. Encore le même jour, vers 16h00, le préfet d'Imara, le père Jacques Verheyden, fut appelé au C.N.D. pour un interrogatoire où, à la fin, on lui communiqua qu'il était expulsé et qu'il devait quitter le pays dès le lendemain. Le lendemain, le père Jacques se rendit au C.N.D. à l'heure convenue (8h00), pour être fixé sur l'heure de son départ. Mais, à la suite d'un nouvel interrogatoire, on le laissa partir à midi en lui disant seulement: «on verra»...²²⁴ Le 28 janvier, le père Jacques fut invité à une réunion avec d'autres préfets d'écoles catholiques où l'on se concerta pour voir comment on pouvait reprendre les cours et avec qui. Le soir, les trois militaires qui surveillaient l'entrée

²²⁴ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1984, pp. 11-12; SFS Chroniques 1982-1994 (aux dates citées). Notons dans ce contexte que, le 24/02/1984, le père Carlo Sardo fut expulsé du pays, accusé par les autorités d'avoir joué un rôle important dans cette grève.

du Collège s'en allèrent et le 1^{er} février, les cours purent reprendre avec les anciens professeurs.

La tempête semblait calmée, mais le pire devait encore venir: le 5 avril on apprit le licenciement massif, ou le départ en retraite sans préavis, d'une bonne partie du personnel payé par l'État dans les écoles officielles et conventionnés du Zaïre. A Imara, cette mesure frappait trois confrères, la plupart des ouvriers, ainsi que les surveillants et les agents de l'administration. Cette situation était due aux restrictions budgétaires de l'État imposées par le F.M.I. pour assainir l'économie du pays. Les conséquences sociales ne pouvaient être que désastreuses: l'insuffisance des salaires et donc la clochardisation des enseignants allait entraîner une grande mobilité du personnel enseignant et une baisse du niveau des études, les directions n'avaient plus de personnel auxiliaire à leur disposition d'où la décadence des infrastructures allait encore s'accroître.²²⁵ La communauté salésienne d'Imara reçut elle aussi le contrecoup de toute cette situation économique-financière. Comme les temps étaient durs, il fallait réduire les dépenses de la communauté, même en achat de légumes!²²⁶ Malgré toutes ces difficultés, les salésiens d'Imara cherchaient de faire de leur Institut une école chrétienne et salésienne, comme l'exprimait bien un article paru dans le Bulletin salésien:

*«une école qui se présente comme une réponse éducative valable, recherchée par de nombreuses familles, une école où le rapport éducatif est pénétré de familiarité et de confiance, et, par-dessus tout, où l'éducation comprend de manière indissociable la dimension religieuse».*²²⁷

C'est sans doute cet esprit que voulait maintenir et stimuler le provincial de l'époque, le père Albert Sabbe, à la fin de sa visite canonique en décembre 1983. Dans son rapport de conclusion, il soulignait deux aspects positifs qui l'avaient frappé dans la vie communautaire: la vie de prière et l'esprit de famille exprimé à table dans une atmosphère de joie. Il demandait d'éduquer les jeunes selon un projet éducatif salésien bien défini dans ses objectifs, ses méthodes et ses moyens: «Dès que la Province [d'Afrique Centrale] aura rédigé son projet

²²⁵ *Flash sur nos oeuvres. Institut Imara*, in «Don Bosco. Bulletin salésien d'Afrique Centrale», 4 (1984) 15.

²²⁶ *Ibidem*. C'est alors que l'économiste de l'époque, le père Roger Wijnen, commença un jardin potager afin de pourvoir aux besoins de la communauté; jardin qui sera graduellement agrandi.

²²⁷ *Flash sur nos oeuvres. Institut Imara*, in «Don Bosco», 4 (1984) 15.

éducatif-pastoral commun, je demande que Imara s'empresse pour préparer le sien». Il donnait même quelques suggestions concrètes: dans l'école d'Imara, il fallait veiller non seulement à «la promotion intellectuelle», mais aussi à une plus «grande sensibilité sociale», à «la conscience professionnelle», à la «formation religieuse intériorisée». Dans ce sens, il demandait de valoriser toutes les activités parascolaires comme faisant partie du projet commun: sport, chorale, Kiro, Scoutisme, Amis de Dominique Savio, Cinéforum. Il fallait continuer, sans se décourager, les efforts pour animer les Anciens de Don Bosco. Il demandait aussi que toute la communauté soutienne les confrères qui se dévouaient aux activités de ce genre. Il félicitait encore la communauté pour la nouvelle petite chapelle pour les primaires en sachant toute l'importance de la catéchèse des 4e, 5e, et 6e primaires. D'autre part, il déplorait le manque de vivacité dans les célébrations dans la Chapelle «Marie Reine du Monde». Il fallait étudier la situation et mieux collaborer pour y infuser plus de vie. Au niveau de l'école secondaire, il regrettait que si peu de grands élèves étaient trouvés disponibles à prendre des responsabilités à l'école: «nous devrions absolument arriver à faire ce pas important», et, selon lui, il fallait relancer à tout prix les recollections trimestrielles pour les élèves, par groupe de classes.²²⁸

Deux événements parascolaires ont marqué la deuxième moitié de l'année scolaire: d'abord «une fête de la jeunesse» à l'occasion du 50e anniversaire de la canonisation de Don Bosco et du 30e anniversaire de celle de Dominique Savio, puis une grande vente de charité au bénéfice de l'école. Selon les confrères de l'époque, on n'avait plus connu une telle ambiance depuis la fancy-fair tenue à Imara en 1962. Ce fut une réussite grâce au concours de diverses personnes et organismes; une illustration concrète de ce que peut réaliser une communauté éducative avec ses diverses composantes – direction, enseignants, comité des parents, ouvriers –, quand elle sait aussi joindre à elle le concours, l'appui et la sympathie de la société civile. En effet, l'Hôtel de ville et toutes les sociétés de la place avaient offert des cadeaux ou des annonces publicitaires.²²⁹

Pendant les grandes vacances qui suivirent la fin de l'année scolaire, on a relancé une activité qui avait existé dès avant l'Indépendance, mais qui avait été abandonnée depuis plusieurs années par manque de personnel: la plaine de jeux. S'en occupaient deux jeunes confrères: Oscar Kilufya et

²²⁸ Visite provinciale à Imara, SFS *Cahier des visites canoniques*, 21/12/1983.

²²⁹ *Imara*, in «I.S.A.», juin 1984, pp. 28-29.

David Bellido. L'après-midi était réservé aux championnats de football et de basket-ball qui connurent beaucoup de succès.²³⁰

1984-1985

La nouvelle année scolaire 1984-1985 connut un bon départ. Tous étaient animés de bonne volonté, leur plus grand souhait étant de connaître une année scolaire régulière. Effectivement, en semaine, c'était le rythme ordinaire qu'on retrouvait dans toutes les écoles. Mais les dimanches et les jours de congé, Imara devenait de plus en plus un centre d'activités diverses pour plusieurs groupes qui y convergeaient pour trouver des locaux pour leurs activités spécifiques.²³¹

1985-1986

Quelques faits illustrent la volonté d'animer l'œuvre d'Imara en cette année scolaire. Le père Johan Everaert, devenu «recteur» de la Chapelle d'Imara, fit de son mieux pour bien soigner la liturgie.²³² En janvier 1986, le personnel enseignant d'Imara partit à Kiswishi pour une récollection avec 42 participants. Le conférencier était le professeur Kalele, de l'UNAZA. L'école d'Imara eut aussi la joie d'accueillir Jacques Lebreton, auteur célèbre du livre «Sans yeux et sans mains». C'est le 12 mai qu'il s'adressa aux élèves du secondaire leur laissant un témoignage saisissant de foi, d'espérance et de charité.²³³

Sur le plan strictement scolaire, seulement quelques faits sont à signaler. Le 6 octobre, les assemblées générales de parents de l'école primaire et secondaire étaient convoquées, car tous les comités des parents au Shaba (Katanga) avaient été dissous sur ordre des autorités de l'Etat. Il fallait donc procéder à une nouvelle élection. Le 1 juin 1986, une nouvelle assemblée des parents était convoquée. On pouvait constater qu'il y avait plus de parents que d'habitude. C'était la conséquence du fait que les parents devaient remettre la convocation qui devait permettre de contrôler qui d'entre eux était venu et qui ne l'était pas; ils craignaient sans doute des mesures vexatoires à leur égard dans le cas où ils se seraient absentés.

²³⁰ Imara, in «I.S.A.», oct. 1984, p. 24.

²³¹ Imara, in «I.S.A.», janv. 1985, p. 17.

²³² *Ibidem*.

²³³ Il a donné des conférences aux handicapés et aux jeunes à la Ruashi, aux jeunes de Salama et de la Gécamines; il a prêché dans les messes à Katuba et Kenya; et il a parlé à la Radio nationale et au Centre Culturel Français.

A l'école primaire, on projetait de construire des locaux pour un laboratoire, un dispensaire, une bibliothèque, et une classe.²³⁴ Une année plus tôt, le directeur de cette école, le frère Nestor Kolela, avait lancé une activité d'autofinancement de l'école primaire en créant une briqueterie au quartier Kalubwe.²³⁵ Ce n'était pas seulement à l'école qu'on devait apprendre à se débrouiller comme on pouvait. La communauté salésienne aussi connaissait des problèmes sérieux pour assurer sa survie. Fidèle à la devise qu'il ne faut pas vivre au-dessus de ses moyens, la communauté décida, le 26 janvier 1986, de vendre un de ses véhicules pour n'en garder tout au plus que deux.²³⁶

1986-1987

Le Collège ouvrit ses portes avec 637 élèves au secondaire et 1555 élèves au primaire. En 1^{ère} et 2^{ème} années du secondaire, on comptait trente élèves en plus par rapport à l'année précédente, avec un total de 340 inscrits. Une petite grève de quelques jours - du 1 au 11 octobre - marqua le début de l'année, provoqué par le retard dans le paiement du personnel pour le mois précédent.

Au mois de janvier 1987, c'est fort discrètement que naquit une nouvelle oeuvre dans l'enceinte d'Imara, plus précisément dans le bâtiment de l'internat. En effet, ce fut le début officiel du «Home Zanin» une oeuvre destinée à accueillir un certain nombre d'étudiants qui voulaient s'engager dans l'esprit de «don Zanin», un prêtre séculier italien et coopérateur salésien, qui avait conçu cette oeuvre au service des pays en développement. Aux étudiants doués mais de conditions familiales modestes, il voulait donner la possibilité de faire des études supérieures, avec une priorité marquée pour le secteur médical. C'est donc à la date du 11 janvier 1987 qu'il faut situer le début historique de cette oeuvre, mise sous la supervision d'un salésien d'Imara, le père Carlo Sardo. Un modeste début, avec trois étudiants bien sélectionnés auquel on ajoutera encore deux ou trois autres. Ils logeaient dans l'ancien internat d'Imara qui avait cessé de fonctionner vu l'inflation de la monnaie et la montée vertigineuse des prix. C'était un logement provisoire en attendant la construction du Home Zanin²³⁷ qui sera inauguré le 5 septembre 1989.

²³⁴ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1986, p. 11.

²³⁵ *Imara*, in «I.S.A.», oct. 1984, p. 25. Le Fr. Kolela s'est occupé, e. a., à faire réimprimer à Salama des livres scolaires nécessaires aux enfants de l'école primaire.

²³⁶ SFS Chroniques 1982-1994, s.p.

²³⁷ Ce Home se trouve à la route Kasapa, près du Theologicum, en face du Building administratif de l'UNILU.

Pendant quelques années, cette maison restera «canoniquement» rattachée à la communauté salésienne d'Imara.

Le grand événement de cette année scolaire à Imara fut, sans conteste, la célébration du 75^e anniversaire de l'Institut, ensemble avec le Lycée Tuendelee.²³⁸ La préparation battait déjà son plein dès le mois de mars 1987. Prévu pour les 13-14-15 mars, les festivités devaient être reportées aux 20-21-22 mars à cause des préliminaires des examens d'Etat fixés au 15 mars.²³⁹ Le «comité organisateur» des festivités avait expliqué aux parents, aux anciens et anciennes, ainsi qu'aux sympathisants, que le revenu du repas de soutien, ainsi que de la vente des polos et du gala cinématographique au Centre Culturel Français, avait comme but un «projet-souvenir»: le renouvellement de la bibliothèque des élèves. En effet, aussi bien dans les deux écoles (primaire et secondaire) d'Imara, il était grand temps de renouveler la bibliothèque scolaire en achetant de nouveaux livres.²⁴⁰ Après l'événement, un des salésiens d'Imara, fit ce bilan:

«Il est vrai qu'au niveau de la propagande et de l'organisation des différentes activités tout n'était pas parfait, loin de là. La réussite, il faut la trouver surtout au niveau des élèves: l'ambiance créée par les compétitions sportives, aussi bien pour les éliminatoires que pour les finales; les efforts fournis pour la préparation des chants, des poèmes et des saynètes; la joie lors de la séance récréative et du bal.»²⁴¹

²³⁸ Les Sœurs de la Charité (de Gand) avaient quitté l'école à l'époque de la nationalisation. En 1978, l'Archevêque, Mgr. Kabanga, confia le Lycée aux Sœurs salésiennes qui, après en avoir assumé la direction pour quelque temps, continuèrent jusqu'en 1987 à y assurer une assistance spirituelle et religieuse très valable. Quelques années après, celles-ci se sont retirées à leur tour suite à certaines difficultés dans la gestion du personnel. Elles y sont encore revenues une deuxième fois, en l'an 2000, sur demande expresse de l'Archevêque, Mgr. Songasonga.

²³⁹ Imara, in «I.S.A.», mars 1987, p. 14.

²⁴⁰ Cfr. ASL *Festivités à Imara*, lettre d'invitation: «1912-1987...Programme des festivités», dépliant imprimé (ASL).

²⁴¹ 75^e Anniversaire d'Imara et de Twendelee, in «I.S.A.», juin 1987, pp. 5-6. On nous rapporte les faits suivants: le 15 mars, après l'eucharistie dans la Chapelle remplie de garçons et de filles des deux écoles, a eu lieu le «cross populaire» pour les Anciens d'Imara et pour les Anciennes de Twendelee, sur un parcours de plus ou moins 9 km. Peu de participants, mais les filles étaient plus nombreuses que les garçons. Pour les élèves il y avait un cross-relais: des équipes de chaque fois 30 élèves y participaient: chaque élève devait courir environ 300 m. - Le vendredi 20 mars: une matinée sportive à Imara: on jouait les finales de basket et de volley (pour Imara et Twendelee) et le football (pour Imara). Le match opposant les professeurs et les enseignants d'Imara à ceux de Twendelee a connu un succès énorme: les milliers de spectateurs avaient ri, crié, applaudi. A chaque but - le score était de 2 à 1 - le terrain était envahi par des

Au mois d'avril, pendant la semaine sainte, la communauté organisa des réceptions pour les élèves qui voulaient y assister volontairement. Le nombre de participants, 50 au total, était assez réduit. Les responsables l'attribuèrent en partie au fait que cette réception tombait au milieu des vacances scolaires, et ils en conclurent qu'il fallait l'organiser le samedi, le 1^{er} jour des vacances.

Vers la fin de l'année Imara reçut la visite du nouveau gouverneur Koyagiolo. A cette occasion, celui-ci s'informa auprès du frère Nestor Kolela de l'avancement des travaux au niveau de la réfection des égouts. Depuis des années, ces égouts étaient bouchés et ne permettaient plus l'évacuation ni des eaux de pluie, ni de l'eau venant du bassin de natation. Les ouvriers d'Imara n'avaient pas réussi à les déboucher, puisque cela aurait demandé des travaux de grande envergure autour d'Imara; des travaux publics que seuls les organismes publics de la ville ou de l'Etat auraient pu financer. Mais le service de la voirie à Lubumbashi avait cessé de fonctionner depuis belle lurette. Les travaux de débouchage ne pouvaient donc pas aboutir. La communauté d'Imara fut condamnée à se débrouiller seule pour résoudre ce grave problème sanitaire en faisant construire plusieurs fosses septiques.

supporters heureux. Dans l'après-midi, à Twendelee : l'ouverture de l'exposition «75 ans Lycée Twendelee - Institut Imara» avec des photos des deux écoles, des dessins et des travaux de couture des élèves. L'ouverture a été faite par le Cit. Basembe Emina, Commissaire Urbain. - Le samedi 21 mars, dans l'avant-midi à Twendelee: séance de variétés: chants, poèmes, saynètes. L'ambiance générale était à la joie parce que tout le monde avait le cœur en fête. Dans l'après-midi, à Imara: une conférence-débat sur «L'avenir de l'enseignement au Zaïre» pour les professeurs, les enseignants, les Anciens et les sympathisants. Conférenciers: la Cit. Kisimba kya Ngoie et Cit. Kalele Kabila, professeurs bien connus de l'université de Lubumbashi (Unaza). Le modérateur: le Cit. Tshibangu Kazambu, dir. adj. du Centre culturel Américain de Lubumbashi. - Le vendredi et le samedi soir: «un repas de soutien» sous le préau d'Imara. Les achats nécessaires, la préparation des repas ainsi que le service, avaient demandé beaucoup de travail et une fatigue énorme. Heureusement, l'économiste, le père Ludo Janssens, avait pu compter sur l'aide de quelques bénévoles et surtout sur l'équipe des ouvriers d'Imara, bien en forme. - Le dimanche 22 mars, le dernier jour des festivités: une eucharistie concélébrée à Twendelee, présidée par Mgr. Nsolotshy. Le gouverneur de la région et son épouse y étaient présents. A la fin de la messe, le père Jacques Verheyden, dans son discours de circonstance, a remercié tous ceux qui avaient apporté leur collaboration pour l'organisation des festivités. Pour le reste de la matinée, il y avait des danses et des exercices de gymnastique. Dans l'après-midi: un bal pour les élèves des deux écoles a clôturé les festivités des deux écoles (*ibidem*). - D'après le chroniqueur d'Imara, il y avait «une très bonne ambiance – beaucoup de monde – l'équipe des ouvriers d'Imara, et d'autres personnes de bonne volonté, ont bien aidé, trois jours durant» (SFS *Chroniques 1982-1994*, à la date du 22 mars).

1987-1988

Au niveau de l'école, c'était apparemment une année paisible sans histoire à part quelques faits de moindre importance. Le 6 février, le comité des parents de l'école secondaire offrit un verre et des petits pains au corps professoral dans le but de se rencontrer et mieux se connaître. Le 19 mars, c'était l'installation officielle du «Bureau pionnier» du complexe Imara. Le 6 mai, il y eut la finale de football du championnat interscolaire: tous les élèves (des écoles secondaires et primaires de la ville) devraient obligatoirement se rendre au Stade Mobutu de la Kenya pour assister: Parti-Etat oblige ! Le 23-24-25 mai, il y avait le test d'orientation pour les élèves de 6^{ème} primaire (502 candidats présents) et 2^{ème} secondaire (562 présents).

Au niveau des activités extra-scolaires²⁴², la journée principale fut celle du 17 avril 1988 quand toutes les maisons salésiennes (des SDB et des FMA), des environs et de plus loin, s'étaient réunies pour fêter à Imara le Centenaire de la mort de saint Jean Bosco (1888-1988). Le nombre y était, les personnalités également; l'organisation était soignée, puisque la fête avait été préparée bien à l'avance. C'était l'ambiance d'une grande fête, un événement inoubliable pour les participants.

Vers la fin de l'année scolaire, en juin 1988, on apprit que le père Jacques Verheyden, arrivant à la fin d'un mandat de 6 ans à Imara, était nommé à l'école technique de Goma. D'après le témoignage d'un professeur de l'époque, son mandat était caractérisé par un «climat de famille» parmi les professeurs. Cela se manifestait par ses visites pour consoler une famille éprouvée, tout comme pour féliciter une famille où il y avait une naissance. Comme préfet, il aimait être accompagné par les professeurs dans ces visites.

7. Les premiers symptômes d'une grave crise des écoles (1988-1990)

1988-1989

Au début de l'année scolaire 1988-1989, le père Gustave Janssens succéda au père Jacques Verheyden, tant comme directeur de la communauté salésienne que comme chef de l'établissement scolaire. Le père Gustave, un chevronné en pédagogie, arriva enfin dans la capitale du

²⁴² Autre fait : dans la période des grandes vacances, le 10 août 1987, une nouvelle chorale fut fondée à la Chapelle Regina Mundi dans le but d'animer la messe du dimanche matin, c.-à-d. la première messe de 7h00, celle en langue swahili. Selon un témoignage reçu, la création de cette chorale aurait été l'œuvre des fidèles, adultes et jeunes, qui venaient régulièrement à cette messe.

cuivre après avoir passé de nombreuses années dans les écoles salésiennes de l'intérieur (à Kipushya et à Sakania. Le père Paul De Meulenaere resta conseiller pédagogique pour les élèves de 1^{ère} et 2^{ème} année du secondaire. Le père Gaston De Neve remplaça le père Marc Van Laere comme animateur spirituel à l'école secondaire. C'est alors que le père Gaston, aussi professeur d'anglais, lancera un petit orchestre qui s'exhibera lors des célébrations liturgiques et des fêtes à l'école. Le père Henri Reumers continua à donner ses cours d'histoire et de philosophie. Si l'âge moyen des salésiens travaillant dans l'école secondaire s'approchait des 65 ans, le contact quotidien avec les élèves, au nombre de 729 à l'école secondaire, et 1602 à l'école primaire, les gardait cependant jeunes de cœur!

Dans la direction de l'école primaire, le frère Nestor Kolela resta en place.²⁴³ Mais à partir de cette année, il fut aidé par le père Carlo Sardo pour la formation religieuse des élèves. Le père Johan Everaert remplaça le père Ludo Janssens dans la fonction d'économiste. De ce fait, le père Carlo Sardo devint recteur de la Chapelle publique; mais pas pour longtemps, car étant le responsable des étudiants universitaires qui seront transférés dans leur nouvelle maison (le Home Zanin, Route Kasapa) en novembre 1989, le père Carlo sera remplacé comme recteur par le père Gaston De Neve.

L'année scolaire débuta le 5 septembre avec la remise des livres et une réunion pédagogique. Dès le 6 septembre, l'horaire fut régulier mais on respirait le climat d'un profond malaise social. Plusieurs symptômes allaient le révéler. La Société Nationale des Chemins de fer du Zaïre (=SNCZ), cherchait des professeurs pour sa nouvelle école secondaire et faisait passer des tests à des candidats volontaires. Plus de dix professeurs d'Imara s'y présentèrent et trois d'entre eux réussirent. Ils quittèrent aussitôt Imara pour aller enseigner à la SNCZ où ils étaient évidemment mieux payés que dans une école de l'Etat sans parler d'autres avantages sociaux dont ils allaient bénéficier.²⁴⁴

A peine avait-on commencé le deuxième trimestre, le 14 janvier 1989, que les professeurs remirent une copie d'une lettre au père préfet lui annonçant leur intention d'entamer la grève à partir du 16 janvier. Le motif était toujours le même: l'insuffisance de leur traitement au regard des prix qui galopent sans cesse sur le marché. Le jour suivant, on tint une assemblée des parents; puis, dès le lendemain, le comité des parents entreprit des démarches auprès des professeurs pour les convaincre de ne

²⁴³ *Imara*, in «I.S.A.», oct. 1988, pp. 6-7.

²⁴⁴ *Ibidem*.

pas faire la grève. Rien n'y faisait: ils étaient résolus de continuer leur action qui avait démarré le même jour. Aussitôt les autorités (la Sûreté, l'UNTEZA²⁴⁵) vinrent interroger le Préfet, le père Gustave Janssens, à propos de cette grève. De même le directeur de l'école primaire, le frère Nestor Kolela et son adjoint, le Cit. Tshilumba, subirent un interrogatoire. Dans l'après-midi, le père Gustave, le père Paul De Meulenaere et le Cit. Lutumba, président du comité des parents d'Imara-secondaire, durent se présenter à l'Immigration où on leur demandait ironiquement s'ils avaient déjà leur passeport! Entre-temps les professeurs expatriés et les stagiaires continuèrent à donner cours comme ils le pouvaient puisqu'il n'était pas possible de donner cours dans toutes les classes. Le 27 janvier, le père Préfet était convoqué chez le Gouverneur Koyagialo qui lui communiqua que son expulsion, ainsi que celle du père Paul, était déjà signée pour qu'ils quittent le pays dans les quarante heures. Mais il ajouta que plusieurs personnes avaient attesté que les pères n'y étaient pour rien dans le déclenchement de cette grève; qu'il avait même proposé au Président de la République d'annuler l'expulsion en demandant au père Préfet de faire tout son possible pour que les professeurs reprennent les cours le lendemain même. Dans le cas contraire, l'expulsion deviendrait ipso facto exécutoire... Un communiqué dans le même sens fut adressé aux professeurs. Le jour suivant, le 28 janvier, seulement 3-4 professeurs se présentèrent à l'école; les autres refusèrent de donner cours puisque, le jour précédent, un des leurs avait été arrêté et ils exigeaient sa libération préalable. C'est pourquoi le père Préfet et le Cit. Lutumba, président du comité des parents, allèrent voir les autorités pour obtenir cette libération, mais ils n'obtinrent pas tout de suite ce qu'ils demandaient. Les jours suivants, les autorités arrêtaient et emprisonnaient aussi les professeurs Ilunga Kabange et Mbuyamba. Les trois prisonniers seront libérés une dizaine de jours plus tard après avoir subi de mauvais traitements. Comme le personnel de l'école voulait éviter que l'expulsion des deux confrères devienne exécutoire, il finit par accepter de reprendre le travail. Tous les jours, des agents de la Sûreté venaient voir au Collège si les cours avaient effectivement repris. A l'école secondaire, on donnait cours, mais sans enthousiasme. A l'école primaire, par contre, tout était normal, car l'assemblée des parents avait décidé de payer chaque mois 100 Z pour aider les enseignants trop peu payés. C'est le 12 février que l'Assemblée des parents de l'école secondaire emboîtera le pas et décidera à son tour de payer 200 Z par mois. Notons que cette différence avec l'école

²⁴⁵ UNTEZA = le syndicat officiel et unique pour tous les ouvriers du Zaïre, alors un des organes du pouvoir de l'Etat.

primaire s'explique par le fait que les élèves en secondaire étaient moins nombreux.²⁴⁶

En février 1989, on pouvait aussi constater les premiers signes d'une révolte estudiantine contre la situation de mendicité qui leur était imposée. Cette révolte se tournera contre le Régime politique que les étudiants de l'UNILU soupçonnaient d'être à la base du meurtre d'un étudiant dont ils venaient de retrouver le cadavre. Suite à cela, les étudiants voulaient manifester en ville, mais les soldats les en empêchaient, d'où l'excitation des étudiants qui, de force, se frayèrent un chemin vers le centre-ville. Les jours suivants, les plus jeunes élèves de l'école primaire d'Imara s'absenteront car leurs parents avaient peur de ce qui pouvait se produire sur le chemin de l'école. Les magasins étaient fermés et l'inquiétude régnait en ville.²⁴⁷

Malgré ce climat tendu, les activités parascolaires et postsecondaires à l'intérieur de l'école étaient en plein essor. Les fêtes, salésiennes ou autres, étaient toujours préparées avec soin. Par ex., lors de la fête de l'Immaculée Conception, le 8 décembre de cette année, une séance récréative eut lieu sous la direction du père directeur, Gustave Janssens, avec un concours de chants et de connaissance de vocabulaire, des saynètes, etc. Les petits pains et la limonade ajoutaient encore à l'ambiance festive.²⁴⁸ A la Pentecôte, «une journée de réflexion» était prévue pour les volontaires des 5^{ème} et 6^{ème} secondaires, sous la direction du père Piero Gavioli, sur des sujets comme la sexualité, les fiançailles, le mariage, etc. Il avait invité des personnes mariées, e. a. le Cit. Lutumba, président du comité des parents, à apporter leur témoignage.

A l'école primaire, au mois de juin, était organisée une «Journée récréative et de partage entre parents et personnel enseignant»: c'était une nouvelle tradition instaurée depuis 1988.²⁴⁹ Au programme: une

²⁴⁶ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1989, p. 15. A la fin de l'année (en juin 1989) les frais scolaires, fixés pour l'année scolaire suivante (1989-1990), étaient de 5000 Z pour l'école primaire, et de 7000 Z pour l'école secondaire.

²⁴⁷ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1989, p. 16. Un confrère de la Maison provinciale (en face d'Imara), le père Mario Marchioli en fut, involontairement, une des victimes quand, le 15 février, une masse d'universitaires révoltés passa sur l'Av. Mama Yemo en criant et en sifflant. Certains avaient un bâton en main, d'autres des briques. Le père Mario, ne se doutant de rien, s'approchait du Collège. Etant déjà arrivé tout près de la Maison provinciale, il voulait encore vite traverser le premier groupe d'étudiants pour atteindre sa destination. Ceux-ci interprétaient ce geste comme une provocation à leur égard. Aussitôt des briques étaient jetées en direction de son véhicule et l'une d'elles lui fracturait le coude.

²⁴⁸ *Imara*, in «I.S.A.», janvier 1989, pp. 10-11.

²⁴⁹ On en trouve une trace dans les chroniques de cette année

célébration eucharistique, des matches de foot et de volley entre parents et enseignants, la danse. Les parents apportaient leur pique-nique qu'ils partageaient avec les amis, les enseignants et les enfants. La journée était agrémentée par l'orchestre de la Cité des Jeunes et par un groupe de danses folkloriques.

Les chorales d'Imara étaient alors en plein essor. Le 25 mars 1989, la Chorale aînée «Regina Mundi» avait ébloui les participants à la Veillée pascalle. C'était une chorale de jeunes - filles et garçons - qui s'étaient imposés une discipline rigoureuse au point de vue des répétitions et de l'exécution des chants. Fondée en 1984, elle avait été bien dirigée sous l'autorité de ses propres responsables. Elle donnera les preuves de son savoir-faire dans un magnifique récital lors de la commémoration de son cinquième anniversaire, le 8 août 1989: «personne n'avait espéré voir autant de monde pour une manifestation de ce genre», nota ce jour le chroniqueur du Collège. Une deuxième chorale de langue française, composée de jeunes et dirigée par des jeunes, s'ajouta à la chorale française «Regina Mundi» et à celle de la messe swahili. A vrai dire, l'initiative des chants à la messe du dimanche soir revient aux étudiants du Home Zanin qui logèrent au Collège Imara depuis janvier 1987 en attendant que les travaux de construction de leur nouvelle maison soient terminés. La nouvelle chorale a pris la relève des étudiants (zaniniens) qui, en septembre 1989, étaient partis vers leur nouveau site.²⁵⁰ Elle donnait un air de jeunesse à la messe du dimanche soir qui était, jusqu'alors, une messe basse sans chant. Autre signe de la vitalité des services liturgiques dans la Chapelle d'Imara, c'était que, les vendredis du carême, adultes et jeunes venaient très nombreux au chemin de croix, sans doute parce que les participants y trouvaient une cérémonie soignée.

Le 1^{er} février 1989, le père Gaston De Neve, avec l'aide de quelques jeunes confrères, relança le Kiro (=Kiro III) qui avait sombré après le départ du père Joseph Pravda et du père Ludo Janssens. On voulait commencer par une seule section: les Youpis. La première fois, une quarantaine de jeunes entre 12 et 14 ans se présentaient, mais le dimanche suivant ils étaient déjà soixante. Aussi, chaque dimanche, un «patronage» commença de nouveau à fonctionner²⁵¹. Entre-temps, la chapelle de l'école primaire était devenue trop petite pour la messe des enfants qui venaient assez nombreux. Ils étaient stimulés du fait que, avant et après la messe, ainsi que dans l'après-midi, ils pouvaient jouer dans la cour de

²⁵⁰ Selon le témoignage que j'ai reçu du père Carlo Sardo.

²⁵¹ Il était dirigé par deux jeunes abbés, Jean-Claude Kikonde et Gustavo Mahon, du Theologicum, une nouvelle maison de formation sacerdotale qui venait d'ouvrir ses portes en 1988.

l'école. Le foot attirait surtout les garçons, tandis que le basket-ball avait du succès auprès des filles. Tous les samedis, dans l'après-midi, un groupe charismatique fut autorisé à utiliser la grande Chapelle ainsi que la petite chapelle (c.-à-d. celle de école primaire). On y donnait des instructions ainsi que des séances de prière pendant la semaine²⁵².

Imara rendit encore d'autres services : les élèves de différentes écoles de la ville et les propres anciens élèves d'Imara, souvent des universitaires, venaient assez nombreux étudier dans les salles d'étude de l'école secondaire, ce à partir de l'après-midi jusqu'au soir. Puis, un petit «centre de préparation aux Ex-Etat» fonctionnait au sein de l'Institut. Certains enseignants d'Imara y donnaient des cours privés aux étudiants venus soit d'Imara soit d'ailleurs. Comme ces études étaient payées par les étudiants eux-mêmes cela permit aux professeurs, très mal rémunérés par l'Etat, de gagner un supplément.²⁵³

1989-1990

Une première nouveauté de cette année fut l'ouverture, dès le 11 septembre, d'un petit internat pour une vingtaine d'étudiants d'Imara qui se trouvaient dans une situation sociale et familiale précaire. Le père directeur, Gustave Janssens, et un jeune prêtre, le père Mario Perez se partageaient les tâches, avec l'aide de l'abbé Vincent Munshya qui s'occupait aussi de l'économat.²⁵⁴

En cette année scolaire, qui débuta le 5 septembre 1989, la situation financière d'Imara - tout comme dans les autres écoles conventionnées - devint critique. Le 1 juillet 1989, une lettre était envoyée par le président du comité des parents de l'école secondaire, le Cit. Lutumba-Buzangu, pour demander aux parents une contribution fixée à 7 millions de Z. pour toute l'année. La somme devait servir à faire face aux dépenses de l'Institut pour l'année scolaire prochaine. On estimait que certains des parents pouvaient aider d'une façon beaucoup plus significative en versant une somme supérieure au montant exigé. Dans ce sens, à Imara, on a sollicité, dès cette année, la contribution exceptionnelle et bénévole selon les possibilités des différents parents.²⁵⁵

²⁵² Au début, le groupe était animé par les membres français du groupe Emmanuel; comme aumôniers ils avaient un père Missionnaire d'Afrique ou un père Jésuite, mandatés par l'Archevêque.

²⁵³ *Imara*, in «I.S.A.», mars 1989, pp. 15-16, et surtout *SFS Chroniques 1982-1994* (cf. les dates mentionnées).

²⁵⁴ *Nouvelles en bref*, in «I.S.A.», janvier 1990, p. 14.

²⁵⁵ ASL Collège SFS, ANAPEZA, lettre circulaire, 1/7/1989.

C'était une année de grand espoir, mais aussi d'inquiétude grandissante au niveau de la vie nationale publique. On vivait le début de la transition politique de la Deuxième vers la Troisième République. Le discours du Président Mobutu, du 24 avril 1990, était généralement accueilli dans la joie d'une liberté retrouvée. A Imara, les élèves après avoir écouté le discours, sortaient en masse sur la rue pour exprimer leur joie. Mais quelques semaines après, ce fut la confrontation ouverte entre étudiants qui complotent avec certains barons de l'ancien régime, et les autres. Un commando était envoyé pour étouffer dans l'œuf toute velléité révolutionnaire. On n'a jamais su avec exactitude ce qui s'est passé au Campus, mais ce qui est sûr c'est que, depuis lors, la confiance dans le Régime en place était définitivement ébranlée. Les fameux événements du Campus de l'UNILU ont provoqué non seulement la fin abrupte de l'année académique, mais aussi la fin de la coopération officielle de plusieurs pays avec le Zaïre de l'époque.

Vers la fin de l'année scolaire, grâce au gouvernement du premier ministre Lunda Bululu, ancien élève de du petit séminaire de Kambikila, les enseignants obtinrent une forte augmentation de leur salaire. C'était la fête, mais pas pour longtemps, car, tout de suite après, se produisit une flambée des prix et d'une inflation galopante. Comme tant d'autres citoyens congolais, les enseignants devenus millionnaires, ne savaient plus acheter grand-chose avec leurs gros billets ! L'année scolaire, malgré un climat nerveux et tendu propre aux derniers mois, se termina plus ou moins normalement.

8. Imara dans le collimateur de la transition politique (1990-1994)

1990-1991

L'année scolaire 1990-1991²⁵⁶ fut mouvementée dès le début. Officiellement, l'année aurait dû commencer le 4 septembre 1990. Mais une première grève, toujours pour des exigences salariales, allait retarder le début effectif de l'année scolaire jusqu'au 12 octobre. Trois mois après, la grève reprit: du 28 janvier jusqu'au 24 mars; on comptait, au total, quatre mois de grève ! Il fallait établir un nouveau calendrier. C'est ainsi que l'année scolaire finira... le 8 août 1991!

On ressentait la libéralisation de la vie publique avec le port de la cravate, l'emploi des prénoms chrétiens, l'appellatif «monsieur» au lieu de «citoyen». La liberté de presse était bien visible par la diffusion de

²⁵⁶ 735 jeunes étaient inscrits à l'école secondaire, avec quatre salésiens engagés dans cette école.

journaux de toute tendance, les meetings des nouveaux partis politiques (UDPS, UFERI, ...), la liberté syndicale. Le mot «démocratie» suscitait partout l'enthousiasme et l'espoir dans un avenir meilleur.

Quand la deuxième grève prit fin, Imara fut la première école de la ville de Lubumbashi à reprendre les cours qui continueront même pendant la Semaine sainte, car il fallait rattraper le temps perdu. L'année scolaire se poursuivra plus ou moins normalement jusqu'au 14 juillet. La proclamation eut lieu le 3 Août 1991 dans un climat d'effervescence politique liée à l'ouverture de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), le 7 août 1991. Dans l'ambiance de réforme qui régnait alors, des propositions étaient faites pour rétrocéder aux Eglises des écoles nationalisées en 1975 et pour retourner aux réseaux scolaires qui avaient existé auparavant. Mais rien de concret ne fut décidé.²⁵⁷

Parlons aussi d'un aspect que jusqu'ici nous avons peu touché: la situation pastorale des élèves à cette époque. Les résultats d'une enquête menée par le père Frank Ginneberge parmi les élèves du 5^e et 6^e secondaire nous en disent quelque chose de plus précis. Parmi les élèves chrétiens-catholiques, de sérieuses lacunes au niveau catéchétique étaient constatées. Le sacrement de la confession était complètement absent de la vie d'un grand nombre d'entre eux. On l'attribuait en partie à l'influence des sectes et des autres églises, généralement hostiles à la pratique de ce sacrement. Les éducateurs salésiens d'Imara (en tant que religieux) se déclaraient impuissants face à cette situation. D'après eux, pour donner une éducation humaine et chrétienne solide (à Imara comme dans les autres écoles catholiques), il serait de plus en plus nécessaire de faire appel au laïc. Une des causes de cette situation, ils la voyaient dans le fait que les élèves passaient encore peu de temps à l'école en dehors des cours; il n'y avait plus le théâtre d'antan; ils subissaient fortement l'influence des vidéo-films qui se montraient dans la cité, etc.²⁵⁸

1991-1992

La situation socio-politique restée sans solution et la misère sociale grandissante ont finalement conduit aux fameux pillages par l'armée zaïroise à Kinshasa (du 23 au 24 septembre 1991), à Lubumbashi (du 21 au 24 octobre 1991) et un peu partout dans le pays. Les paras belges, avec l'accord des autorités congolaises, vinrent assurer la protection des

²⁵⁷ ASL Chroniques du Collège Imara, 1982-1994

²⁵⁸ *Ibidem*. Les salésiens d'Imara signalaient aussi le fait que les films pornographiques circulaient assez librement en ville.

expatriés et leur rapatriement volontaire.²⁵⁹ Un groupe d'entre eux était installé à l'Internat du Collège à partir du 2 août 1991.

Suite à l'irrégularité de l'année scolaire précédente et à la situation confuse qui régnait aux mois de septembre-octobre 1991, ainsi que par le non paiement des enseignants, l'ouverture effective fut fixée au 4 novembre; puis elle fut encore reportée au 20 novembre 1991.²⁶⁰ Quand le 11 novembre l'Etat paya les enseignants pour le mois d'octobre avec des millions de Z., le sac de farine coûtait déjà 400.000 Z.; tellement l'inflation était galopante. La crise économique frappa aussi la communauté salésienne d'Imara, contrainte à licencier quelques ouvriers au service de la communauté.

Nonobstant la situation d'insécurité et d'incertitude du moment, Imara ouvrit encore un nouveau secteur d'activité, un secteur plein d'avenir: l'informatique.²⁶¹ C'était chose faite le 20 octobre 1991.²⁶² Aussitôt de nombreuses inscriptions furent enregistrées car, en ville, il y avait une forte demande de formation dans ce domaine. Le centre ouvrit ses portes dans les bâtiments de l'école secondaire sous la supervision du directeur de la communauté, le père Gustave Janssens. La gestion courante, ainsi que l'instruction, étaient confiées à deux membres du personnel scolaire d'Imara: monsieur Louis Kabeya, directeur des études et de discipline et monsieur Félix Kamana, professeur d'anglais.²⁶³ Le 21 octobre, un groupe de professeurs, avec le concours du père préfet, lancèrent un centre de

²⁵⁹ A leur départ, en guise de remerciement, ils ont laissé un important stock de produits alimentaires qui a aidé la communauté salésienne à faire face à la conjoncture particulièrement difficile.

²⁶⁰ Le démarrage de la nouvelle année scolaire a coïncidé avec la nomination de Gabriel Kyungu comme nouveau gouverneur de la Province du Katanga, et avec l'essor de son parti UFERI. A la même époque, Karl Nguz I Bond était désigné par le président Mobutu comme premier ministre du pays.

²⁶¹ C'était un petit «centre informatique» créé par le directeur, le père Gustave Janssens, avec l'aide de certains bienfaiteurs du père Angelo Pozzi qui voulaient faire don de quelques ordinateurs pourvu qu'il s'agissait d'un centre d'informatique scolaire.

²⁶² Etant donné que l'initiative venait de la communauté salésienne qui avait investi dans son installation, e. a. pour l'expédition des ordinateurs de l'Europe et l'aménagement du local contre les vols, il était normal que le revenu du centre revînt logiquement à la communauté. Une marge de bénéfice était prévue pour quelques responsables laïcs qui étaient les instructeurs du centre et devaient aussi se charger de l'entretien des appareils.

²⁶³ *Imara*, in «I.S.A.», oct. 1992, pp. 13-14. Rappelons que ce centre a été l'objet d'un vol important: une nuit, les meilleurs ordinateurs (cinq) ont été emportés par des voleurs qui avaient forcé les barres de fer devant la fenêtre. C'est pourquoi, la direction a décidé, avant de rouvrir le centre, de déménager ce centre de la cave à l'étage. Cela a exigé de nouveaux frais de la part de la communauté.

préparation aux examens d'Etat. A ces cours assistaient de nombreux élèves venant de toutes les écoles de la ville. Pour les professeurs c'était aussi une chance de gagner quelque chose en plus dans ces années de crise.

Dans le climat fort politisé de cette période, le préfet de l'école, le père Gustave Janssen, devait intervenir quelques fois auprès des professeurs et des élèves pour exiger qu'on s'abstienne de discours politiques (pro-Uferi ou pro-UDPS e. a.). Un régionalisme exacerbé commençait à se répandre dans la population quand le nouveau gouverneur, à peine revenu de la Conférence Nationale Souveraine, le 17 janvier 1992, se décidait de boycotter cette Conférence du fait que, selon lui et ses partisans, elle ne tenait pas compte du critère «géo-politique». Peu de temps après, ce sera le début des graves troubles entre originaires et non-originaires du Katanga.

Dans ce climat de tension interethnique, se produisit encore un autre malheur. Le 25 janvier 1992, le Président du comité des parents, monsieur Lutumba, trouva la mort, lâchement assassiné un soir à la cité Kamalondo par des bandits qui voulaient lui arracher sa voiture. Le 30 janvier, la communauté salésienne et tous les élèves d'Imara lui rendront un dernier hommage par la prière du «Notre Père» autour du corbillard stationné pendant quelques minutes sous le préau de l'école. Un bref discours du père préfet exprimait la profonde gratitude de l'Institut pour un homme qui s'était dévoué pour le bien de l'école. Tout en étant chrétien méthodiste fervent, il avait toujours manifesté une attitude oecuménique envers l'Eglise catholique.²⁶⁴

Au mois de février, c'était la grogne chez les professeurs et enseignants qui n'avaient pas été payés depuis deux mois. Cependant, ils ne déclenchèrent pas de grève, sans doute parce qu'ils étaient trop divisés entre eux à cause du régionalisme ambiant. Le mécontentement caché qui en résulta a probablement entraîné quelques actes de vandalisme commis dans les écoles. Par deux fois, Imara, Salama et Kiwele, subirent des jets de pierres cassant plusieurs carreaux, dans le but inavoué de paralyser les écoles. Quand le 6 février 1992, une délégation du syndicat des enseignants (AEZA en sigle) fut reçue en audience chez le Gouverneur Kyungu, celui-ci leur répondit qu'il lui était impossible de faire quoi que ce soit car le paiement dépendait de Kinshasa. Il profita de la même

²⁶⁴ *Imara*, in «I.S.A.», juin 1992, pp. 9-10. Selon un témoignage crédible, monsieur Lutumba, membre influent de l'UDPS, aurait été tué pour des raisons d'ordre politique. Affirmation qui reste à vérifier évidemment.

occasion pour dénoncer le centralisme de l'Etat dont les enseignants étaient les victimes et il leur proposa d'adhérer au fédéralisme comme solution radicale de tous leurs problèmes... Autant dire que leurs problèmes restaient sans solution. Une nouvelle tentative de négociation eut lieu quelques jours après dans une réunion de l'AEZA avec le Chef de Division, le 12 février, mais de nouveau sans résultat. Finalement, la grève était considérée comme inévitable. Dès le 13 février, de manière non officielle car la grève restait interdite par le gouverneur du Katanga, elle s'effectua «de facto» dans les écoles catholiques conventionnées;²⁶⁵ dans les autres écoles, la grève était déguisée, appelée «des bras croisés». Comme la grève se prolongea, le préfet en tant que supérieur de la communauté salésienne, décida de payer un montant aux enseignants d'Imara pour qu'ils eussent au moins le nécessaire pour survivre.²⁶⁶ C'est au mois de mai que les arriérés de salaires furent payés aux enseignants par le Ministère de l'Enseignement, mais comme cette somme leur paraissait insuffisante, ils décidèrent de prolonger encore la grève jusqu'au 5 juillet 1992. Les activités scolaires étaient donc au point zéro. De ce fait, le père Janssens crut bon d'anticiper son congé le 29 mai 1992. La longue période sans travail scolaire fut mise à profit par la communauté salésienne sur place pour tenir plusieurs séances de réflexion sur ce que devrait être le projet éducatif et pastoral d'Imara.²⁶⁷ La fête de Marie Auxiliatrice, habituellement célébrée avec faste, se déroula dans la plus stricte intimité et, aux Jeux salésiens de l'année en cours, Imara s'était à peine fait voir et l'Institut obtint juste une troisième place.

Après trois mois de grève, les cours reprurent enfin le 6 juillet 1992, en pleine période de vacances. En absence du père préfet, c'était monsieur Kabeya qui, ad intérim, assumait cette importante responsabilité. Chose étonnante à première vue, mais compréhensible quand on y réfléchit un peu: les élèves étaient contents de retrouver le chemin de l'école, sans doute désireux de reprendre une vie scolaire normale après une période trop longue d'interruption des classes et de vacances forcées. Dès la reprise, ils étaient très appliqués.²⁶⁸ On parvint à clôturer une année scolaire avec un total de 160 jours de présences (sur 222)!

²⁶⁵ Il faut dire que les écoles salésiennes (Imara et Salama) ont tout fait pour achever le premier semestre dans l'intérêt des jeunes. L'arrêt de travail n'y a donc commencé que le 28 mars 1992.

²⁶⁶ Une somme de 15.000 FB fut dépensé pour subvenir tant soit peu à leurs besoins.

²⁶⁷ Un rapport substantiel, venant de la communauté d'Imara, pouvait être mis dans les mains du régulateur: *ASL Réponses au questionnaire pour le Chapitre provincial 1992. Eléments pour composer un PEP local d'Imara*, texte dactylographié (pro manuscrito), 31 mai 1992, 19 pages.

²⁶⁸ *Ibidem*.

Si, par la force des choses, les activités scolaires ordinaires du Collège s'étaient longtemps arrêtées, ce n'était pas le cas pour les activités extrascolaires qui foisonnaient en cette période, justement parce les jeunes disposaient de beaucoup de temps libre. Un cercle culturel «Soleil levant» organisait des ciné-forums; la chorale française «Regina Mundi» n'animait pas seulement deux messes dans le week-end, mais organisait également un spectacle de chants et de danses pour les petits et les grands. C'était un grand succès à tel point que la salle de cinéma n'était pas assez grande pour accueillir tous les petits. Puis, le 17 septembre, ils présentaient encore à la Chapelle publique un récital de qualité (avec musique de Mozart, Schubert, etc.).²⁶⁹ Une autre initiative est encore venue de la Maison provinciale située en face d'Imara. Depuis un certain temps, les supérieurs salésiens responsables pour l'acceptation des candidats à la vie salésienne avaient constaté une baisse sensible du niveau d'études de ceux qui avaient terminé leurs études secondaires. Avec la collaboration de trois salésiens d'Imara et de quelques professeurs laïcs, une «mini-propédeutique» fut mise sur pied dès cette année scolaire dans le but de relever leur niveau scolaire avant leur entrée dans la Congrégation.²⁷⁰

La fin de l'année fut attristée par le départ de deux figures, vieux routiers d'Imara: le père Paul De Meulenaere et le frère Nestor Kolela. Le premier, après 18 ans de travail assidu, était appelé à diriger le groupe des «propédeutes» qui allaient maintenant s'installer à la Kafubu sous la forme d'un internat. On voulait y organiser des cours à temps plein et assurer ainsi une formation plus complète.²⁷¹ Quant au frère Nestor, il était appelé à renforcer l'équipe des salésiens à Kinshasa où une toute nouvelle œuvre, une «Cite de jeunes», venait de naître.²⁷²

²⁶⁹ *Ibidem.*

²⁷⁰ *Imara*, in «I.S.A.», juin 1982, pp. 9

²⁷¹ Cfr. l'article *La propédeutique Kafubu*, dans «*Don Bosco. Bulletin trimestriel de la Famille salésienne de l'Afrique Centrale*», 2 (1993) 16: «Pour permettre aux candidats aspirants à la vie religieuse salésienne de bien se préparer à leur noviciat et à leur année de philosophie, la Commission pour la formation avait organisé, des cours à l'institut Imara. Ces cours étaient dispensés quatre fois par semaine dans l'après-midi. Mais, l'expérience n'a pas donné les résultats escomptés. Aussi, ladite Commission a proposé une nouvelle formule: tenter de débiter une année de propédeutique à Ima-Kafubu. Onze candidats ont commencé le 12 octobre 1992 la propédeutique sous la direction du P. Paul De Meulenaere...».

²⁷² *Imara*, in «I.S.A. spécial» 1993, p. 19. Au plan des constructions à l'école primaire, signalons qu'une réalisation du Fr. Nestor a été de transformer un ancien garage, réservé avant l'Indépendance au stationnement des véhicules des professeurs du Collège, en classes, en bibliothèque et en dispensaire.

Cette année scolaire a commencé avec quelques changements importants au niveau du personnel dirigeant. Au niveau du personnel salésien, on vit arriver un nouvel économiste et directeur d'internat, le père Henri Musonda, ainsi qu'un nouveau directeur de l'école primaire, le père Nestor Culu. Au niveau du personnel laïque, monsieur Valentin Kafwimbi dut remplacer le père Paul De Meulenaere dans la direction des élèves des premières années de l'école secondaire, tandis que monsieur Raymond Mbaaz fut nommé comme deuxième directeur-adjoint à l'école primaire.²⁷³

La rentrée scolaire eut lieu le 23 novembre: juste le temps de distribuer les livres et de communiquer l'horaire. Le lendemain, tout s'arrêta jusqu'au mois de décembre.²⁷⁴ C'est dans cette période qu'il faut situer la nouvelle rédaction du *Vademecum du Professeur*, implicitement un projet éducatif (ou manifeste) de l'œuvre scolaire d'Imara. Ce nouveau vademecum, rédigé à l'intention du personnel engagé à l'école, reprenait les contenus essentiels d'un vademecum précédent²⁷⁵ et réaffirmait avec force le caractère *catholique et salésien* de l'Institut Imara:

«Ouvverte à tous, elle a pourtant son esprit propre. Elle est catholique et il faut que cela soit visible et vécu:

- *par notre manière de vivre à l'école et au dehors;*
- *par notre assistance au mot du matin. Nous prions ensemble. Ceci est une obligation;*
- *par la prière par laquelle nous terminons nos cours (à 12h45);*
- *par notre travail consciencieux;*
- *par notre honnêteté et notre sens de la justice;*
- *par l'esprit d'entente et de collaboration;*
- *en promouvant la fraternité parmi professeurs et élèves;*
- *par nos paroles qui ne manqueront jamais au respect et à la charité fraternelle.*

Nous vivons avec l'Eglise ses temps forts et ses grandes fêtes. ²⁷⁶

²⁷³ On avait droit à un deuxième directeur-adjoint à partir du moment où l'école avait plus de trente classes.

²⁷⁴ *Imara*, in «I.S.A. spécial 1993, p. 20. Par conséquent, la fête traditionnelle du 8 décembre ne put pas être célébrée avec éclat comme d'habitude.

²⁷⁵ SFS *Vademecum des professeurs d'Imara*, texte polycopié, 3 pages, s.d. (d'avant 1990 (d'après les critères internes).

²⁷⁶ Le nombre de jeunes catholiques d'Imara qui assista à la messe du dimanche était estimé à 40 % (d'après l'enquête du P. F. Ginneberge); mais, selon une estimation personnelle du directeur, le père G. Janssens, le nombre de pratiquants réguliers ne

Nous encourageons tout engagement apostolique des jeunes et des adultes (A.D.S., KIRO, acolytat, chorale, groupe de réflexion et de prière, C.E.V., Justice et Paix, etc.).

Dans une école salésienne nous avons notre style propre, caractérisé par une franche camaraderie entre élèves et éducateurs. Les élèves ont toute liberté de s'approcher de nous en toute confiance et nous éviterons toute parole ou geste qui engendrera la peur et l'éloignement. Le dialogue est à l'honneur dans un respect réciproque. Nous nous rencontrons en dehors des leçons en toute simplicité et nous montrons notre compréhension à leurs difficultés.

Dans un institut d'éducation il faut un idéal commun et un esprit de famille, d'abord entre éducateurs.

Ainsi il est demandé à chacun de cultiver cet esprit de famille et d'éviter tout ce qui peut le détruire: paroles blessantes, suspicion, méfiance.

Une école est a-politique. Ne vous laissez pas prendre au piège par les élèves.

Si les circonstances le permettent nous organiserons des recollections pour élèves et professeurs. On est à votre disposition pour toute suggestion dans ce sens. Entre temps, il reste toujours les rencontres de Salama».²⁷⁷

On retient comme souvenirs de cette année scolaire: la dévaluation galopante, les gros billets de banque, la montée vertigineuse, presque journalière, des prix, le phénomène des déplacés kasaiens et katangais (avec les émeutes à Sodimiza, Likasi, Kolwezi...) et par ricochet aussi celui d'un nombre croissant d' «enfants de la rue». Le 1er mai 1993, dans

devait pas dépasser les 10 %. Notons que l'enquête sociologique du père Frank GINNEBERGE avait comme but d'analyser le comportement réel des jeunes dans les oeuvres salésiennes: *La réalité des jeunes zairois, défi lancé aux éducateurs chrétiens. Résultats d'une enquête réalisée dans sept maisons salésiennes au Zaïre*, éd. extra-commerciale, Lubumbashi, 1992, 83 pages.

²⁷⁷ La Direction de l'Institut Imara, *Vademecum du professeur*, Réunion Pédagogique 1992-1993, s.d., document polycopié, 5 pages. Les critères internes (contenu, style, vocabulaire) nous permettent de d'attribuer le texte (au moins en grande partie) au père Gustave Janssens, préfet de l'école. Par «rencontres à Salama», on entendait ici les réunions programmées par le père Simons, préfet de l'école technique Salama. On y invitait les professeurs des écoles salésiennes, ainsi que d'autres écoles catholiques en vue d'une formation permanente et une sensibilisation aux problèmes sociaux (en général) et aux aspects chrétiens de l'engagement des professeurs au sein des écoles conventionnées. Cette forme de rencontres a continué après le départ du père Simons de l'école Salama. Elles suppléaient au manque de rencontres de ce genre au niveau de la Coordination diocésaine.

une grande «journée d'étude», les différentes branches de la Famille salésienne²⁷⁸ réfléchissaient ensemble sur l'attitude à prendre dans ces temps tourmentés, au milieu des conflits géopolitiques, tribaux et régionalistes.²⁷⁹ La communauté salésienne locale d'Imara, quant à elle, ne resta pas indifférente devant tant de misères et de souffrances. Le 22 novembre 1992, l'ancien réfectoire des internes reçut provisoirement une autre destination: celle d'entrepôt pour stocker tous les dons récoltés à destination des déplacés qui se trouvaient à Likasi. En même temps, il allait servir d'atelier pour confectionner des milliers de colis.²⁸⁰

Devant «la mort» de l'Etat depuis le début de la transition politique en 1990, les écoles de l'intérieur du pays commencèrent à fonctionner, dès l'année scolaire 1992-1993, grâce à la participation des parents aux frais de fonctionnement. Ce système de «prime» n'entra pas en vogue à Imara en cette année scolaire. Selon certains témoignages, c'était la communauté salésienne qui ajouta un montant forfaitaire ponctuel au maigre salaire des enseignants, à titre de bienfaisance et selon ses possibilités financières.

Dernier événement important: le 9 juin 1993, anticipant la fin de l'année scolaire, le père Reumers quitta d'urgence Imara pour suivre des soins intensifs en Belgique. Malgré cela, il mourra une année et demie plus tard. La veille de son départ à Imara, les élèves lui ont souhaité un émouvant «au revoir». Jamais, pendant sa dernière année de vie, il ne put

²⁷⁸ Par le terme «branches de la Famille salésienne» on entend: les Salésiens de Don Bosco, les Filles de Marie Auxiliatrice, les Coopérateurs salésiens, les Volontaires de Don Bosco, les Anciens et Anciennes des écoles salésiennes.

²⁷⁹ A cette époque, il n'était pas facile de faire respecter le caractère «a-politique» de l'école. Je me rappelle personnellement (c'était au début de l'époque de la transition politique), avoir entendu un jour scander toute la population de l'école primaire «U-dépès» (= l'UDPS) en faveur du parti politique de l'opposition. Aussi, j'ai été témoin (le jour après l'élection par la Conférence Nationale souveraine de monsieur Tshisekedi au poste de premier ministre de la transition) d'une explosion de joie jamais vue en différents quartiers de la ville, ainsi que d'une «marche joyeuse» spontanée des enfants de l'école primaire et des jeunes de l'école secondaire, tous confondus, au sein de l'Institut d'Imara. La direction de l'école, prise au dépourvue, a laissé faire jusqu'à ce que tout se calmait et rentrait spontanément dans l'ordre après 15-30 minutes. C'était sans doute l'attitude la plus sage dans des circonstances tellement délicates. Les choses deviendront plus délicates à l'époque du gouverneur Kyungu wa Kumwanza, avec la montée au pouvoir du parti UFERI dans toute la région du Katanga. C'est alors que certains «clivages» dangereux ont commencé à se manifester un peu partout dans la ville de Lubumbashi, et par ricochet aussi (bien qu'en moindre mesure) dans les écoles. A Imara, selon une confidence reçue, il est arrivé que certains élèves Kasaiens se soient sentis parfois vexés par leurs collègues, mais dans l'ensemble tout s'est limité à quelques cas.

²⁸⁰ *Imara*, in «I.S.A. spécial» 1993, p. 20.

oublier «son école et ses élèves» avec qui il cherchait encore de rester en contact par correspondance, ou indirectement, par les visites que quelques confrères venant du Zaïre lui rendaient durant leurs vacances en Belgique.²⁸¹

1993-1994

L'année scolaire – la dernière dirigée par le père Gustave Janssens en tant que préfet d'Imara - commença avec deux mois de retard, le 4 novembre 1993, pour se terminer le 6 août 1994. L'Institut Imara comptait alors 1800 élèves et 36 enseignants (répartis en 33 classes) à l'école primaire; 750 élèves et 36 professeurs à l'école secondaire (répartis en 23 classes), dont 12 professeurs avec une licence et 24 gradués. Dans la direction de l'Institut, un changement important a marqué ce début d'année: monsieur Louis Kabeya²⁸² avait déjà quitté l'Institut Imara à la fin de l'année scolaire pour s'engager auprès d'ALBA,²⁸³ une association laïque sans but lucratif qui travaillait en faveur d'enfants africains. Il fallait pourvoir à son remplacement. Monsieur Kafwimbi, étant déjà rodé comme directeur des premières années du secondaire, devint alors le nouveau directeur des études et directeur de discipline de l'école secondaire dans son ensemble puisqu'on ne parvint pas à désigner tout de suite un successeur pour le poste de directeur-adjoint des élèves des deux premières années de l'école secondaire.

Les activités parascolaires restèrent en grandes lignes les mêmes que les années précédentes. A l'internat, on comptait quarante internes. Comme les parents de plusieurs d'entre eux n'étaient pas en mesure de payer la totalité de la pension, la communauté salésienne intervenait pour payer le reste à titre de bienfaisance. Le père Gustave Janssens, avec ses trente ans d'expérience d'internat, s'efforçait pour que règnent le bon esprit et la discipline. Pour se détendre, chaque semaine, les internes avaient un film le samedi soir et une sortie le dimanche. Quant à la pratique religieuse, le père Janssens se limitait à les inviter à aller à la messe du dimanche sans toutefois les y obliger. Au sein de l'œuvre, il y

²⁸¹ *Imara*, in «I.S.A.», sept. 1993, p. 20.

²⁸² Monsieur Louis Kabeya arrivait au même moment au terme de trois mandats successifs (de trois ans) dans sa qualité de «coordinateur provincial» de l'Association des Coopérateurs salésiens. Il céda la place à un successeur, également professeur à Imara, monsieur Jacques Ilunga. C'est au courant de cette année scolaire que fut installé un «bureau central» pour le travail administratif de l'Association.

²⁸³ ALBA = Associazione Laica Bambini Africani (avec siège central à Milan) qui sponsorisait certaines écoles au Congo, notamment à Lubumbashi et aux environs.

avait en outre le patro,²⁸⁴ le groupe ADS-groupe vocationnel, le club «génies en herbe», le ciné-forum, l'orchestre, le théâtre, la bibliothèque scolaire et le sport (foot, basket, volley, karaté).

Parmi les activités extrascolaires (et pastorales) de la communauté d'Imara à cette époque, il faut citer les multiples services liés à la Chapelle Regina Mundi, avec une messe par jour en semaine, trois messes au week-end et le ministère de la confession²⁸⁵, avec les chorales et le patro du dimanche. A cela s'ajouta, cette année-là, l'accueil des enfants de la rue. En effet, c'est probablement dès décembre 1993 que la communauté d'Imara permit qu'un petit centre d'accueil soit ouvert dans quelques locaux de l'internat. L'idée était venue d'un groupe de femmes chrétiennes, de diverses confessions. Un jour, leurs responsables contactèrent le directeur de la communauté, le père Janssens en disant qu'elles voulaient pratiquer la charité, non pas avec de belles paroles, mais avec des actes concrets de solidarité avec les victimes du désordre socio-politique du moment. Suite à leur décision, deux fois par semaine, le mardi et le samedi dans la matinée, les enfants de la rue pouvaient maintenant venir à Imara pour se laver, recevoir des soins médicaux et surtout manger à leur faim. Une petite leçon de catéchèse et quelques règles de savoir-vivre clôturaient ces matinées bruyantes. Les mamans autofinançaient leur activité et elles étaient épaulées par quelques grands jeunes responsables du maintien de la discipline. Au début, c.-à-d. en 1994, ces enfants - les deux sexes confondus - venaient très nombreux, entre 350 et 400; ils avaient entre trois et quatorze ans, avec une moyenne d'âge de dix ans. Bien entendu, c'était à titre «temporaire» que la communauté avait accordé ce pied à terre, vu l'urgence de la situation. Mais, dès que la Maison Bakanja ouvrit ses portes, le 12 août 1995, elle ne voyait plus la raison d'être de cette activité dans ses propres murs. Elle invita donc les mamans à trouver un logement ailleurs, ou de s'orienter vers une collaboration avec les instituts existants: Bumi, Magone, Bakanja, etc.

Au courant de cette année, on pouvait percevoir une lueur d'espoir d'une sortie de la crise économique et politique. Les conflits géopolitiques diminuèrent en intensité au Katanga. Une nouvelle monnaie, le «nouveau» Zaïre (NZ), allait remplace l'«ancien» Zaïre, mettant fin au fameux billets de 1 million, puis de 5 millions! Certaines entreprises, comme les chemins

²⁸⁴ Le patro, avec ses activités catéchétiques et récréatives, s'adressait surtout aux enfants de l'école primaire. Après la messe, on montrait souvent des diapositives, activité suivie de jeux et sport. Deux fois par mois, on projetait un film-vidéo.

²⁸⁵ J'en ai été témoin que, chaque week-end, un bon de chrétiens venaient se confesser.

de fer gérés par SIZARAIL, connurent une légère reprise avec des retombées bénéfiques sur l'ensemble de l'économie de la région. Cependant, pour l'enseignement national, publique ou conventionné, aucune amélioration n'était en vue. De cette manière, un processus de «privatisation» de fait, forcé par les circonstances et par la «démission» de l'Etat, se mit en marche. Désormais chaque école allait se «débrouiller» pour assurer sa propre survie. Diverses stratégies furent d'abord essayées avant de trouver une formule plus ou moins satisfaisante dans les années suivantes. A Imara, pour suppléer au salaire dérisoire de l'Etat qui arrivait de plus en plus en retard, on ne voyait d'abord pas d'autre solution que de recourir à des «dons» provenant de bienfaiteurs européens.²⁸⁶

S'il est vrai que, dès le 20 juin 1991, le gouvernement avait décidé la rétrocession des écoles aux Eglises, le 24 août 1991, quand le coordinateur national catholique demanda au ministre de l'éducation de bien vouloir préciser les modalités de cette rétrocession, aucune réponse ne fut donnée à sa lettre. A son tour, en septembre 1992, la Conférence Nationale Souveraine décida la rétrocession de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, mais cette décision, disait-on, n'allait devenir effective qu' «après la période de transition». De ce fait, la situation scolaire était devenue chaotique. Pas étonnant dès lors qu'elle échappera au contrôle des organes de l'Etat. L'année scolaire 1992-1993 avait démarré et fonctionné avec plusieurs calendriers. Elle s'était terminée à des dates différentes selon les lieux et les situations, sans que l'Etat eût pu prendre les choses en mains ni payer convenablement les enseignants. D'autre part, les dirigeants de l'Etat se résignaient devant cette situation de fait puisqu'ils étaient incapables d'assumer la charge financière de l'enseignement national dans cette phase de déliquescence de l'appareil de l'Etat et de faillite totale au niveau de ses capacités financières.

En septembre 1993, face à cette situation fort confuse, l'épiscopat du Zaïre adressa un mémorandum au chef de l'Etat, le président Mobutu. Ce mémorandum présentait les doléances concernant la situation salariale des enseignants, mais encore une fois, aucune réponse ne fut donnée. Par conséquent, ne sachant plus à quel saint se vouer, il ne restait plus aux évêques qu'à éveiller la conscience des parents «pour qu'ils prennent en main la responsabilité de l'éducation de leurs enfants» en suscitant «un réel partenariat entre parents et responsables scolaires». Le processus de privatisation «de fait» des écoles «nationales», déjà amorcé, reçut ainsi une certaine légitimation et bénédiction de la part des autorités de l'Eglise.

²⁸⁶ Grâce aux contacts que quelques salésiens missionnaires (expatriés) entretenaient avec eux: c'était une forme de sponsorship.

Ce processus, comme nous le verrons, ira se renforçant dans les années suivantes.

Deux départs ont marqué la fin de l'année scolaire. Le directeur de l'école primaire et le préfet de l'école secondaire passaient le flambeau à d'autres. Le père Gustave Janssens arrivait au terme de son mandat de supérieur religieux de la communauté (mandat de 6 ans) et était nommé à Sakania pour y prendre en main la communauté et l'école secondaire. Pour lui succéder, le choix du provincial tomba sur le père Paul Maliani. Comme son prédécesseur, il fut nommé directeur de la communauté salésienne, en même temps que préfet de l'école secondaire. Le milieu d'Imara n'était pas nouveau pour le père Paul Maliani. Il y avait déjà passé quelques années: d'abord comme étudiant en théologie (1970-1974), puis comme professeur et responsable du cycle long après avoir terminé ses études à Rome (1978-1980). Avec son expérience de coordinateur diocésain des écoles conventionnées dans le diocèse de Sakania-Kipushi, puis de préfet en deux écoles secondaires du même diocèse, à Sakania et à Kafubu, il était bien préparé à prendre la relève. Il devint ainsi le premier confrère salésien africain à gouverner la communauté salésienne ainsi que l'établissement scolaire d'Imara. A l'école primaire, le père Césaire Ilowa, à peine ordonné prêtre, allait succéder au père Nestor Culu. Lui aussi pouvait être considéré comme préparé à cette tâche par le fait d'avoir dirigé pendant quelques années une école du diocèse de Kolwezi avant d'entrer dans la congrégation salésienne.

Quel bilan pouvons-nous faire de la marche de l'école à la fin du mandat du père Gustave Janssens, dernier confrère expatrié à avoir exercé la fonction de préfet à Imara? Malgré toutes les perturbations, le niveau de l'enseignement à Imara, bien qu'en baisse partout dans les écoles, s'était maintenu à un niveau satisfaisant. Les sortants obtenaient en général des très bons résultats à l'examen d'Etat. Dans un regard rétrospectif, le préfet sortant a tracé lui-même un tableau sur l'évolution de l'œuvre scolaire d'Imara depuis son arrivée en 1988: «La qualité de l'enseignement est restée plus ou moins la même, grâce à la stabilité du personnel et des années de moins en moins perturbées par des grèves. L'appui des parents y est aussi prépondérant».²⁸⁷ Mais il observait aussi une montée progressive d'anti-valeurs: «La dégradation des valeurs morales [chez les élèves] devient aussi visible chez nous: plus de vols qu'avant, moins de sérieux au travail, tricherie. La pauvreté, le manque de nourriture, les maladies ont

²⁸⁷ En faisant allusion à l'appui des parents, notons que, d'après les palmarès, le «Comité des parents» payait le salaire d'une employée du bureau et de deux travailleurs pour l'entretien matériel de l'école.

aussi leur influence sur les prestations scolaires!»²⁸⁸ Pour sa part, un ancien élève, en réfléchissant sur son séjour de 13 ans à Imara, résumait sa longue expérience vécue de l'intérieur, de la manière suivante:

«J'ai vécu au Collège en tant que «élève-externe pendant 13 ans. Dans l'ensemble, la plupart d'entre nous venaient des alentours de l'Institut et de la périphérie de la ville de Lubumbashi; très peu en tout cas venaient de Kipushi ou d'autres villes. [...]

L'activité principale était les études, l'instruction, bref la formation intellectuelle qui avait pour but la formation de l'homme disponible dans la société grâce à son instruction, son éducation morale et chrétienne. Mais beaucoup d'élèves favorisaient la formation intellectuelle et semblaient négliger la formation morale et chrétienne sérieuse. Donc, bon nombre d'élèves visaient la promotion sociale que garantissait l'instruction acquise à Imara.

Mais nos éducateurs, les religieux surtout, ne cessaient de parler et de nous instruire sur l'importance du choix de la vie et du sérieux dans les comportements où que l'on soit. Dans les coutumes de l'Institut, les fêtes de l'Eglise, de la Congrégation, et des confrères [les jubilés] étaient toujours bien célébrées. C'était des moments de joie, de reconnaissance, car les relations entre les salésiens, les élèves et les professeurs étaient basées sur la vraie AMITIE. Il y avait peu de difficultés avec les élèves studieux, mais les négligents et les paresseux avaient continuellement des ennuis. Pendant les récréations de 10h00, lors des études - les après-midi ou lors des jeux et des championnats interclasses -, l'assistance salésienne créait une ambiance d'allégresse! Ils étaient là (bien que pas en grand nombre), non pas pour contrôler, mais plutôt pour être avec nous, voir et se réjouir avec nous. Certains malgré leur âge ne cessaient d'être là. Plusieurs d'entre nous, avaient de petites responsabilités: ouvrir les salles de classes, sonner le début et la fin des cours, les balles...

[Je me souviens] de l'ambiance populaire: des célébrations solennelles au début, pendant et à la fin de l'année scolaire; des théâtres, des concours de prières et autres jeux intellectuels... le casse-croûte ne manquait jamais lors des journées spéciales. les anciens élèves organisaient des ciné-forums, ils commandaient des compétitions sportives et passaient (sic) d'autres activités dans l'enceinte de l'Institut.

²⁸⁸ Dans un interview du père Gustave par un ancien élève d'Imara, Réponses au questionnaire ci-joint..., s.d. mais très probablement du mois d'avril 1994, in SFS Documents divers.

Bien que le sérieux dans le travail régnait, la discipline, la ponctualité, la régularité, le respect du bien commun, la confiance aux éducateurs [...] constituaient la vie même à Imara. La joie, les sports et diverses activités précitées favorisaient l'Esprit de famille.

Pour ma part, je crois qu'on aurait dû beaucoup plus insister aussi sur l'importance des vocations religieuses et sacerdotales. Ceci n'a pas été mis en relief et d'ailleurs il y a eu des gars qui se sentaient simplement obligés à suivre certaines activités du genre spirituel et même certains cours à caractère moral. Ceci parce qu'ils étaient élevés dans un institut qui le programmait. Il est vrai qu'on en parlait, mais trop peu d'élèves s'intéressaient. Ce milieu ne peut que favoriser l'éclosion de diverses vocations dans la société et dans l'Eglise».²⁸⁹

Les dernières années, Imara n'avait connu que très peu de changements dans les constructions, les subsides de l'Etat faisant défaut. L'école s'était plus ou moins bien conservée grâce à l'entretien et la débrouillardise des salésiens sur place, mais l'infrastructure devenait quand même de plus en plus vétuste.²⁹⁰ Malgré la pauvreté de ses moyens, le Collège continuait à recevoir, par-ci par-là, l'étiquette d' «école de riches». Il est vrai qu'une partie de sa population scolaire provenait des couches sociales africaines aisées, mais la direction n'a jamais majoré le minerval ou fait un recrutement systématique dans ces couches. Les élèves venaient de toutes les classes sociales à condition que leurs parents paient le minerval demandé. Les parents optaient souvent spontanément pour «le Collège» (l'Institut Imara) pour d'autres raisons: l'ordre et la discipline, la qualité et l'honnêteté des enseignants, la proximité géographique, la sympathie pour le style éducatif et pour la solidité de l'éducation fondée sur d'authentiques valeurs humaines et chrétiennes, etc.²⁹¹

²⁸⁹ Témoignage personnel de Jean-Paul BASHAGALUKE, dans un travail de recherche *Imara au fil des années*, Kansebula, 11 pages, texte dactylographié, dans le cadre du cours d'Histoire de la Province, Kansebula, 1993-1994. Son expérience reflète la situation entre 1979 et 1992. La communauté d'Imara a peut-être donné peu d'attention à une pastorale vocationnelle «explicite» (sinon peut-être dans le groupe Amis de Dominique Savio) car c'était un collège ordinaire. Mais, d'autre part, on ne peut pas oublier qu'Imara, au courant des années, a donné plusieurs vocations à la Congrégation salésienne et au clergé séculier. Une liste des noms de ceux qui sont entrés dans la vie religieuse ou sacerdotale serait à dresser.

²⁹⁰ Par ex. depuis longtemps (au milieu des années '80), le bassin de natation n'était plus utilisable. Il avait été construit en 1940.

²⁹¹ D'après une enquête qui date de 1991, les lieux principaux de provenance de la population scolaire d'Imara étaient: 1° les quartiers de la ville, surtout Bel-Air et Gambela; 2° les familles qui ont un certain niveau intellectuel; 3° les familles très attachés à l'œuvre: qui venaient à Imara de père en fils; 4° les familles où l'on parle le français à la maison (15 % à Lubumbashi); 4° les familles de catholiques pratiquants.

Entre-temps, depuis les années 90, avec la libéralisation de l'enseignement, de nombreuses écoles privées - soi-disant «d'élite» - avaient été créées auxquelles on pouvait beaucoup mieux appliquer l'étiquette d' «écoles riches» (ou «écoles pour riches»), parce qu'on s'y faisait grassement payer pour un travail souvent médiocre au niveau des études et de l'éducation.

Comment Imara s'y est-il pris pour assurer son fonctionnement en tant qu'école? C'est apparemment la communauté salésienne sur place qui, dans la mesure de ses possibilités, a suppléé au manque de revenus venant de l'Etat. Elle puisait dans ses propres moyens provenant de bienfaiteurs de la communauté religieuse. Elle était assistée en cette sponsorship par une contribution fixée par le comité des parents qui prit en charge quelques frais précis de fonctionnement, mais pas encore le salaire du personnel enseignant. Au début, la direction d'Imara semble avoir opposé une résistance à l'introduction de la prime des parents et de leur prise en charge du fonctionnement de l'établissement scolaire, pour plus d'une raison. N'était-ce pas une charge injuste qu'on imposait ainsi aux parents moins aisés? N'était-ce pas un accroc au statut national des écoles «conventionnées» liées par une convention avec l'Etat? Imara était une école publique et non privée. La situation de non-paiement était, en son entendement, provisoire et l'Etat aurait dû s'acquitter au plus vite de ses obligations et donc verser les arriérés. En admettant le paiement direct des enseignements par les parents, la communauté salésienne, responsable de l'œuvre scolaire, n'allait-elle pas perdre tout contrôle disciplinaire et pédagogique sur l'école? C'eut été l'acceptation de facto de la privatisation d'une école publique où tout est négociable entre parents et enseignants dans une relation bilatérale en mettant «hors jeu» la direction qui devait aussi agir au nom des institutions: l'Etat, l'Eglise catholique, la Congrégation salésienne. Enfin, le spectre de la «corruption» où les parents «achèteraient» chez les enseignants la réussite scolaire de leurs enfants, semblait menacer et condamner à l'avance la réussite de cette nouvelle formule. Mais les faits postérieurs ont prouvé que la formule était viable si on réussissait à instaurer une gestion transparente et équitable dans la perception et dans la destination des contributions des parents.

9. L'option pour un enseignement de survivance (1994-1997)

1994-1995

Au début de cette année scolaire, face à la démission de l'Etat, la Coordination nationale des écoles catholiques conventionnées prit résolument l'option pour un «*enseignement de survivance qui sera*

possible là où les parents le peuvent et le veulent»,²⁹² en donnant comme motif:

«D'une façon générale, il y a lieu de conclure que la productivité globale de la nation zaïroise, dans l'état actuel de désorganisation structurelle est tout à fait insuffisante pour payer un système scolaire de 5 millions d'élèves tel qu'il est actuellement conçu, l'Etat manque des moyens nécessaires s'il existe encore, pour faire sa politique».

La démission «de fait» de l'Etat était désormais acceptée par les instances des Eglises, et il fallait se réorganiser en conséquence. Pour sa part, l'Eglise catholique optait pour une «école populaire», non élitiste, non exclusive, mais prise en charge, non par elle-même en tant qu'institution, mais par les parents ou par les communautés chrétiennes.

Quelle a été l'attitude d'Imara? Remarquons d'abord qu'en septembre 1994, on se trouvait devant une communauté salésienne profondément changée dans sa composition. Pour la première fois dans l'histoire de cette oeuvre salésienne, la communauté était une communauté à majorité africaine avec un directeur, fils du pays, le père Paul Maliani. D'autres façons de voir, de faire et de vivre de la nouvelle équipe s'introduisaient avec l'inévitable tension propre à une transition rapide. Ce qui ne veut pas dire que la nouvelle équipe visait un rejet en bloc de l'héritage du passé. C'est en tout cas, ce qu'affirmait, le 17 décembre 1994, le père Jean-Claude Kikonde, alors animateur spirituel d'Imara en même temps que responsable de la pastorale des jeunes au niveau de l'archidiocèse et de la province, dans un article du bulletin ISA:

*«Nous voulons avant toute chose remercier tous les confrères (vivants ou morts) qui nous ont précédé dans cette maison et qui ont abattu un travail salésien énorme. Nous héritons des nombreux fruits de leur travail».*²⁹³

²⁹² Abbé Laurent MAY MUKE, Coordinateur national des écoles conventionnées catholiques, Note d'information sur la gestion des écoles à la rentrée scolaire 1994-1995. A l'intention de Nosseigneurs Evêques, Membres du Comité Permanent, Kinshasa, 27/11.1994, lettre circulaire photocopié, 6 pages.

²⁹³ Jean-Claude KIKONDE, *Imara: fermeture???* Toujours plus jeune, in «I.S.A.» spécial Nouvel An 1995, p. 25. A titre d'exemple, en début d'année scolaire, on avait célébré une messe de requiem avec enthousiasme et piété en mémoire du père Henri Reumers; messe célébrée avec faste par les élèves, les confrères et les ouvriers, tous restés reconnaissants envers lui. Les élèves avaient eux-mêmes organisé un tournoi interscolaire en son nom, appelé TINTIN/MANNEKE (= Tintin: figure qui apparaît dans les bandes dessinées de l'époque coloniale), surnom donné au père Reumers par les élèves à cause de sa chevelure. Le mot «Manneke», en flamand, signifie «jeune homme,

Son souhait était que l'africanisation de la communauté et de la direction d'Imara, la première et plus ancienne œuvre des salésiens au Congo, contribuât à ce que cette oeuvre continue à jouer son rôle pionnier de jadis:

*«IMARA, Toi qui as connu des confrères éminents et d'une forte personnalité,
Toi qui as engendré des milliers d'élèves et d'anciens élèves de marque,
Toi qui es la fierté de l'enseignement primaire et secondaire catholique et salésien au Katanga,
continue encore aujourd'hui et toujours à rayonner de ton éclat habituel et à être le précurseur des changements».*²⁹⁴

Cependant, aux yeux des «héritiers», un grand obstacle se dressait contre cette volonté de continuité dans le travail salésien à Imara. Le grand problème débattu alors entre confrères à table et dans les réunions était de savoir «comment» assurer la continuité (pour ne pas dire la «survie») de l'œuvre scolaire d'Imara; problème lancinant que se posaient surtout les deux nouveaux directeurs d'école confrontés quotidiennement aux exigences des professeurs et des enseignants en matière salariale. Aussi, comment faire face aux nombreux frais d'équipement et de fonctionnement, pour ne pas encore parler de la réfection des bâtiments? Ce problème n'était pas nouveau bien sûr; il était «à l'ordre du jour» depuis longtemps, mais il se posait maintenant avec plus d'acuité qu'avant.²⁹⁵

L'introduction de la «contribution» mensuelle et ponctuelle des parents dans le paiement des salaires des enseignants à Imara n'est pas allée sans peine. Elle a donné lieu à une vive tension, qui a fini par être aplanie avec le temps, entre le préfet de l'école secondaire, le père Paul Maliani, et le président du comité des parents qui continuait à se référer à la pratique du préfet précédent. En bref, ce Comité prétendait que, comme l'école était

petit bonhomme», nom que le père Reumers aimait utiliser quand il s'adressait aux jeunes, en guise de sympathie.

²⁹⁴ *Imara*, in «I.S.A.» spécial Pâques, p. 13.

²⁹⁵ Un signe de l'urgence du problème fut la constitution d'une «commission scolaire» au sein de notre Province d'Afrique Centrale: «*Commission pour les écoles*», en début de l'année scolaire 1994-1995, avec comme membres: les PP. Paul Maliani, André Ongenaert, Nestor Culu, Antonio Perego, Césaire Ilowa, Corneille Mbaga, Marcel Somers et le Fr. Pierre Nkonde (cfr. «I.S.A.» Spécial Rentrée, nov. 1994, p. 38). L'organisme de concertation entre congrégations masculines, ASUMA (= Assemblée des Supérieurs Majeurs) créera elle aussi dans cette période une commission ad hoc.

gérée par «les pères», c.-à-d. une congrégation religieuse, il fallait que la Congrégation salésienne pense elle-même à résoudre le problème salarial des professeurs. Autrement dit, il refusait la prise en charge «directe» des salaires des enseignants et le paiement des frais de fonctionnement. Il a fallu du temps pour faire comprendre qu'il n'y avait plus d'autre solution, du fait que la province salésienne d'Afrique Centrale, et la communauté d'Imara en particulier, n'avaient plus les moyens financiers qu'elles avaient autrefois. D'ailleurs, à «la belle époque», ces moyens provenaient principalement de l'Etat belge d'abord, puis de l'Etat congolais. Quelle solution donner? Quelqu'un n'excluait pas la solution extrême: quitter l'œuvre, du moins abandonner les secteurs non viables, si une solution n'était pas trouvée au niveau provincial:

«Qui sait, peut-être que la force des choses fera restructurer l'œuvre IMARA et tant d'autres œuvres [...]. Nous sommes tous confrontés au problème des moyens (peu de moyens). Ce problème sera résolu peut-être quand au niveau provincial, tous les confrères pourront avoir les mêmes chances d'avoir accès aux mêmes moyens.

*De toutes façons, en cas de blocage irréversible dans le travail, une seule solution: la fermeture des oeuvres et des secteurs non viables, faute de moyens entre autres. L'impossible est paraît-il réservé au seul Dieu».*²⁹⁶

Dans la même ambiance de changement, s'insérait l'effort fait sur place pour réfléchir plus à fond sur un «projet éducatif et pastoral» qui devait orienter l'œuvre et ses différents secteurs dans l'avenir. A cet effet, un questionnaire fort détaillé fut rédigé par le père Jean-Claude Kikonde avec l'aide du père Marcel Verhulst. Il fut soumis à l'attention des professeurs et des enseignants dans diverses réunions: les unes présidées par le père Jean-Claude Kikonde (pour les professeurs de l'école secondaire), les autres par le père Césaire Ilowa (pour les enseignants de l'école primaire).²⁹⁷ Dans les réponses données,²⁹⁸ nous appréhendons comment les changements en cours étaient perçus par le personnel enseignant.

²⁹⁶ *Imara: fermeture???*, in «I.S.A.» spécial Nouvel An 1995, p. 25.

²⁹⁷ *SFS Questionnaire en vue du Projet Educatif-Pastoral d'Imara - 1 janvier 1995*, texte photocopié, 5 pages. Le questionnaire avait trois parties: A. Analyse de la situation - B. Evaluation de la situation - C. Propositions et suggestions pour une meilleure action éducative.

²⁹⁸ *SFS Les réponses des enseignants au questionnaire pour le PEP (janvier-mars 1995)*, texte photocopié, 14 pages. De ce rapport de synthèse, rédigée par le P. Marcel Verhulst, des copies furent distribuées aux confrères pour qu'ils puissent prendre connaissance des réponses données par le personnel laïc de l'école.

Par exemple, à la question: «Que désirez-vous mettre en relief concernant l'état actuel de l'œuvre dans le contexte de transition que nous connaissons depuis 1990?», les enseignants de l'école primaire répondaient: «l'introduction de la contribution des parents dans le fonctionnement des écoles dans ce moment difficile», et «le manque d'encadrement social des enseignants par l'école ou par la maison salésienne». Les professeurs de l'école secondaire, quant à eux, soulignaient: «la participation financière exigée des parents pour payer les enseignants» et «le retrait de la communauté salésienne» au moment où les parents se substituaient à l'Etat. Ils ajoutaient en outre quelques autres faits: le départ de quelques professeurs katangais vers les sociétés qui payaient mieux que l'Etat, «le clivage entre Katangais et Kasaiens» et le départ de certains professeurs kasaiens vers le Kasai, ainsi que «l'arrivée des enseignants non catholiques». Ils citaient aussi «l'africanisation de la direction de la communauté d'Imara»; selon eux un fait nouveau dans l'histoire du Collège, car «la direction» était maintenant confiée «aux Katangais»²⁹⁹ tant au niveau de l'école primaire que secondaire.³⁰⁰

Dès le début de l'année, quelques restructurations furent immédiatement mises en exécution. Comme la tâche confiée à monsieur Valentin Kafwimbi était trop lourde - il avait presque toute la «gestion courante» de l'école secondaire en main - la direction reprit l'idée de créer de nouveau un poste de directeur-adjoint pour les élèves du C.O., comme cela avait été le cas auparavant. C'était jugé bénéfique pour assurer la discipline dans le grand groupe des élèves du C.O. et pour les suivre de plus près. C'est ainsi que monsieur Jacques Ilunga Kabange fut affecté à ce poste.³⁰¹

²⁹⁹ L'honnêteté historique commande de citer les textes tels qu'ils sont rédigés. Mais il faut ajouter qu'on ne peut pas en conclure qu'il y aurait eu une volonté préméditée de la part des autorités salésiennes provinciales d'installer les deux confrères «parce que Katangais». Dans une Congrégation religieuse, cet aspect ne peut assumer qu'une importance secondaire. Cette manière de s'exprimer révèle surtout une forte sensibilité dans une partie des enseignants d'Imara à un moment où l'on exaltait le fédéralisme fondé sur une certaine «idéologie katangaise» fortement en vogue sous l'impact du Parti UFERI alors au pouvoir dans la province du Katanga. De même, il n'est pas exact d'affirmer que ce fut le motif principal pour lequel le Fr. Nestor Kolela et Mr Kabeya, tous deux Kasaiens, ont quitté Imara. Il est vrai qu'on a parfois reproché à la direction d'Imara d'antan d'avoir privilégié (numériquement) le recrutement parmi les enseignants et professeurs kasaiens. Il n'existe cependant pas d'indice que cela ait été fait de manière volontaire ou programmée.

³⁰⁰ SFS Les réponses des enseignants au questionnaire..., p. 1-2.

³⁰¹ Par voie électorale, monsieur Jacques Ilunga fut proposé par les enseignants comme candidat au poste de directeur du C.O., poste resté vacant depuis le départ du père Paul De Meulenaere. Il fut aussitôt nommé par le père Paul Maliani, préfet de l'école

L'internat scolaire fut pratiquement fermé à partir de cette année-là, malgré l'insistance du père provincial qui aurait préféré qu'Imara continue à garder un petit internat. A la fin de l'année scolaire précédente, on avait constaté pas mal de difficultés mettant en question la viabilité de ce secteur. Difficultés disciplinaires d'abord: les jeunes venant de familles riches de la ville ne se soumettaient pas volontiers à une discipline de groupe. Leurs parents ne cherchaient souvent qu'une chambre à louer pour que leur fils y étudie avec régularité et réussisse mieux aux examens. Une autre difficulté c'était celle de trouver des salésiens, stagiaires ou jeunes prêtres, suffisamment libres pour s'occuper de l'assistance et de la surveillance. Mais la plus grande difficulté était d'ordre économique: il était pratiquement impossible de s'en sortir à cause de l'instabilité de la monnaie, de la hausse continue des prix des denrées alimentaires et des retards dans les paiements des parents.

Dans le secteur des activités parascolaires, il y avait une reprise au «patronage».³⁰² Un «Cercle Culturel Imara» (CCI), groupe composé d'élèves de différentes classes de l'école secondaire d'Imara, organisait des matches interclasses.³⁰³ Puis, une nouvelle oeuvre était en train de s'implanter depuis le début de l'année scolaire: la «Radio Zénith». Au mois de janvier 1995, le projet d'une radio privée était aussi à l'ordre du jour du conseil provincial des salésiens. Le provincial et les membres de son conseil avaient réfléchi sur un projet de radio privée «à réaliser avec d'autres congrégations religieuses réunies en association».³⁰⁴ Mais ce projet inter-congrégationnel restera sans suite. Entre temps, dès décembre 1994, le Père Emile Nyembo lançait déjà, de sa propre initiative, les premières émissions expérimentales de la Radio-Zénith, provisoirement dans des locaux de l'Institut Imara.³⁰⁵ Les journaux de la place en

secondaire. Monsieur Ilunga allait ainsi épauler monsieur Kafwimbi dans la direction et gestion quotidienne de l'école comme assistant du directeur des études, en quelque sorte deuxième directeur-adjoint, responsable pour les élèves du C.O.

³⁰² Grâce à l'engagement de quelques salésiens étudiants au Théologikum, d'un stagiaire et de deux postulants d'Imara.

³⁰³ M. VALENTE, *Chers confrères...*, in «I.S.A.» spécial Rentrée 15/09/1995, p. 4.

³⁰⁴ C'est du moins ce qui est dit dans le rapport des réunions du conseil provincial, publié en I.S.A.: «Depuis Janvier 1995 le provincial et son Conseil ont réfléchi sur: [...] 4) Un projet de radio privée, à réaliser avec d'autres congrégations religieuses réunies en association» («I.S.A.» Spécial Pâques 1995, p. 11).

³⁰⁵ Emile NYEMBO, *Radio Zenith FM 102.00 Mhz*, in «L'Eveil du Katanga. Bulletin d'analyses et d'informations», n° 008/009, déc.-janv. 1995, p. 25. Quant à la T.V. Nationale, elle avait longtemps utilisé quelques locaux à l'école primaire là où la TV-Collège avait été installée à sa fondation par le père Dethier, dans les années avant sa nationalisation. A un certain moment (en 1988?), suite aux nombreux dérangements d'entrées et de sorties tard le soir et la nuit, le frère Kolela avait pu obtenir que le

parlaient dès le début de l'année 1995. *L'Eveil du Katanga* était heureux de saluer l'arrivée, sur la scène médiatique de la Province du Katanga, d'une deuxième chaîne qui viendrait enrichir le secteur des media dans la région. Ce journal se déclarait satisfait des objectifs de la Radio et voyait une continuité entre ses objectifs et ceux qui, autrefois, avaient été poursuivis par la Radio-Collège.

*«Probablement rattachée directement à la Congrégation des salésiens, Radio Zenith se veut chrétienne et apolitique. C'est une gageure. Les animateurs de l'Eveil se rappellent encore l'existence de Radio Collège, qui a d'ailleurs été le foyer des premières émissions de télévision au Katanga et même au Zaïre. Au milieu des années 1960, le totalitarisme ambiant a éliminé la Radio et la télévision du Collège St. François de Sales. Radio Zénith apparaît à une époque de libéralisme idéologique propice à la réalisation de ses objectifs, dans le cadre d'une démocratie pluraliste».*³⁰⁶

A l'aube de sa fondation, le père Emile en expliqua le projet, les objectifs et les moyens de réalisation, comme suit:

«Le projet pour commencer une radio libre à Lubumbashi s'inscrit dans le cadre du développement de la population en l'occurrence celle du Katanga.

«Ce projet vise la formation intégrale de l'homme du Katanga dans une perspective chrétienne. Elle se veut apolitique et ne voudrait pas verser dans des débats politiques. [...]

«Le premier objectif poursuivi par cette radio est d'ordre social. Nous entendons par là conscientiser les personnes pour qu'elles se prennent en charge au lieu d'attendre les solutions d'ailleurs.

personnel de cette Station ait une entrée indépendante de l'école primaire. C'est alors qu'on a construit une porte d'entrée du côté de l'Avenue Lufira. Au courant de l'année 1994-1995, ce local fut évacué sous la pression des salésiens d'Imara, et récupéré ensuite pour en faire deux classes en plus dont l'école primaire avait tellement besoin avec l'augmentation de la population scolaire.

³⁰⁶ Article rédigé par la rédaction de «L'Eveil du Katanga», *Radio Zenith*. Eviter les principaux défauts de la «mediacratie», *ibidem*. Un autre article, paru dans le journal *La Flèche*, fin janvier, disait que le taux d'écoute ne cessait d'augmenter, et cela à la grande satisfaction du public qui souhaitait «entendre un autre son de cloche». «Initiée certainement par la congrégation salésienne de la province de l'Afrique Centrale, Radio Zénith fonctionnait dans l'enceinte du collège Imara». Ses objectifs étaient surtout la formation et les loisirs, dans une visée chrétienne (MUTOMB YOMB, *Radio-Zénith: augmentation de l'indice d'écoute*, in «La Flèche» n° 15, du 30/1/95 au 5/2/95, cité par «I.S.A.» spécial Pâques 1995, p. 22.

Le véritable développement d'une population passe avant tout par l'amélioration de son cadre matériel de vie. Aussi le sanitaire est-il très important pour l'environnement dans lequel vit cette population. [...] Pour ce faire, nous pensons faire appel à tous les spécialistes en la matière (pédiatres, médecins, assistants sociaux...).

Parmi les pires formes de pauvreté, il y a l'ignorance de l'écriture et de la lecture. Aussi pensons-nous, par des programmes radio oeuvrer dans le domaine de l'alphabétisation. De même ici, nous entendons faire appel à des techniciens en la matière. Ce point est le deuxième objectif que nous poursuivons.

La jeunesse, c'est la société de demain. Si cette jeunesse est mal formée, notre société grincera les dents, et nos enfants nous le reprocheront. C'est la raison pour laquelle nous entendons contribuer un tant soit peu à la formation de cette jeunesse par des programmes ponctuels d'ordre culturel. Ceci constitue notre troisième objectif.

La radio peut être un instrument de loisir sain si elle est utilisée à bon escient. Nous envisageons mettre sur pied des programmes-concours entre écoles (dans le genre «Questions pour un Champion»). Cette émulation peut créer un esprit d'appartenance au sein des différentes écoles. C'est notre quatrième objectif.

En fin de compte, [...] la radio est chrétienne et elle entend défendre sa couleur. Ainsi donc, tout programme comportera en filigrane cet aspect. Car c'est la formation de l'homme intégral dans une visée chrétienne que nous entendons faire sans toutefois verser dans la propagande ni dans le moralisme».³⁰⁷

Quelques mois plus tard, du 17 au 21 avril 1995, une des questions fort débattues au chapitre provincial des salésiens fut de définir la relation de cette radio avec la province salésienne d'Afrique Centrale, et indirectement avec la congrégation salésienne. Après un débat animé, il fut décidé que l'activité de la Radio Zénith serait «totalement prise en charge» par la province d'Afrique Centrale, «à condition qu'aucun empêchement sérieux, d'ordre juridique ou de discipline religieuse» ne s'y opposât. Le chapitre demandait de constituer «une ASBL à part» pour la responsabilité civile de cette Radio; mais du point de vue religieux et salésien, des liens durables et transparents devaient être créés entre le conseil provincial et le comité directeur de ladite radio par l'entremise d'une «commission particulière» qui aurait servi de «courroie de transmission» entre les deux directions. On stipulait aussi que toutes les décisions ultérieures concernant le développement de cette radio devaient

³⁰⁷ E. NYEMBO, *Radio Zenith FM 102.00 Mhz*, in «Eveil du Katanga», 008/009, 1995, p. 25.

être soumises à une approbation préalable du conseil provincial qui assumerait dorénavant «l'ultime» et «principale» responsabilité dans la gestion de cette radio. Pour ce qui concernait le lieu d'implantation, le souhait fut exprimé qu'elle soit installée «en dehors de nos maisons». Comme cette dernière question était restée en suspens, on comprend que rien n'ait été précisé, à ce moment-là, concernant les relations que cette radio aurait dû entretenir avec l'œuvre salésienne d'Imara et la communauté salésienne sur place.³⁰⁸

Un bilan des activités éducatives et pastorales à Imara ressort d'une visite canonique extraordinaire qui eut lieu au courant de l'année 1995 dans toutes les maisons salésiennes de la province d'Afrique Centrale, par le père Luciano Odorico, conseiller général des missions salésiennes et visiteur délégué par le supérieur général. Celui-ci laissa quelques mots très encourageants:

«La mission de cette communauté comprend l'école primaire et secondaire (2900 élèves), le patronage, les activités parascolaires, la chapelle publique, différents engagements dans l'enseignement dans les maisons de formation salésienne (Theologicum, Post-noviciat, Propédeutique, etc.), et d'autres services d'aumônerie et de travail pastoral (e. a. la coordination de la pastorale des jeunes). Malgré les difficultés économiques et sociales du pays, l'école est très bien encadrée soit dans les études (par les professeurs et le comité des parents), soit dans la formation chrétienne. La réponse [des jeunes] est bonne bien qu'on remarque une certaine diminution dans la fréquence aux sacrements de la part des grands. L'enseignement religieux est donné selon le programme de la coordination de la Conférence Episcopale. L'école a aussi organisé la catéchèse de préparation aux sacrements du baptême, de l'eucharistie et de la confirmation. Le mot du matin est donné régulièrement avec la participation des SDB et de quelques professeurs.³⁰⁹ Je recommande

³⁰⁸ ASL Actes du Chapitre provincial 1995, Salésiens de Don Bosco d'Afrique Centrale, Lubumbashi 8 mai 1995, p. 28 (Proposition 11).

³⁰⁹ D'après mes propres souvenirs, l'usage d'inviter certains de nos collaborateurs laïcs à donner «le mot du matin» a commencé dans la dernière année du mandat du père Gustave Janssens, surtout après le départ du père Reumers et de monsieur Kabeya. Vu le nombre réduit de SDB (3) à l'école secondaire, il fallait chercher d'autres personnes capables de le faire, pour créer une certaine variété. Le directeur m'en avait parlé un jour en m'invitant à assumer un «tour de rôle». C'est alors que j'ai proposé d'inviter en premier lieu les «Coopérateurs salésiens» parmi les collaborateurs salésiens actifs à l'école secondaire. Avant, seul le directeur des études et de la discipline (en dehors des SDB) avait été invité à adresser la parole aux élèves à ce moment-clé de l'éducation salésienne.

l'assistance-présence parmi les élèves, et l'engagement progressif des professeurs dans la pratique du Système Préventif de Don Bosco [...]. Le travail du patronage et les activités respectives se déroulent spécialement le dimanche; les portes d'IMARA sont ouvertes à la jeunesse [...]. Dans le patronage il faut prévoir que les activités sportives soient accompagnées par des moments de formation. La coordination de la Pastorale diocésaine des jeunes est confiée à un confrère qui travaille en équipe avec des Sœurs salésiennes et des membres d'autres congrégations. Nous devons être ouverts à la collaboration avec l'Eglise locale [...]. L'œuvre soigne les différentes branches de la Famille salésienne: les Coopérateurs, au niveau provincial et local [...], les Anciens de Don Bosco au niveau provincial et local, et l'assistance spirituelle aux sœurs salésiennes [...].»³¹⁰

1995-1996

Comment apparaît Imara en cette nouvelle année scolaire? Vers Pâques 1996, le père Jean-Claude Kikonde, présenta un bref aperçu des activités en cours:

«Comme vous le savez, Imara héberge la radio Zénith, [...] radio salésienne mise au service de toute la ville de L'shi et de ses environs et au service de l'Eglise locale. [...] radio de l'Eglise catholique dans notre province ecclésiastique. Nous attendons impatiemment l'avènement de la télévision.³¹¹ Alors seulement, l'entreprise des mass-media (ou des moyens de la communication), telle que initiée, pourra être au complet et être encore plus efficace. Nous venons d'ouvrir un «centre d'accueil» pour recollections, retraites, sessions...dans les anciens bâtiments de l'internat. Vous pouvez donc venir ou faire venir vos jeunes, vos groupes et

³¹⁰ L. ODORICO, Rapport de la Visite canonique extraordinaire, du 6 au 9 avril 1995, dans SFS *Cahier des Visites canoniques*, 9/4/1995.

³¹¹ Quant à la T.V.-Zenith, elle commença à fonctionner au cours de cette année, d'abord à titre expérimental, puis de manière régulière. A cet effet, l'antenne qui à l'époque avait été installée tout près des anciens studios à l'école primaire et qui était maintenant désaffectée depuis le déménagement du studio de la T.V., au bâtiment de la Station régionale fut transférée tout près du bâtiment des studios de la T.V.-Zénith dont les studios se trouvaient à l'étage d'un des deux bâtiments de l'école secondaire. C'était la Gécamines qui, autrefois, avait installé bénévolement cette antenne au service d'une T.V. privée (celle du T.V.-Collège) pour contribuer ainsi à la formation et aux loisirs des cadres et des ouvriers de la Gécamines qui s'était engagée une nouvelle fois pour effectuer les travaux du transfert de cette antenne vers les studios de la nouvelle T.V. privée Zénith.

mouvements. Il suffira tout simplement de vous faire enregistrer à temps, chez le Père Econome.

*Avec ce nouveau-né, l'œuvre salésienne d'Imara se présente donc avec les secteurs suivants: Ecole primaire, Ecole secondaire, Chapelle, Informatique, Radio, Centre d'accueil [...], Propédeutique salésienne,³¹² Activités parascolaires (sport, patronage, conférence/débats...).*³¹³

Quant à l'œuvre scolaire, la situation globale des écoles dans le pays était plus que préoccupante. Une réunion des supérieurs religieux des différentes congrégations masculines et féminines oeuvrant dans le domaine scolaire au Katanga, tirait la sonnette d'alarme en présentant un tableau assez sombre de la situation dans les établissements catholiques conventionnés:

«...Le fonctionnement des écoles: Pas mal d'écoles fonctionnent, tant bien que mal, mais on ne sait pas pour combien de temps on tiendra encore le coup. D'autres écoles ne fonctionnent qu'en apparence. Partout il y a un manque de matériel didactique, de bancs, de livres, de cahiers, etc.

On constate le découragement parmi les enseignants qui veulent un enseignement sérieux car le niveau des études va toujours baissant, tant chez les enseignants que chez les élèves.

³¹² Il faut noter que la «propédeutique» dont il est question ici, était venue de la Kafubu. Au cours de l'année 1995-1996, elle est allée s'installer dans une partie de l'ancien internat du Collège. Les motifs donnés étaient que la Kafubu était trop isolée de la ville pour y venir donner des cours – un problème de transport se posait pour les professeurs venant de la ville; c'était aussi une manière de revaloriser le bâtiment de l'internat du Collège. Bien qu'il n'y a jamais eu de fermeture officielle de cet internat par une décision du conseil provincial, à partir de l'année 1994-1995, Imara n'acceptait plus d'internes et le bâtiment n'avait donc plus de but précis à part le fait qu'il servait d'hôtellerie pour des gens de passage. On croyait aussi pouvoir trouver plus facilement des professeurs qualifiés en ville pour donner cours aux propédeutes. Une nouvelle cuisine fut installée pour eux à côté de leur réfectoire. Mais après une année d'expérience, on trouvait qu'Imara ne donnait pas entière satisfaction pour la formation de ces propédeutes: peu de possibilité pour un travail manuel intéressant et varié, peu de possibilités d'apostolat salésien (assistance des jeunes), étant donné qu'Imara était un externat et qu'à midi les jeunes rentraient chez eux. On préférait maintenant la Cité des Jeunes, où - à côté des avantages de la ville - les aspirants-propédeutes auraient pu s'insérer plus facilement dans l'assistance des nombreux jeunes qui étaient là dans les après-midi et les week-ends. Une aile de l'internat des internes-externes d'antan était d'ailleurs inoccupée là aussi. Un nouveau service, lié à cela, fut l'instauration d'une messe tôt le matin (à 6h00/6h15) qui a continué même après le départ des propédeutes: à la demande des nombreux fidèles et des communautés religieuses féminines qui désiraient une messe le matin.

³¹³ Imara, in «I.S.A.» spécial Pâques, p. 38.

On sent de plus en plus la lassitude des parents à devoir continuellement fournir des efforts qui les dépassent pour assurer leur contribution mensuelle.

Le problème des enseignants: D'une part, on comprend l'impatience devant leur maigre salaire, en mesure de décourager même les meilleurs enseignants.

D'autre part, ils montrent parfois peu de compréhension devant la situation qui est aussi difficile pour les parents (certains sont eux-mêmes sans paiement depuis de longs mois). Certains enseignants (en ville surtout) prennent des attitudes revendicatives.

Les préfets et directeurs des écoles se trouvent entre le marteau et l'enclume: c.-à-d. tenaillés entre les exigences salariales des enseignants et les réticences des parents pour payer l'enseignement de leurs enfants. Ces préfets et directeurs ont toute la peine du monde pour obtenir le versement des sommes exigées.

Le problème de la marginalisation d'une masse de jeunes: Les élèves sont de plus en plus choisis parmi les enfants dont les parents peuvent payer. Les autres sont souvent chassés pour non-paiement; s'ils restent, ils se fatiguent vite, et, vu la malnutrition, ils tombent facilement malades.

Un complexe d'infériorité se manifeste chez les enfants dont les parents ne peuvent plus payer. Ces enfants sont condamnés à l'ignorance, et donc au déclassement social.

Le problème de l'appartenance des écoles conventionnées à l'Eglise catholique: La catéchèse devient difficile à cause des élèves et même des enseignants appartenant à d'autres confessions, sectes ou religions,³¹⁴ qui envahissent nos écoles. Dans les cités, les écoles catholiques ne sont catholiques que de nom! A ce propos, il faut regretter que les préfets des écoles conventionnées catholiques, ne trouvant pas toujours du personnel enseignant, qualifié catholique, soient contraints à recruter du personnel d'autres Eglises ou même des non-pratiquants [...]».³¹⁵

³¹⁴ Selon une enquête effectuée pendant l'année scolaire 1994-1995, à l'école secondaire d'Imara, on comptait (sur un total de 812 réponses, bien que le nombre total des élèves ait été plus élevé): 608 élèves catholiques (75 %); 204 élèves non-catholiques (25 %). Dans une enquête de 1990-1991, ce pourcentage était pratiquement le même: 75, 6 % élèves de famille catholique. En 1990, pour toute la ville de Lubumbashi, on comptait 50,3 % catholiques parmi les jeunes; 49,2 protestants (méthodistes, pentecôtistes, kimbanguistes, néo-apostoliques, et membres d'autres sectes); enfin 0,5 % de musulmans (Cfr. Frank GINNEBERGE, *La réalité des jeunes zairois, défi lancé aux éducateurs chrétiens...*, Lubumbashi 1992, p. 35).

³¹⁵ ASL, *La gestion et le fonctionnement actuel des écoles catholiques*, Rapport de synthèse de l'assemblée ASUMA-USUMA-KATANGA, Lubumbashi, 2-3 mars 1995, texte polycopié, 5 pages.

A Imara, il ne paraît pas que les choses aient été perçues comme étant si problématiques ou dramatiques. Au cours de cette année, on parvint à «convaincre» les parents de la nécessité d'un système de contributions mensuelles régulières: un montant de trois dollars pour l'école primaire; de sept dollars pour l'école secondaire. Ce montant était modique par rapport à certaines écoles privées (ou conventionnées) qui osaient demander jusqu'à 25 dollars ; où il n'y avait ni plus de services, ni une meilleure qualité d'enseignement, ni plus de souci pédagogique que dans nos écoles salésiennes.³¹⁶ La direction avait fait le choix de résister à la tendance de devenir une «école de riches» en s'efforçant de rester une école accessible aux classes sociales moins aisées.

Les deux directions, de l'école primaire et secondaire, s'employèrent à appliquer correctement le système de paiement des frais scolaires. Mais les enseignants, pourtant beaucoup mieux payés qu'avant, n'étaient pas encore satisfaits. Un groupe d'entre eux, dans le but d'obtenir une augmentation ultérieure de la contribution, lança une grève au moment où les examens des élèves devaient commencer. Sans doute avaient-ils choisi ce moment pour forcer les parents à céder. Ils se heurtèrent à la résistance farouche du préfet de l'école qui prit des mesures. On chercha à remédier à la situation de conflit par des négociations au niveau du représentant légal des écoles salésiennes, le père provincial Mario Valente, pour aboutir à un compromis et une pacification. Vu la dévaluation redevenue galopante (du «nouveau» Z.) et la perte de la valeur d'achat de la monnaie locale, la direction d'Imara décida de payer désormais les enseignants en dollars américains.³¹⁷

Le fonctionnement de l'école a été considérablement soutenu par un subside de 576.000 FB versé par l'Etat belge, une aide ponctuelle et forfaitaire donnée à un certain nombre d'écoles du Zaïre, par le truchement de la «Coopération missionnaire au développement» (COMIDE en sigle). Cet argent devait servir à couvrir quelques frais de fonctionnement sans se substituer aux contributions des parents. On pouvait aussi faire exécuter

³¹⁶ Le fait de demander relativement peu d'argent pour beaucoup de services et d'encadrement de l'enfant, était probablement la raison pour laquelle les demandes d'inscriptions à Imara étaient toujours trop abondantes par rapport aux places disponibles et que certains parents voulaient «forcer» les portes des bureaux de la direction. Certains avaient l'art d'écrire (ou de faire écrire par d'autres) des «lettres de recommandation» pour faire pression sur la direction afin d'admettre leurs enfants!

³¹⁷ A l'école secondaire le système était plus ou moins celui-ci: les deux directeurs-adjoints (des collaborateurs laïcs) percevaient l'argent (parfois en dollars, mais le plus souvent en monnaie locale) des parents ou des élèves. Ils le déposaient chaque jour chez le préfet de l'école qui allait aussitôt le changer en dollars, au taux du jour, pour ne pas en perdre la valeur.

quelques travaux de réparation et d'entretien de l'école (peinture, lampes, etc.). Une partie encore a été destinée à des bourses pour des élèves nécessiteux et à l'aide sociale aux professeurs.³¹⁸ Une évaluation en a été faite par le père Guido Bataillie, ancien directeur du Collège, dépêché au Congo (Zaire) par Comide.

Quant à la marche pédagogique de l'école, dans une évaluation de l'année scolaire 1995-96, on considérait comme positif le fait que les parents étaient maintenant davantage impliqués dans le suivi de l'éducation des élèves au moyen de notes ou de communications, par des remarques dans les journaux de classe, ou encore des convocations si besoin en était. Le corps professoral était lui aussi impliqué dans l'éducation des élèves au moyen des mots du matin, l'organisation des grandes fêtes, les activités parascolaires et l'assistance pendant la récréation. De même, les élèves étaient rendus co-responsables de la discipline et de la propreté des classes. La réussite scolaire des élèves était stimulée par des interrogations régulières et nombreuses, par une proclamation périodique, l'organisation de l'étude dans l'après-midi pour les plus faibles, et le don de primes aux plus studieux. Même si cela n'était pas nouveau, un plus grand effort était entrepris pour sauvegarder le caractère chrétien et catholique de l'école par les mots du matin, les fêtes religieuses, la vie parascolaire (sport, mouvements, musique, activités culturelles), par des récollections, des célébrations pénitentielles, et des messes en semaine durant les temps forts de l'année liturgique, le carême surtout.³¹⁹

D'après le même rapport d'évaluation, quelques points négatifs étaient aussi à signaler, d'abord chez les élèves: un manque de dynamisme dans les activités parascolaires, en grande partie dû au fait que beaucoup d'entre eux venaient de loin ; un très grand écart de niveau intellectuel entre les élèves dans une même classe. Chez les professeurs: une mauvaise compréhension de l'option prise au sujet de la co-responsabilité directionnelle, même un «esprit faux» chez certains professeurs et une attitude irresponsable chez l'un ou l'autre titulaire de classe. On déplorait en particulier la référence continuelle à une gestion paternaliste d'autrefois, pourtant irrémédiablement révolue, qui continuait à passer, aux yeux de certains, pour moyen infaillible de tout obtenir des professeurs et des élèves. Le corps professoral manifestait de plus en plus

³¹⁸ Selon le rapport du père Paul Maliani: 336.000 FB (bourses/élèves), 72.000 FB (aide sociale aux professeurs), 168.000 FB (fonctionnement).

³¹⁹ Cf. *Quelques éléments de réflexion sur le PEP. Ecole-IMARA*, s.l., s.d. (anonyme), texte polycopié, 1 page (recto).

un relativisme religieux, c.-à-d. une hétérogénéité au point de vue religieux, moral, éducationnel. Certaines sectes menaient une campagne anti-catholique au sein de l'école, et le nombre d'élèves venant de familles divisées du point de vue confessionnel étaient en constante augmentation ; bon nombre venait aussi de familles qui n'étaient plus catholiques que de nom. Comme solution, le rapport suggérait un recrutement des élèves sur base d'un niveau plus homogène sur le plan intellectuel et de l'âge, ainsi que sur le plan confessionnel. Le maintien de l'esprit de l'école nécessitait un soin plus particulier du parascolaire, de la promotion de la co-responsabilité des parents et des professeurs dans l'éducation des élèves, de l'éloignement «sans trop attendre» des professeurs et des élèves qui allaient à l'encontre du système éducatif catholique et salésien.³²⁰ Dans ce contexte, on comprend que la réflexion sur un projet éducatif et pastoral (PEP en sigle) propre à Imara était remise à l'ordre du jour dans une assemblée communautaire au début de l'année scolaire, en septembre 1995.³²¹

Lors de sa visite canonique annuelle du 16 au 18 novembre 1995, le provincial – le père Mario Valente - présenta quelques «souhaits ou suggestions» qu'il aurait aimé voir pris en considération dans le PEP local d'Imara qui était resté en chantier.³²² D'abord l'unité de vie et de travail dans la communauté par le partage des activités et des expériences de travail. Il insista particulièrement sur une assistance-présence des confrères au milieu des jeunes «à côté des collaborateurs laïcs» et sur un souci plus poussé pour l'évangélisation des jeunes dans le contexte d'un plus grand pluralisme de confessions religieuses parmi les élèves. Il voulut aussi que soit sauvegardé le caractère catholique de l'école:

³²⁰ *Ibidem.*

³²¹ Cf. Rapport de la réunion communautaire, 15/9/1995. Les salésiens actifs au Zaïre étaient maintenant d'avis qu'il fallait suivre un autre procédé: d'abord la rédaction d'une ébauche par chaque salésien responsable de secteur (avec l'aide d'un ou de deux autres salésiens); puis la soumission de cette ébauche à la communauté; enfin, le partage des réflexions faites par la communauté salésienne avec les collaborateurs laïcs. On réserverait un mercredi soir par mois pour échanger sur le PEP en communauté. Diverses causes ont fait que le plan n'ait pas pu être exécuté. On voulut se rattraper pendant les vacances de Pâques, mais cela non plus n'a pas donné de résultats du fait que les membres de la communauté étaient dispersés dans de multiples occupations. Puis, ce fut de nouveau la fin de l'année scolaire.

³²² Il rappelait que, selon le calendrier prévu par la Province, la rédaction des PEP locaux aurait déjà dû être achevée durant cette année scolaire. Il proposait de modifier le rythme de travail de la communauté pour pouvoir y réussir. Il suggérait de faire un document simple, perfectible, non définitif, qui refléterait les expériences en cours, car la valeur d'un PEP, disait-il, est dans l'engagement réel pour le réaliser.

«Sans aucun fanatisme ni autres fautes contraires à la liberté de conscience, nous devons toujours mettre en évidence que la source du «sérieux» de nos écoles - qui nous attire tellement d'élèves - est justement fondée dans la foi chrétienne-catholique qui nous anime et pour laquelle nous avons le droit et le devoir d'exiger le plus grand respect de tout le monde, surtout de nos collaborateurs».

Dans le cadre des préparatifs du chapitre général de la congrégation salésienne à Rome, chapitre auquel il allait assister trois mois plus tard (du 19 février au 20 avril 1996), et qui était centré sur le thème: *«Salésiens et laïcs: communion et partage dans l'esprit et la mission de Don Bosco»*,³²³ le provincial mit en évidence deux aspects: d'abord le fait qu'il était nécessaire et urgent de chercher les voies et moyens pour accompagner le personnel scolaire avec toute la compétence possible: sessions pédagogiques, animation spirituelle et culturelle, etc., en exigeant de lui un travail consciencieux sans par ailleurs demander des prestations excessives. Ensuite, de soigner les relations avec le comité des parents, à condition que celui-ci soit représentatif et capable de *«trouver des solutions et non pas d'ajouter des problèmes»*. D'après lui, il fallait *«les conscientiser, tout en respectant ce qu'il y a de juste et de raisonnable dans leurs demandes»*:

«En vérité, vu la situation actuelle du Pays, notre tâche dans le domaine scolaire est celle de sauver tout ce qu'on peut, pour le bien des jeunes. Cela dit, nous nous rendons compte de la nécessité d'un personnel salésien plus nombreux et bien préparé. Espérons que ce soit possible dans un proche avenir».

Enfin, il rappela encore une fois pour que la communauté donnât toute son importance aux activités parascolaires et postsecondaires traditionnellement liées à la position géographique centrale d'Imara et à son infrastructure abondante, tout cela à l'avantage des adolescents et des grands jeunes:

«... la position de IMARA est favorable à l'organisation d'un patronage plus ouvert et plus vivant, et en même temps plus structuré pour les grands jeunes et les adolescents. Il faudrait des confrères en

³²³ C'est le titre du *Document Capitulaire CG 24*, in *«Actes du Conseil général de la Société salésienne de saint Jean Bosco» LXXVII/356 (1996) 1-368*. L'Agence de presse de l'Eglise catholique du Zaïre a parlé des préparatifs de ce Chapitre sous le titre: *Les Salésiens veulent davantage une implication des laïcs dans les oeuvres de Don Bosco*, in *«Documentation et Informations Africaines» (=D.I.A.) 39 (1995) 97-98 (le n° du 10 février)*.

plus ayant des aptitudes pour ce travail quand même important pour le grand quartier (la zone) de L'shi. [...] Mais, entre-temps, pourquoi ne pas essayer quelque chose [...] l'année prochaine [et] prévoir une participation utile de jeunes confrères (théologiens) dans les week-ends?»³²⁴

1996-1997

La situation des écoles resta plus que problématique. Dans une assemblée des supérieurs provinciaux des congrégations religieuses, le 13 mars 1997, on parla une fois de plus des écoles. L'assemblée fit l'inventaire des problèmes suivant: 1° *le problème financier*: le paiement des arriérés de l'Etat, la contribution des parents et l'irrégularité des versements des parents, les taux de change toujours fluctuants, la tracasserie à tous les niveaux, les écoles se vident par incapacité de payer les frais scolaires; 2° *le problème pédagogique*: l'infrastructure délabrée, les concessions faites à nos collaborateurs (enseignants, mais pas éducateurs, à d'autres confessions...), l'éthique qui manque dans le milieu scolaire, l'immoralité chez les élèves, l'esprit de vandalisme, l'ignorance de la langue d'enseignement (le français), la légèreté dans le corps enseignant, les rapports parents-enseignants-élèves souvent malsains. Ce qui était frappant, selon eux, c'était que les mêmes problèmes revenaient toujours et pourtant, l'année précédente, on avait organisé les «états-généraux de l'enseignement» à Kinshasa pour définir une nouvelle politique de l'enseignement sous le nom de «partenariat» entre l'Etat et les autres organismes civils. Mais, jusqu'à ce jour, force était de constater que tout était resté lettre morte.

D'après eux, les défis les plus urgents qui émergeaient de la situation décrite étaient quatre: 1° mettre fin à la démission de l'Etat dans l'organisation scolaire; 2° voir comment répartir les frais scolaires; 3° repenser le système éducatif à partir des réalités actuelles: programmes, méthodes, structures; 4° réintroduire un climat éthique dans le milieu éducatif; 5° défendre la catholicité de nos écoles. A ce propos, la question se posait de savoir si on n'avait pas été trop large dans l'acceptation de certains enseignants non catholiques. Ceux appartenant à d'autres églises et sectes étaient parfois très engagés dans la transmission (pour ne pas dire la propagande) de leur foi dans les écoles catholiques.

La réponse générale des supérieurs provinciaux fut, comme l'avait suggéré le Père Ekwa, de *pas attendre l'Etat pour faire quelque chose et*

³²⁴ Conclusions de la Visite canonique du 16 et du 18 novembre, in SFS *Cahier des visites canoniques*, 18/11/1995.

d'éviter le discours seulement négatif que «tout va mal». Tant d'initiatives, un peu partout, montraient, selon eux, que les choses «marchaient» malgré tout ; ce qui, dirent-ils, devait nous stimuler en sachant que, dans le temps passé, tout n'était pas réussi non plus! Cependant, selon quelques-uns, l'enseignement des écoles catholiques avait lamentablement échoué en formant des «élites égoïstes» dont on voyait maintenant le résultat. Il fallait donc innover et non pas revenir en arrière. Enfin, concluait cette assemblée, le problème de l'enseignement n'était pas seulement un problème de structures et de fonctionnement, mais aussi, et peut-être beaucoup plus, une question d'hommes.³²⁵

Au début de l'année scolaire, en octobre 1996, les professeurs d'Imara affichèrent de nouveau leur mécontentement, nonobstant les avantages sociaux qu'ils avaient obtenus à côté de leur salaire. Notamment, la direction leur avait permis d'aller se faire soigner à la Polyclinique Don Bosco sur le compte de la communauté salésienne. Cela coûtait évidemment trop cher à la communauté d'Imara, elle aussi à court de moyens financiers, causant un endettement grave de celle-ci. Les professeurs ne semblèrent pas réaliser que certains élèves ne payaient pas, ou pas assez, et que – par conséquent – les entrées étaient toujours inférieures à ce qui était prévu. C'est pourquoi le père Paul Maliani, tint une réunion avec les deux responsables de la gestion courante de l'école secondaire, monsieur Jacques Ilunga et monsieur Valentin Kafwimbi, pour définir un montant en dollar/US qui pouvait plus ou moins satisfaire leurs besoins, mais en laissant tomber l'avantage social des soins médicaux à la Polyclinique. La proposition de la direction était une somme de 70 dollars/US par mois, comme convenu au début de l'année de commun accord avec les autres écoles salésiennes, c'est-à-dire un montant identique pour les professeurs du cycle long d'Imara, Salama et d'Ima-Kafubu. Mais, au courant de l'année, lors d'une réunion avec le comité des parents d'Imara, on s'accordera finalement sur un montant plus élevé de 100 dollars par mois.³²⁶

Il est évident que le paiement des frais d'intervention ponctuelle (F.I.P. en sigle) par les parents a mis fin à la clochardisation de l'enseignant et du professeur. Le fait de payer un salaire convenable dans un certain nombre d'écoles (e. a. celle d'Imara) a sans doute permis de rendre la carrière d'enseignant et de professeur de nouveau attrayante. Il n'est donc pas

³²⁵ ASL *Rapport - Assemblée de l'Asuma/Shaba*, Lubumbashi 13/3/1997, texte photocopié, pp. 5-6.

³²⁶ SFS *Compte-rendu de la réunion du Conseil de la communauté*, 9/10/1996, texte photocopié, 2 pages.

étonnant qu'à partir de ce moment les demandes d'embauche ont considérablement augmenté à Imara. Mais comment éviter alors que Imara ne devienne graduellement une école pour riches, contrairement à ce que devait être une école salésienne qui veut être pas définition une école «populaire»? Le danger n'était pas illusoire de passer à l'autre extrême, surtout que les enseignants se trouvaient maintenant en position de force à l'égard des parents. La direction salésienne, qui restait le pouvoir gestionnaire des deux écoles d'Imara, pouvait-elle, en conscience, accepter une pression pour évoluer dans un sens contraire à ses buts éducatifs et au choix des destinataires préférentiels d'une école chrétienne, a fortiori d'une école salésienne? On était en droit de se demander si un enseignant ou un professeur qui aspirait à toujours plus de salaire au détriment d'une école qui se voulait «populaire» selon les options de l'épiscopat, ne devait pas être plus conséquent et chercher à s'embaucher dans les «écoles privées», faites pour les parents riches, au lieu de viser à une privatisation de fait d'une école conventionnée? Ce danger était d'autant plus réel que le montant de la contribution était de plus en plus réglé par une négociation directe entre l'assemblée des parents et un comité du personnel enseignant, de manière que la direction semblait mise hors jeu ou devait se limiter à jouer un rôle d'arbitre.

Il faut noter que, du fait que les parents avaient commencé à payer, ils ont cru avoir un droit de regard sur la qualité des enseignants. Si ces derniers n'étaient pas sérieux, il devint normal de demander leur licenciement de la part de la direction, mais les parents pouvaient aussi aller trop loin en s'ingérant en ce qui était la tâche de la direction. Une conséquence fut la forte pression des parents pour inscrire leurs enfants à Imara, en écrivant des lettres, en demandant des entretiens privés, par l'envoi de recommandations de tout genre, etc. En général, la direction des deux écoles tint ferme et fit comprendre qu'on n'entraît pas à Imara à force de recommandations, que les conditions d'inscription étaient les mêmes pour tout le monde et que les candidats devaient subir un test ou un petit examen d'entrée pour voir s'ils méritaient d'être inscrits. Puis, il fallait tenir compte du fait que le nombre de places dans les classes montantes était très limité.

Un curieux constat pouvait encore se faire: deux ou trois ans plus tôt, les écoles privées s'étaient multipliées comme des champignons et elles attirèrent beaucoup de parents aisés qui espéraient trouver un enseignement de qualité bien supérieur à celui des écoles conventionnées. Mais, assez vite ces parents s'aperçurent que ces écoles n'étaient pas tellement meilleures: ils payaient beaucoup; leurs enfants obtenaient beaucoup de points à l'examen, mais le niveau de la scolarisation n'était

pas plus haut qu'ailleurs. Déçus, ces parents revinrent aux écoles conventionnées. Un autre curieux problème s'est encore posé: celui de la contribution des parents pour le paiement des inspecteurs de l'Etat; situation jugée paradoxale et passablement ridicule par beaucoup de directions car il s'agissait de faire payer des fonctionnaires de l'Etat par les parents! Pour le personnel au service de la Coordination diocésaine et inter-diocésaine, on était plus compréhensif et les directions ont pu convaincre les parents pour qu'ils admettent de leur payer quelque chose.

Cette année scolaire, la visite canonique du supérieur provincial eut lieu juste avant la fin du régime politique en vigueur. C'était, encore une fois, l'occasion de présenter un tableau d'ensemble de l'œuvre complexe d'Imara et de voir quelles pouvaient être les perspectives d'amélioration de son fonctionnement. La communauté d'Imara comptait en ce moment neuf confrères et deux postulants, engagés dans un travail salésien très différencié, qui rendait par ce fait plutôt difficile son unification. Le provincial félicita la communauté pour le zèle avec lequel chacun accomplissait sa propre mission. Mais cela, disait-il, ne l'empêchait pas de faire des suggestions pour rendre l'œuvre d'Imara plus «signifiante». Il soumit les points suivants à l'attention des confrères:

«1) Soigner la communion de tous avec les sources spirituelles et charismatiques de la Mission salésienne...

2) Vérifier, rectifier (s'il le faut) et renforcer l'engagement de tous à une vraie vie de communion fraternelle...

3) S'engager ensemble pour la création effective de la C.E.P. [=Communauté Educative et Pastorale], en organisant d'une manière systématique l'animation et l'accompagnement des LAÏCS.

4) ... retenir comme le premier champ d'apostolat à Imara la masse de jeunes (plus ou moins 3000!) jeunes et enfants, qui fréquentent l'Institut [= l'Ecole secondaire] et l'Ecole Primaire.

5) ...penser aux activités extrascolaires... des domaines d'une grande valeur... qui font tous partie de l'œuvre d'Imara...»

Il rappela le besoin de travailler avec un projet éducatif-pastoral salésien dans une œuvre complexe telle que Imara: un PEPS élargi à tous ceux qui y opéraient, et applicable à chacun des secteurs: les deux écoles, la Chapelle, le Centre informatique, le Centre de radiodiffusion et de télévision, le Centre d'accueil. Il proposa l'organisation d'un centre des jeunes avec des activités tant sportives et culturelles que spirituelles. D'après lui, même la Radio-TV Zénith devait faire partie de l'œuvre

d'Imara comme un de ses secteurs d'activités extra-scolaires.³²⁷ Quant au Centre informatique, d'après lui, il était susceptible de se développer davantage. Il félicitait la communauté pour son engagement communautaire dans le service pastoral à la Chapelle «Marie Reine du Monde», à la grande satisfaction des nombreux fidèles qui la fréquentaient. Il encourageait à étudier ensemble la meilleure manière de gérer l'œuvre sur le plan économique. D'après lui, il fallait chercher des sources d'autofinancement et demander aussi de l'aide ponctuelle à l'extérieur du pays. Cela exigeait une bonne gestion qui soit aussi soumise à la connaissance et au discernement de la communauté. Le fait économique ne devait pas être l'apanage du directeur ou de l'économe; on devait tous se sentir impliqués pour la bonne marche, même économique de l'œuvre.³²⁸

10. Imara sous le Nouveau régime (1997-1999)

Le «Zaire» redevint le «Congo» avec l'arrivée du Nouveau régime du feu président Laurent Kabila. Le mercredi 9 avril 1997, avec l'appui silencieux ou ouvertement manifesté de la population fatiguée de la débâcle de l'Ancien régime, ce fut l'entrée triomphale des troupes de l'Alliance des Forces de Libération du Congo (AFDL) à Lubumbashi. Le 17 mai, on annonça déjà la prise de Kinshasa. Ce dernier fait conduisit à un renversement complet du régime en place. Les premiers mois après le changement politique, les attentes de la population furent très grandes. Elle attendait que le nouveau régime apportât rapidement une amélioration des conditions de vie des masses populaires. Un fruit immédiatement palpable du changement politique était la stabilité de la monnaie, l'arrêt de l'inflation galopante, la baisse des prix, la sécurité sur les routes et dans les marchés, le coup de frein énergique donné aux multiples vols devenus un véritable fléau social.

Dans le petit monde d'Imara, l'avance des troupes combattantes de l'AFDL, n'avait apparemment provoqué aucun changement, sinon le départ de quelques élèves dont la carrière ou le passé politique des parents était visiblement trop lié à l'ancien régime. Comme le nouveau régime

³²⁷ A notre avis, cette affirmation apportait un élément nouveau par rapport à ce qui avait été décidé au chapitre provincial de 1995 où cette question avait été laissée en suspens. Dans l'entendement du provincial, la Radio Zénith était maintenant conçue comme un secteur de l'œuvre salésienne d'Imara. Toutefois, il demandait de constituer une ASBL à part pour cette Radio, car disait-il, c'est nécessaire «pour elle, comme pour toute activité qui nous engage publiquement».

³²⁸ Rapport de la Visite canonique du 17 au 19 mars 1997, dans le SFS *Cahier des visites canoniques*, Lubumbashi, 19/3/1997.

avait inscrit dans son blason «la libération du peuple» de la misère et de l'oppression de l'Ancien régime, les parents voulurent que le gouvernement reprît tout de suite en charge les écoles, mettant fin au paiement des frais d'intervention ponctuelle (F.I.P.). C'était d'ailleurs la raison pourquoi les directions des écoles officielles et conventionnées avaient traîné une semaine avant de rouvrir les portes de leurs écoles aussitôt après la conquête de Lubumbashi. Ils attendaient d'être fixés sur ce point pour savoir à quoi s'en tenir par rapport aux parents.

Mais, interrogé sur cette question, le (vice-)gouverneur du Katanga, monsieur Gaëtan Kakudji répondit que les autorités n'étaient pas encore en mesure de maîtriser ce dossier et de résoudre tout de suite le problème. Bref, tout devait se poursuivre comme avant, mais les directions n'avaient plus le droit de renvoyer les enfants de l'école dans le cas où les parents n'étaient pas en mesure de payer les F.I.P. Quelques parents, à Imara comme ailleurs, ont aussitôt exploité cette affirmation des nouvelles autorités pour refuser de payer leur contribution et même pour aller signaler aux autorités militaires que la direction d'Imara renvoyait certains enfants à la maison. Un jour, après avoir renvoyé un assez grand nombre d'enfants de l'école primaire qui n'avaient plus payé depuis plusieurs mois - ce n'étaient pas toujours des enfants de parents pauvres - quelques soldats arrivèrent au bureau du père Césaire Ilowa, directeur de l'école, pour lui demander des explications. Il se défendit en disant que, s'ils avaient une autre solution au problème, il se presserait de l'appliquer. Ils partirent et ne revinrent plus. Mais, dorénavant, la direction de l'école primaire allait garder à l'école les enfants qui n'avaient pas payé sans leur permettre d'entrer dans les classes.

Autre événement curieux de ce temps. Quelque temps après l'arrivée des troupes de l'AFDL, le père Paul Maliani fut appelé au gouvernorat. On lui demanda s'il était possible de loger à l'internat un groupe d'instructeurs de l'AFDL chargés de la formation idéologique en ville et aux environs. La même requête était faite de d'autres directions d'écoles en ville où il y avait des internats. Comme cette demande passait sous l'étiquette «effort de guerre», il était difficile de la refuser d'autant plus que Imara était une école dont l'Etat était propriétaire, et que l'internat était inoccupé en ce moment.³²⁹ Il s'agissait d'une quarantaine de personnes à loger et de plus ou moins septante qui y venaient prendre le dîner à midi. Ces derniers venaient aussi d'autres coins de Lubumbashi. En effet, on avait prévu quatre groupes d'instructeurs qui avaient la charge de donner une

³²⁹ Il y avait bien quelques groupes qui y séjournèrent dans les week-ends pour les récollections ou sessions, mais pas d'étudiants inscrits à l'école d'Imara.

formation idéologique à différentes catégories de la population. La plupart des logeurs d'Imara venaient du Kivu, plus particulièrement de Goma et d'Uvira. Le 22 juillet, ils entrèrent en grève puisque depuis bien trois mois ils n'avaient pas été payés par leur autorités hiérarchiques. Jusqu'alors ils avaient seulement reçu gratuitement le logement, le transport et la nourriture. Dès qu'ils comprirent que leur action n'allait pas donner le résultat escompté, la plupart d'entre eux ont cherché à rentrer chez eux.

Dans le premier mois des grandes vacances, la direction d'Imara a réalisé le travail qui était normalement prévu pour cette période: l'inscription et la réinscription. Pour que certains parents paient leur contribution de 100 dollars par mois, y compris la somme nécessaire pour les deux mois de congé payé des professeurs (juillet et d'août), la direction a employé le seul moyen de pression qui lui restait: le refus de la réinscription ou la retenue des documents scolaires (bulletins, etc.). On se montrait toutefois compréhensif au cas où les parents se présentaient personnellement pour expliquer à la direction l'un ou l'autre motif valable qui pouvait justifier le retard temporaire du paiement de la contribution mensuelle.

Au plan des activités parascolaires, on retient que cette année ont fonctionné un groupe Kiro (de garçons et de filles) et un groupe de louveteaux. Les activités de Kiro ont été prises en charge par le nouveau recteur de la Chapelle, le père Léopold Miryango qui avait succédé au père Gaston De Neve au moment où ce dernier fut nommé à la Mission de Mokambo, en 1996.³³⁰ Une quatrième chorale fut créée pour la messe des enfants. En fait, une chorale d'enfants avait déjà existé à l'époque où le père Paul De Meulenaere présidait leur messe à «la Chapelle Kolela». En outre, des «mini-chorales», ou plutôt deux petits groupes de chantres (de cinq à six personnes), en général de grands jeunes, prirent en charge le chant dans les messes de la semaine. Pendant les grandes vacances, le père Léopold Miryango relança une plaine de jeux³³¹ avec l'aide des acolytes de la Chapelle Reine du Monde et des dirigeants Kiro.³³² Il a également

³³⁰ Le père Gaston De Neve est devenu recteur de la Chapelle quand le père Carlo Sardo a quitté Imara pour aller à la Maison Zanin; donc à partir de l'année scolaire 1989-1990.

³³¹ Plusieurs années durant, la communauté d'Imara a accueilli des jeunes salésiens (de Kansebula ou du Theologicum) pour s'occuper des plaines de jeux en différentes paroisses de la ville ou à Imara. En 1996, il n'y a pas eu de plaine de jeu à Imara même. En 1997, par contre, les deux responsables principaux, les pères Faustin Ilunga et Jean-Marie Rubakare ont été logés au Collège.

³³² Durée: du 4 au 30 août 1997 avec, le dimanche 31/08/97, une messe d'action de grâce, un film et une distribution des primes. A la journée la plus fréquentée, il y avait 185 enfants et jeunes; à la dernière journée, on comptait 140 enfants/jeunes. L'équipe

organisé un tournoi de foot dans les après-midi, comme activité qui pouvait attirer les grands jeunes entre 16-20 ans.

L'expression classique: «les personnes changent, les institutions restent», convient bien à l'histoire récente d'Imara. En effet, à la fin de l'année scolaire, le père provincial demanda au père Césaire Ilova de se charger de l'œuvre de Bakanja-Magone. Le père Prosper Paluku qui avait été chargé de l'animation spirituelle à l'école et de l'animation pastorale des jeunes à Lubumbashi, fut affecté à la Procure Don Bosco; le père Marcel Verhulst, qui avait séjourné dans la communauté d'Imara depuis 1987, principalement pour rendre service aux deux maisons de formation (Kansebula et Theologicum), ainsi que pour donner un coup de main à la Chapelle d'Imara, fut nommé secrétaire à la Maison provinciale. Quelques nouveaux visages apparurent: le père Dieudonné Makola, qui venait d'être ordonné prêtre et qui devint animateur spirituel de l'école secondaire ainsi que des activités parascolaires organisées à Imara. Le père Pierre Cilaka, qui avait déjà été responsable de la section du cycle d'orientation à la Maison des Jeunes de la Ruashi, affiliée à l'école secondaire d'Imara, succédait au père Césaire comme directeur de l'école primaire.

1997-1998

La fin de l'année scolaire 1996-1997 avait déjà fait pressentir que l'enseignement au Congo allait continuer à fonctionner comme avant. En effet, la rentrée scolaire 1997-1998, initialement programmée le 8 septembre, puis renvoyée au 22 septembre, n'a été effective que le 13 octobre 1997. Le bras de fer qui opposait les autorités politico-administratives aux enseignants put trouver son dénouement grâce aux concessions faites par les parents qui se sont résignés à continuer à supporter le paiement des enseignants et des frais de fonctionnement des écoles à l'avantage de leurs enfants qui autrement auraient été sans enseignement.³³³

En cette année scolaire, l'organisation de la fête de Don Bosco ne fut pas l'affaire des seuls SDB. La direction put obtenir que les parents - concrètement: le comité des parents, les professeurs, les élèves-finalistes

dirigeante était constituée de 11 dirigeants et 2 dirigeantes. Dans la marche de la plaine, aucune des dépenses n'a pesé sur la communauté salésienne d'Imara; ces dépenses ont été couvertes par les contributions des enfants/jeunes, complétées par quelques dons personnels (en argent ou en nature) pour la distribution des primes des enfants et la réception de clôture pour les dirigeants (ASL *Documents divers*, L. MIRYANGO, *Evaluation - Plaines de jeu. Edition-Imara 97*, photocopié, 1 page (recto), 1/9/1997).

³³³ Dieudonné MAKOLA, *Imara. C'est sur une note sombre...*, in «I.S.A.» 1 (1997-1998) 20-22.

et les anciens élèves - s'impliquent dans l'organisation de la journée. Les professeurs se chargèrent e. a. des jeux populaires. Autre nouveauté: les liens entre les deux écoles sœurs, Imara et Tuendelee, autrefois étroits, se renforcèrent de nouveau par des rencontres de formation humaine et chrétienne pour les finalistes des deux écoles, chaque dernier vendredi du mois. Imara associa Tuendelee à la fête de Don Bosco, tout comme Tuendelee invita les collégiens à la fête patronale de St. Joseph.

Les activités parascolaires et extrascolaires étaient florissantes et très variées. Le Centre informatique d'Imara, un secteur d'activité créé par la communauté, continua à attirer beaucoup de monde désireux de s'initier à l'informatique. Au niveau de la Radio-Télé Zénith, un nouveau studio C devint opérationnel. La messe de minuit de Noël 1997 fut retransmise en direct sur la Télé Zénith tout comme sur la Radio.³³⁴ Le Patro s'organisa de plus en plus englobant les mouvements de jeunes et les autres groupes créés pour le sport, la gymnastique, le ciné-forum, le théâtre. Les responsables organisèrent des rencontres festives p. ex. à la St. Sylvestre et à la fête de Don Bosco. Le sport était stimulé par des tournois interscolaires. De ce fait, les jeunes d'Imara ne firent pas piètre figure aux jeux salésiens de l'année en cours où ils gagnèrent plusieurs coupes. A la fête de Marie-Auxiliatrice (le 24 mai 1998), Mgr. Floribert Songa Songa, administrateur apostolique de l'Archidiocèse de Lubumbashi, vint présider l'eucharistie où il eut l'occasion de conférer le sacrement de confirmation à un certain nombre de jeunes collégiens. Un service, appelé «Tujenge», fondé pour l'animation des patros et des plaines de jeux de la ville et la formation des dirigeants, vint s'installer son état major à Imara et, durant les grandes vacances, Imara accueillit une pléiade de jeunes confrères venus en ville pour animer les plaines de jeux dans les paroisses de la ville. L'équipe de cette année se distinguait par son dynamisme...

Est-ce pour cette raison que certains esprits malveillants ont voulu faire croire aux autorités politiques que la communauté d'Imara hébergeait des bandes hostiles au pouvoir? Difficile à le croire. Seulement que, à partir du 3 août 1998, le Congo revivait dans un climat de guerre. Une rébellion avait éclaté à partir de Goma. Le 8 août, les media officiels demandèrent à la population de se mobiliser contre les Rwandais, et particulièrement contre les Tutsis et leurs complices. A Lubumbashi, la province salésienne d'Afrique Centrale qui regroupait en son sein des salésiens de trois pays (le Congo, le Rwanda, le Burundi) comptait quelques confrères rwandais, en majorité hutus, qui étaient au Congo pour des raisons de formation et d'études: soit au Theologicum, soit à Kansebula, soit encore dans une

³³⁴ ID., *Nouvelles d'Imara - 2^{ème} semestre*, in «I.S.A.» 2 (1997-1998) 54-55.

autre œuvre salésienne du Congo pour faire un stage. Est-ce la raison qui a fait soupçonner que les salésiens cachaiient des personnes dangereuses, concrètement: des «soldats ou civils tutsis»? C'est très probable car, dans le climat d'excitation générale qui régnait soudainement dans le pays, on risquait de perdre vite le sens de la mesure en voyant l'ennemi partout, même là où il n'était pas. En tout cas, le 18 août, ce fut une journée mouvementée à Imara. La communauté subissait une sévère perquisition, des interpellations et même des menaces. On fit intervenir le provincial, le père Mario Valente, qui fit appel au maire de la ville, monsieur Floribert Kaseba, qui téléphona immédiatement au Gouvernorat pour expliquer à la garde présidentielle quelle était la situation réelle. Les autorités s'excusèrent en avouant que c'était une bavure à attribuer à un excès de zèle des subalternes.

1998-1999

Une année pas comme les autres à cause d'un climat d'insécurité et d'instabilité qui commençait à paralyser le déroulement normal de la vie dans le pays. La rentrée scolaire des écoles primaires et secondaires en ville ne fut effective que le 1 octobre. Le 11 octobre, les assemblées générales des parents du primaire et du secondaire définirent les modalités du paiement des frais d'intervention ponctuelle de l'école. Pour encourager les enseignants, la direction donnera aussi un sac de farine à tous les enseignants. En nombre d'élèves, on battait tous les records par rapport aux années antérieures ; ainsi, à l'école secondaire, on comptait désormais 1.100 élèves inscrits.

Encore une fois, des changements intervinrent au niveau du personnel de la communauté salésienne. Le père Emile Nyembo, économiste de la communauté, quitta la communauté d'Imara pour rejoindre l'équipe salésienne du Carrefour pour l'aider dans la gestion financière de la Polyclinique Afia. Selon les dispositions des supérieurs, il était autorisé à continuer à s'occuper de la Radio et de la Télé Zénith à partir de son nouveau lieu d'habitation et de travail. A l'école primaire, le directeur salésien sortant, le père Pierre Cilaka, laissa la place au père Dieudonné Makola qui venait d'être ordonné prêtre un mois plus tôt. Ce dernier, malgré la nouveauté du travail, mit énergiquement la main à la pâte pour procéder à quelques réfections et transformations urgentes. Il s'agissait d'abord de parachever la réfection de la toiture d'une partie du bâtiment de l'école primaire qui longe l'Avenue Mama Yemo, un travail initié par son prédécesseur, mais resté inachevé. Il était aussi question de transformer la chapelle, dite «reine du monde mineure», en salles de classes, compte tenu de la multitude d'enfants qui affluaient vers Imara. Ces travaux furent exécutés avec l'aide financière des parents et un subside de la province

salésienne d'Afrique Centrale. La messe dominicale des enfants était désormais célébrée, tout comme celle des adultes, dans la chapelle Reine du monde «majeure», à une heure qui leur convenait, c.-à-d. vers la fin de la matinée.³³⁵

Cette année, les fêtes salésiennes ont été soignées comme d'habitude. Les éducateurs purent constater que les jeunes désireux de se confesser étaient nombreux lors des célébrations pénitentielles qui préparaient la fête de l'Immaculée Conception. A la fête de Don Bosco, une nouvelle chorale propre à l'école primaire se produisit pour la première fois. Les activités sportives connurent elles aussi un succès grandissant. Au cours des Jeux salésiens, au mois de mai 1999, le patro d'Imara, grâce à un entraînement prolongé et méthodique tout au long de l'année, sut arracher presque toutes les coupes.³³⁶

Citadelle autrement pacifique, Imara fut pris - malgré lui - dans la tourmente de la nouvelle guerre au Congo. C'était le panique général quand jeudi, le 12 novembre 1998, près de 250 militaires venus de Kinshasa et de Kamina, et accompagnés de leurs familles respectives, sont venus occuper les chambres de l'Internat transformant celui-ci en caserne militaire pendant 48 heures. C'était une invasion brutale en forçant les portes que les membres de la communauté n'avaient pas su ouvrir à temps aux nouveaux logeurs. Heureusement, le maire de la ville, monsieur Floribert Kaseba, étant informé par la communauté salésienne de la situation, vint aussitôt faire le constat en cherchant une solution rapide. Suite à son intervention énergique, les militaires reçurent l'ordre de la haute hiérarchie du pays pour déguerpir sans délai et s'installer dans d'autres lieux. Le jeudi 12 novembre, dès 16 heures, une partie d'entre eux avait déjà quitté les lieux. Mais ceux qui attendaient pour partir le lendemain se mirent à piller systématiquement ce qui restait de l'internat: lits, mousses, tables, chaises, miroirs, interrupteurs et prises... C'est le vendredi matin, vers 7h00, que les derniers quittèrent les lieux avec tout leur butin. Le maire de la ville revint une deuxième fois faisant le triste constat d'un pillage sans précédent laissant l'internat dans un état délabré comme si un ouragan était passé.³³⁷

Entre-temps, le vendredi matin, les pères Paul Maliani et Dieudonné Makola avaient déjà communiqué aux élèves qu'Imara cessait ses activités

³³⁵ Dieudonné MAKOLA, *Dans la fièvre du Jubilé de sacerdoce du P. Paul Maliani*, in «I.S.A.» 1 (1998-1999) 5-6.

³³⁶ ID., *Quoi de neuf à Imara?*, in «I.S.A.» 3 (1997-1998) 16-17.

³³⁷ Les photos conservées aux archives le démontrent à suffisance.

scolaires jusqu'à nouvel ordre vu que, selon eux, il n'y avait pas un climat de sérénité. Les élèves, prêts à tout, se décidèrent à régler leurs comptes à leurs envahisseurs par une marche de colère à travers les rues du centre-ville de Lubumbashi. En peu de temps, toute la ville de Lubumbashi était alertée par cette mauvaise nouvelle. Le samedi 14 novembre, ayant appris avec joie le départ des militaires, les élèves descendirent vite à Imara pour déloger de force les quelques agents de l'AFDL qui y gardaient encore des chambres. Les élèves avaient sans doute été informés du refus de ces agents de quitter les locaux malgré l'ordre donné par les autorités salésiennes. En effet, leur séjour avait été accordé pour un an seulement, mais ils tenaient à y rester indéfiniment. L'évacuation terminée, les cours purent reprendre à Imara, dès lundi 16 novembre. L'incident a prouvé la force de la solidarité de toutes les composantes de l'école qui avaient su former bloc pour revendiquer avec succès le statut d'école en refusant qu'Imara devienne une caserne..., ne fût-ce que de manière transitoire! Quant au bâtiment de l'internat avec ses 75 chambres, une réfection complète était nécessaire pour le remettre en bon état, ce qui sera fait quelques mois après avec l'aide financière du gouverneur du Katanga, monsieur Katumba Mwanke. C'est le 3 mai 1999 que l'Internat redevint opérationnel, prêt à accueillir 67 internes, tous finalistes, qui voulaient se préparer à leurs examens d'Etat dans une ambiance recueillie.³³⁸

Encore au mois de mai, la direction de la Radio et Télé Zénith décida de quitter l'enceinte d'Imara pour aller s'installer au centre-ville (coin Avenue de l'Etoile - Avenue Kapenda). Dans la même période, les autorités salésiennes de la province d'Afrique Centrale décidèrent, de leur côté, de ne plus s'investir, ni en personnel ni en moyens, dans cette station privée qui selon eux échappait complètement à leur contrôle et qui évoluait d'une manière indépendante, contrairement à ce qui avait été décidé par deux chapitres provinciaux (1995/1998). Au niveau de la chapelle publique, le recteur attitré et nommé par le provincial, le père Léopold Miryango, fut remplacé ad intérim par le père Dieudonné Makola à partir du mois de mars jusqu'au mois d'août 1999. Le père Prosper Paluku lui succédera en septembre 1999.

11. La nouvelle dynamique (1999-2002)

1999-2000

Encore une fois, la direction d'Imara allait subir un grand changement: le père provincial demanda au Père Paul Maliani de prendre en main la

³³⁸ Marcel KAFISHI, *L'internat d'Imara*, in «I.S.A.» 3 (1998-1999) 21; Elie MULUBA, *L'internat du Collège Imara transformé en caserne militaire pendant 48 heures*, Journal «La Référence», 18/11/1998.

situation de l'école Ima à la Kafubu. Ce collège-internat était alors visiblement en déclin tant sur le plan disciplinaire que sur le plan matériel, ce qui nécessitait un homme chevronné en gestion scolaire et capable de rétablir une certaine discipline. Le père Jean-Claude Kikonde fut nommé pour le remplacer à Imara. Celui-ci était déjà familiarisé avec le collège où il avait déjà été comme élève. Puis, pendant quelques années, il y avait travaillé comme jeune prêtre en tant que professeur de religion et animateur pastoral. Il semblait donc suffisamment préparé à prendre la relève même s'il n'avait pas d'expérience directe d'une administration scolaire comme son prédécesseur.

Par ses études faites à Rome, et aussi par une large expérience au niveau de la pastorale des jeunes, il voyait toute l'importance de travailler selon «une nouvelle dynamique» (d'après une expression bien à lui). Il voulait dire par là que les professeurs, les enseignants et autres personnes engagées à Imara devaient «s'impliquer tous et chacun dans une vision communautaire unique» définie par la «communauté éducative et pastorale» (CEP en sigle).³³⁹ Il fallait, disait-il, détruire les restes de «l'esprit de paternalisme et de saint Nicolas» qui survivait encore parmi certains collaborateurs et jeunes, chacun devant y mettre par contre «du sien» dans le bon fonctionnement de l'œuvre. A son tour, cette CEP devait être animée par un «noyau animateur» : c.-à-d. la communauté salésienne sur place, à qui l'Eglise avait confié le mandat de gérer l'œuvre.³⁴⁰ C'est dans ce cadre que, chaque jeudi soir, la communauté salésienne d'Imara allait désormais tenir une assemblée communautaire pour évaluer, programmer, informer et traiter ensemble de divers sujets. D'après cette programmation, certaines réunions étaient consacrées à un processus d'échange, de partage et de discussion sur ce qu'on avait désormais l'habitude d'appeler le PEPS ou le «projet éducatif-pastoral salésien» de la communauté et de ses activités.³⁴¹ L'œuvre complexe d'Imara,³⁴² disait-

³³⁹ La CEP est un terme repris des documents officiels salésiens qui orientent la Congrégation salésienne.

³⁴⁰ Patrick LUNDA NGANDU, *Le Collège Imara en 1999-2000*, Travail de recherche fait à Kansebula (noviciat), juin 2001 (pro manuscrito).

³⁴¹ Ce PEPS d'Imara existait depuis deux ans dans une rédaction provisoire, composée par le P. Piero Gavioli en collaboration avec Mrs. Kafwimbi et Ilunga Kabange, sous le titre: *Notre démarche éducative et pastorale*, Imara 1997. Toute l'année on travaillera à déterminer les objectifs, les ressources, les stratégies, les difficultés, les agents... dans les domaines suivants: formation intellectuelle, l'éducation affective et sexuelle, formation de la conscience, et éducation aux valeurs, éducation sociale et politique.

³⁴² En cette année, l'œuvre Imara était divisée en cinq secteurs: l'Ecole primaire, l'Ecole secondaire, la Chapelle, le Patronage, la Communauté. L'école secondaire avait les sections de Latin-philo, de Biochimie et de Math-Physique. Dans l'établissement

il, a comme «patrimoine» son PEPS qui doit être réalisé dans tous les secteurs d'activité.³⁴³ Comme directeur, c'était son intention de aussi donner une ambiance plus chaleureuse, accueillante et familiale à la communauté et à ses secteurs d'activité par plusieurs initiatives. Il lança la journée des parents des confrères, les sorties organisées pour les jeunes, une excursion organisée pour les professeurs dans la vallée de la Kafubu, l'accueil des confrères qui, à Imara, étaient en retraite ou simplement de passage. Un autre élément de nouveauté, en cette première année de son mandat, c'était l'informatisation dans l'administration de l'école et la connexion de la communauté à l'internet.

Sur le plan scolaire, la direction d'Imara eut le souci de redonner à l'école «son image de marque d'antan». Une session de formation fut aussi organisée pour mettre à jour les méthodes d'enseignement chez les professeurs. On trouvait aussi urgent de stopper l'emploi sans frein de la langue swahili au détriment du français chez les élèves de l'école secondaire. A l'école primaire aussi, on insista sur un travail sérieux et assidu des élèves ; de même sur la discipline, la ponctualité, et la propreté: coiffure, uniforme bleu-blanc, souliers, écusson, etc. Une nouvelle initiative fut lancée: celle d'un tournoi interscolaire pour écoles primaires qui, à partir du 26 janvier 2000, allait réunir six complexes scolaires de la place.

En cette année jubilaire 2000, le directeur voulait encore redynamiser l'association locale des ADB. A cet effet, une rencontre fut organisée qui devait réunir des représentants de toutes les générations. Une action concrète, au moins, est née de ce redémarrage. Grâce aux anciens, parmi lesquels des médecins, une infirmerie fut créée pour assurer des soins de santé de première nécessité au personnel de l'école primaire et secondaire, ainsi qu'aux élèves de ces deux écoles. D'autres, des avocats par exemple, étaient prêts à donner une aide gratuite au cas où la communauté rencontrerait des problèmes juridiques. D'autres encore étaient prêts à donner un «mot du matin»³⁴⁴ aux élèves et pour le faire, le jour du samedi leur fut réservé. Les activités sportives et récréatives étaient en grande partie organisées par le Cercle Culturel d'Imara (CCI) qui s'occupait des

scolaire on comptait 38 classes à l'école primaire, 27 classes à l'école secondaire; pour le sport: 1 terrain de foot, 3 terrains de basket, 3 terrains de volley, 2 terrains de handball.

³⁴³ *La CEP et le PEPS en route...*, in «I.S.A.» 1 (1999-2000) 16-17.

³⁴⁴ Le « mot du matin » (dans les externats) se réfère dans l'histoire salésienne au « mot du soir » des internats salésiens : une tradition qui remonte à Don Bosco qui a voulu que le responsable d'un institut salésien s'adresse chaque jour aux jeunes dont il était responsable pour les inculquer quelque leçon de vie, donner un avertissement salutaire ou une orientation pour faire mieux, etc.

matches interclasses et de la salle de jeux avec l'aide des salésiens stagiaires et des postulants. Ils arbitraient des matches et assuraient la discipline. Trois groupes de jeunes fonctionnaient aussi plus ou moins normalement bien qu'on manquât d'encadreurs de qualité.

A la chapelle publique d'Imara, on pouvait constater une extraordinaire affluence de chrétiens, spécialement dans les week-ends. Le recteur de la chapelle reçut de nombreuses demandes pour des célébrations spéciales (mariage, funérailles, messes d'action de grâce), non seulement de la part des chrétiens qui habitaient tout près, mais aussi de ceux qui venaient de loin: du quartier Golf, du Carrefour, ou du quartier Bel-Air.³⁴⁵ Les prêtres de la communauté présidaient les messes selon un calendrier bien défini. Un groupe de mamans veillait à la propreté et à l'ornement et monsieur Guy Kalenda continuait (comme il le faisait déjà depuis plusieurs années) à veiller à la liturgie, au groupe des acolytes et à la réfection du bâtiment de la Chapelle.

Comme il n'y avait plus d'internes ordinaires à l'école, le bâtiment de l'internat restait peu utilisé. Il servait toutefois à y loger des finalistes pour une durée de deux mois avant l'examen d'Etat. Durant le reste de l'année, on admettait des groupes qui y venaient pour des retraites, des recollections, etc. Dès le début de l'année scolaire, des travaux furent entrepris pour effectuer quelques réparations urgentes. L'aile qui abritait la communauté salésienne avait fortement besoin d'un rafraîchissement. Les travaux avançaient bien. Malheureusement, dans la nuit du 11 au 12 février 2000, la communauté fut alarmée par un incendie dans la salle de cinéma. Le feu ne put être maîtrisé. Par conséquent, seuls les murs restèrent encore debout. C'était une véritable catastrophe pour une œuvre comme Imara qui avait tellement besoin de cette grande salle pour ses multiples activités parascolaires et extrascolaires. C'était aussi une perte pour les multiples mouvements et groupes de la ville qui utilisaient cette salle pendant les week-ends.

En évaluant le cheminement éducatif et pastoral fait au courant de cette année scolaire, la communauté relevait la forte demande d'inscriptions à l'école³⁴⁶ et la peur chez les parents que leur fils ne perde sa place à l'école. Les classes étaient surpeuplées et une baisse de niveau intellectuel

³⁴⁵ *A Imara, la maison-mère de l'AFC*, in «I.S.A.» 2 (1999-2000) 14-15.

³⁴⁶ Au niveau des effectifs de l'école secondaire, notons la croissance numérique dans les dernières années qui fut maximale en 1999-2000: 1096 élèves - 1996-1997: 884 - 1997-1998: 864 élèves - 1998-1999: 1064 élèves - 2000-2001: 977 élèves - 2001-2002: 1014 élèves.

était perceptible. Les salésiens sur place dénonçaient une attitude attentiste ou passive de la part du corps enseignant qui attendait beaucoup trop d'eux alors qu'ils étaient si peu nombreux dans une vaste oeuvre comme celle d'Imara. Positivement, on notait que, dans l'école, régnait une bonne ambiance, favorable à l'intériorisation des valeurs humaines, et que l'animation spirituelle des jeunes était prise à cœur dans les récollections organisées par classes ou «promotions».³⁴⁷

La fin de l'année scolaire fut ensoleillée par la visite du supérieur général (Recteur Majeur) des salésiens de Don Bosco aux œuvres salésiennes du Congo, notamment Imara. Il assista à une série de manifestations de l'école primaire et de l'école secondaire. La fin de l'année était aussi le moment favorable pour gagner quelques coupes aux Jeux salésiens où, comme d'habitude, Imara brillait par son fair-play et son endurance. On attribuait ces performances à la bonne préparation dans les diverses disciplines.³⁴⁸ Pendant les grandes vacances, comme cela se faisait déjà depuis plusieurs années, un groupe de jeunes salésiens vint habiter à Imara pour s'engager dans les différentes plaines de jeux de la ville. Ils travaillaient sous la direction du diacre Jean-Claude Mwema qui coordonnait l'ensemble.³⁴⁹

2000-2001

Est-il permis de parler d'une communauté «métamorphosée» à Imara, comme l'a écrit quelqu'un?³⁵⁰ En tout cas, il est vrai que, en ces années, les mutations en plusieurs œuvres des salésiens d'Afrique Centrale ont été rapides. A Imara, les titulaires changèrent une nouvelle fois. D'abord, pour la fonction du directeur de l'école primaire: le père Dieudonné Makola étant parti à Rome pour des études universitaires, c'est le père Firmin Kikoli qui le remplacera. La fonction d'économiste, exercée par le frère Deogratias nommé à Kasenga, était confiée au frère Yvon Seya. Le père Crispin Mutanan, professeur au Theologicum et responsable de la pastorale des jeunes dans l'archidiocèse, fut nommé recteur de la Chapelle, en remplacement du père Prosper Paluku, lui aussi envoyé aux études à

³⁴⁷ Nous avons épinglé quelques éléments du *Rapport du chemin parcouru au cours de l'année 1999-2000...*, s.l., s.d. [juin 2000?].

³⁴⁸ *La vie à Imara pendant le troisième trimestre*, in «I.S.A.» 3 (1999-200) 24-27.

³⁴⁹ Notons que Imara avait aussi sa propre plaine de jeux. Par contre, cette année-ci, Imara n'a pas organisé de tournoi pour les équipes de la ville comme au temps où le père Paul Maliani était directeur.

³⁵⁰ Jean Marc Marie NGOIE, *Le redémarrage avec une communauté métamorphosée*, in «I.S.A.» 1 (2000-2001) 12-15. Notons qu'il était le correspondant d'Imara qui rédigeait régulièrement un article dans ISA, le bulletin de liaison des SDB.

Unshasa. La nouvelle équipe, revigorée numériquement, était encore davantage rajeunie par rapport aux années précédentes.

Pour le reste, l'année scolaire qui avait débuté le 4 septembre, reprenait avec une continuité remarquable, comparativement avec l'année antérieure. Deux nouveautés cependant dans l'organisation scolaire. Le 17 septembre 2000, un directeur-adjoint fut nommé pour veiller à la discipline: c'était monsieur André Kamueny.³⁵¹ Ensuite, avec le concours d'un psychologue, un test d'orientation fut introduit pour les élèves de deuxième année secondaire.

Au niveau des activités parascolaires et postscolaires, on retient que le nouveau recteur de la Chapelle publique vit la nécessité d'entreprendre plusieurs travaux urgents pour restaurer cette belle chapelle qui commença à sentir le poids de l'âge. Un groupe de lecteurs et un autre pour le protocole furent constitués. Pendant les temps forts de l'année liturgique, les responsables de la liturgie, ainsi que les fidèles bénéficièrent de recollections. Quatre chorales animèrent les célébrations.³⁵² Selon un témoin oculaire, les équipes de sport, la chorale et l'acolytat marchaient à merveille pour ce qui concernait les élèves de l'école primaire qui offrait aussi beaucoup de candidats aux mouvements de jeunes (Kiros, Scouts) et au patro du dimanche. Ce patro s'organisait d'ailleurs de plus en plus avec une équipe de dirigeants et de dirigeantes.³⁵³

Un incident malheureux a caractérisé le deuxième semestre de l'année scolaire. Du 8 février jusqu'au 21 avril 2001, le père Jean-Claude Kikonde fut suspendu de ses fonctions de préfet de l'école secondaire et on demanda à monsieur Valentin Kafwimbi de le remplacer ad intérim. La Division Provinciale de l'Enseignement (primaire, secondaire et professionnel), qui a prit cette décision, lui reprocha trois fautes disciplinaires: 1° le non respect de la procédure légale dans la fixation des F.I.P. qui, selon les dispositions officielles, devaient être fixés en accord avec l'assemblée des parents, 2° le fait d'avoir fixé lesdits frais en monnaie étrangère (USD) au taux parallèle; 3° l'insubordination caractérisée par un renvoi massif d'élèves qui n'avaient pas encore payé les F.I.P. contrairement aux instructions du Ministre de l'Enseignement qui

³⁵¹ Jean Marc Marie NGOIE, *Le redémarrage avec une communauté métamorphosée*, in «I.S.A.» 1 (2000-2001) 12-15.

³⁵² Nommement: Regina mundi (chorale française), Reins du monde (chorale swahili), Saint François de Sales, Saint Charles Lwanga.

³⁵³ Jean Marc Marie NGOIE, *Dans la maison-mère la vie continue et les activités pastorales et éducatives vont bon train*, in «I.S.A.» 2 (2000-2001) 12-14.

interdisait pareils renvois «massifs». Dès le 20 février, le corps professoral de l'Institut Imara prit la défense du père préfet en écrivant au chef de division. A partir de la lettre d'autodéfense du père Jean-Claude Kikonde contre les accusations portées à son endroit, on comprend qu'une tradition s'était établie à Imara qui permettait la fixation des F.I.P. par le comité des parents. Ce comité jouissait en général de la confiance de l'assemblée des parents qui, par ailleurs, était régulièrement informée et consultée sur les problèmes courants du collège. La fixation en monnaie forte était jugée nécessaire pour éviter des tiraillements continuels sur leur fixation, en se basant sur le taux parallèle qui était le taux réel en ville. En ce qui concernait le renvoi massif d'élèves, c'était selon lui le seul moyen de faire pression sur les parents pour recouvrer des frais sur lesquels on s'était mis d'accord.³⁵⁴ Sans vouloir juger la question ici soulevée et conclure hâtivement qui a eu raison ou tort dans ce litige, nous constatons que diriger une école catholique conventionnée dans cette conjoncture donnée n'était pas une mince affaire. La direction se trouvait prise entre le marteau et l'enclume; le marteau des parents et de leur situation économique précaire et l'enclume des enseignants qui posent leurs exigences si on veut qu'ils fassent un travail de qualité; aussi le marteau de l'Etat qui veut que tout le monde ait accès à une école mais sans donner une aide financière et l'enclume de la direction de l'école qui doit se débrouiller seule pour trouver les fonds nécessaires pour le fonctionnement de son école. On ne peut résoudre un dilemme pareil que s'il y a une véritable bonne volonté chez tous les partenaires pour que ces écoles rendent, malgré tout, le service que le pays attend d'elles. Pour le reste, le comité scolaire des parents d'Imara semble avoir bien fonctionné ces dernières années. Avec la direction et la délégation des professeurs, il constituait l'organe dirigeant de l'école où l'on se concertait régulièrement pour traiter toutes les questions vitales pour la bonne marche de l'Institut.

Bien que le Collège est resté un institut fort sollicité tant par le personnel enseignant que par les parents, on a pu constater une assez grande mobilité du personnel enseignant et des élèves.³⁵⁵ Quelques professeurs ont quitté le Collège pour chercher une meilleure situation ailleurs ou parce qu'ils avaient commis des manquements en portant atteinte au *Vademecum* de l'Institut et à l'esprit de l'école. La mobilité chez

³⁵⁴ ASL *Imara*, lettre du père J.-CL. KIKONDE à l'Abbé Elie TENGA wa KASONGO, coordinateur diocésain, Lubumbashi, 15/02/2001.

³⁵⁵ A ce sujet, il faut signaler que la direction subit chaque année la pression des autorités politico-administratives et ecclésiastiques par des recommandations qui ont parfois l'air d'une imposition surtout quand les conditions ne sont pas remplies pour une inscription selon les critères fixés pour tous. C'est une cause de friction entre la direction et ces autorités quand celles-ci n'acceptent pas le refus d'inscription.

les élèves s'explique par de multiples raisons: la mutation des parents ou des tuteurs, le décès d'un des parents, le non paiement des F.I.P. à cause de la conjoncture économique difficile, l'inadaptation ou la mauvaise conduite, la recherche d'une réussite scolaire plus facile ailleurs, et enfin l'espoir de mieux réussir son examen d'Etat comme autodidacte.

Au niveau des infrastructures, les visiteurs et passants pouvaient remarquer que les travaux de réfection ne cessaient jamais à Imara, et c'est normal. Garder en bon état des bâtiments très solides, mais déjà un peu vieux car construits il y a 50 ans, suppose un entretien continu.³⁵⁶ On ne peut s'empêcher d'admirer la ténacité d'une communauté religieuse qui, avec le concours de son personnel laïc engagé, des parents, de quelques bienfaiteurs et bailleurs de fonds, a empêché qu'au moins une de ces grandes infrastructures de l'Etat ne soit tombée en ruine - comme c'est hélas le cas de tant d'autres écoles officielles (Institut Kiwele, Athénée à Katuba...) et qui l'a entretenue avec un dévouement qui frise l'héroïsme. C'est ce que devait reconnaître honnêtement, en 2001, le chef de la division provinciale de l'enseignement public, en écrivant ces lignes :

*«...je saisis cette opportunité pour féliciter et encourager à travers votre personne la Congrégation Salésienne qui a su préserver jusqu'à ce jour le patrimoine scolaire d'IMARA de la dégradation dont souffre la quasi totalité de nos écoles».*³⁵⁷

2001-2002

La communauté³⁵⁸ était composée du Père Jean-Claude Kikonde, directeur et préfet des études à l'école secondaire, du recteur de la chapelle Regina Mundi et animateur spirituel de l'œuvre, le Père Crispin

³⁵⁶ Les classes sont souvent mal éclairées à cause des vols répétés des tubes et des interrupteurs. On a même dû maçonner (donc fermer) les fenêtres qui donnent sur la rue, à l'école primaire, pour empêcher les vols et les casses des carreaux...; les tableaux de classe sont usés ; les installations sanitaires insuffisantes puisque conçues à l'époque où Imara ne comptait qu'un tiers du nombre actuel d'élèves. D'où, les trente dernières années, plusieurs fosses septiques ont été construites sans le moindre subside de l'Etat, aux seuls frais de la communauté salésienne et des parents. On a fait un effort pour acheter de nouveaux manuels, mais c'était toujours insuffisant. De plus, après tant d'années, tout le mobilier - les bancs et les chaises - devait être renouvelé... Quoi de plus normal. Qui aurait dû penser à tout cela ? N'était-ce pas l'Employeur principal des écoles conventionnées : l'Etat congolais?

³⁵⁷ ASL Imara, lettre de K.B. KASONDE EKA KAMWISA, Chef de Division, au père Jean-Claude KIKONDE, Lubumbashi, Division Provinciale de l'Education Nationale, 23/04/2001.

³⁵⁸ Les débuts de l'année: ISA 2001-2002, n° 1, pp. 10-12 sous le titre *La «Maison Mère» qui a cent moins dix ans.*

Mutanan, du Père Jean-Claude Kayumba, économiste de la communauté et de l'œuvre, qui était rentré de Rome où il avait terminé ses études. L'école primaire voyait arriver un nouveau directeur en la personne d'un jeune prêtre, ordonné au mois de juillet, le père Donatien Banze, venu remplacer le Père Firmin Kikoli. Faisaient également partie de la communauté, le Père Piero Gavioli, résidant à Imara, mais principalement engagé dans des services de l'archidiocèse, deux jeunes salésiens stagiaires: Delphin Cola et Joseph Feruzi, ainsi que deux postulants.

Le 10 septembre 2001, la rentrée scolaire eut lieu, pour les deux sections. Le 12 septembre, on organisa déjà une première concertation avec le comité restreint des parents, tandis que les premières assemblées générales des parents se tinrent le 16 septembre (pour l'école primaire) et le 23 septembre (pour l'école secondaire).

La propreté et l'efficacité étaient les mots d'ordre lancés par l'équipe salésienne d'Imara en cette nouvelle année scolaire 2001-2002. A l'école primaire, redoutant les pluies, des travaux furent initiés de renouvellement de la toiture de l'ancien bâtiment du théâtre, devenu salle polyvalente. Au secondaire, on fit quelques travaux pour installer un éclairage à l'extérieur des bâtiments, du côté de la rue Lufira, afin de se mettre à l'abri des voleurs de tubes et de prises de courant. Pour sa part, le recteur de la Chapelle Regina Mundi continuait à s'investir dans la réfection de ce beau lieu de culte. Aussi sur le plan para- et extrascolaire, l'année scolaire débuta sous de bonnes augures: tous les groupes fonctionnaient suffisamment bien: Kiro, ADS, Scouts, Patro, Acolytat. Sur le plan sportif, le hand-ball s'introduisait peu à peu. Plus tard dans l'année, aux mois d'avril et de mai, Imara participera avec succès aux «Jeux salésiens». Les jeunes d'Imara récoltèrent une moisson de dix coupes, ce qui était une preuve du bon encadrement qu'il y avait sur le plan du sport. Le mois de mai sera aussi le mois où quelques finalistes, cette année au nombre de 10, viendront préparer les Ex-Etat profitant de l'encadrement à l'internat pour se préparer en toute sérénité.³⁵⁹

Puis, toutes les énergies étaient focalisées sur les festivités du 90^{ème} anniversaire du Collège Dès le début de l'année scolaire, la direction eut soin de constituer des commissions pour préparer les célébrations de l'année jubilaire. Quatre écoles étaient engagés dans cet événement: E.P. Imara, E.P. Tuendelee, E.S. Imara, E.S. Tuendelee. Le mois de janvier a commencé par la récolte de fonds pour avoir le nécessaire pour que tout se

³⁵⁹ Joseph FERUZI, *Le temps favorable pour faire une évaluation*, dans ISA, n° 2001-2002 n° 2 pp. 8-10.

passé dans de bonnes conditions. Puis, il fallait acheter les pagnes uniformes, prendre contact avec les autorités politico-administratives, répéter les chants avec les chorales, nettoyer les locaux et décorer l'école. Le 24 janvier, ce fut le démarrage de toute une série de festivités programmées.³⁶⁰ Une semaine après, à la fête de Don Bosco, la deuxième phase des festivités fut lancée.³⁶¹ Puis, tout au long de l'année 2002, d'autres événements étaient programmés: «la fête avec les petits» (le 8 février 2002), «autour de la jeune fille» (19 mars 2002), «le grand rassemblement» (le 25 mai 2002),³⁶² «la fête des parents» (1^{er} août 2002), «la clôture des festivités» (8 décembre 2002).

³⁶⁰ Les détails dans un article de, écrit par le stagiaire Joseph FERUZI: *Imara – et Tuendelee – au rythme de leurs grandes festivités*, dans ISA 2001-2002, n° 2, 18-20: «Après la cérémonie de la plantation de six arbres à laquelle a assisté le Père Lambert Dumont, le seul survivant de l'époque passée qui fut témoin de l'expansion d'Imara comme œuvre salésienne au Congo (les arbres représentaient les premiers salésiens venus au Congo), la foule des élèves et des éducateurs se dirige ensuite vers le Stade Lupopo en marchant sous la cadence de trois fanfares: celle des Kiro de Kigoma, celle de la Gécamines, et celle de l'Etat. Banderoles, calicots, bannières et drapeaux sont déployés après la jonction des élèves des deux écoles: d'Imara et de Tuendelee. Les collégiens et les lycéennes défilent fièrement et élégamment sous le regard admirateur des Lushois et des élèves de Kiwele, d'Epiphanie, et d'autres encore. On remarque la présence discrète et encourageante du Père Provincial qui nous accueille à l'entrée du Stade et participe à la cérémonie d'ouverture. Quelques minutes après l'arrivée des élèves au Stade, c'est le tour d'accueillir les autorités politiques: mesdames le vice-Gouverneur et le Bourgmestre qui ont voulu rehausser de leur présence cette cérémonie. Après quelques salves de la fanfare, c'est l'hymne national suivi du discours du Père Donatien BANZE qui brosse l'historique de nos deux écoles et explique le sens de la manifestation de ce jour qui ouvre la série des festivités des 90 ans des deux grandes écoles de la capitale cuprifère et parlementaire. Puis, Madame le Bourgmestre déclare solennellement ouverte cette année jubilaire. Après cette déclaration d'ouverture des festivités, c'est le retour, chacun chez soi. Un petit rafraîchissement est encore offert aux professeurs et aux enseignants de nos deux écoles après que les trois fanfares aient été félicitées et servies.»

³⁶¹ «La St-Jean-Bosco a été fêtée avec faste à Tuendelee où une messe solennelle, avec des chants soignés par les élèves des deux écoles, a été présidée par le représentant de Mgr l'Evêque, l'abbé Balela. Les autorités qui étaient présentes ont pu assister à l'exposition de photos-souvenirs du Lycée Marie-Josée et du Collège Saint François de Sales, après quoi un cocktail leur a été offert pendant que les élèves prenaient leur pique-nique à l'extérieur. L'après-midi a été réservé aux jeux éclatés: acrobatie, chorégraphie, matchs de basket et volley-ball. Tout s'est terminé vers 17h00 par une prière de clôture.» (*Ibidem*).

³⁶² Joseph FERUZI, *Le temps favorable pour faire une évaluation*, dans ISA 2001-2002, n° 3, pp. 8-19: «Tout a commencé par une eucharistie, présidée par Mgr Denis Moto, comme action de grâce pour tous les bienfaits reçus de Dieu [...] Après l'eucharistie nous sommes passés aux jeux éclatés: la valse a commencé par des chorégraphies, des danses, des numéros d'expériences chimiques, des raps, avec comme attraction spéciale, une chorégraphie imitant SARAFINA de l'Afrique du Sud. Douze filles et douze garçons de nos deux écoles ont dansé «freedom» et «our father». Le pique-nique à 13

La fin de l'année fut moins ensoleillée. D'ailleurs, dès le début de l'année un problème de distribution des F.I.P. avait causé un climat de tension entre le corps professoral d'Imara et la direction, plus particulièrement avec le préfet des études. Au mois de mai, la confrontation devint plus dure quand le comité revendiqua ses droits dans l'attribution des frais de démarrage que les parents avaient octroyés aux enseignants pour commencer l'année scolaire. Autre pomme de discorde: la paie de la caisse-vacances pour les mois de juillet-août et la date à fixer pour leur paiement. Le ton monta d'un cran quand, le 8 juin 2002, le personnel enseignant d'Imara menaça de boycotter purement et simplement le déroulement normal de toutes les activités scolaires liées à la fin de l'année scolaire en cours: remise des côtes d'examen, proclamation, examens de repêchage.³⁶³

Cette prise de position extrême, liée sans doute aussi à un grave manque de dialogue et à un endurcissement consécutif des positions, a fait comprendre les limites d'une organisation scolaire précaire fondée sur le paiement des F.I.P. Les droits et les devoirs, n'étant pas toujours clairement fixés, tout le système étant provisoire et en constante mutation, beaucoup dépend de la volonté et de la compréhension des partenaires : parents, direction, corps professoral. Ainsi, on peut arriver vite à des confrontations dangereuses qui risquent de compromettre tout le climat spirituel et pédagogique qu'on a voulu créer par toutes les activités scolaires et parascolaires. Heureusement, suite à des multiples interventions du comité des professeurs, grâce aussi à la médiation du représentant légal des écoles salésiennes, c.-à-d. le père provincial, un terrain d'entente ou de compromis fut trouvé ; le pire a été évité et la direction et le corps professoral assouplirent réciproquement leurs positions.

Cet événement éprouvant a été une leçon pour toutes les composantes de l'école secondaire d'Imara. Il a invité tout le monde à cultiver davantage l'esprit de dialogue et la transparence dans la gestion, à

heures a été suivi par les finales en basket, foot et hand-ball qui clôturaient le tournoi sportif des 90 ans. C'est à 17h45 que tout était terminé avec un sentiment de satisfaction générale de la part de nos destinataires qui ont vécu cette fête unique en son genre comme le sommet des fêtes de cette année.»

³⁶³ ASL, Rapport de la réunion du 6 juin 2002, daté à 8 juin 2002 (texte photocopie de 5 pages), p. 3: ayant comme objet *Revendication de son droit*: «Grande résolution des professeurs: Si nous n'avons pas une promesse ferme pour notre paie que nous venons de fixer pour le 24 juin, nous bloquons toutes nos fiches de cotes à partir du 17/6/02, date à laquelle nous devrions les remettre, et cela jusqu'à ce que la situation sera décantée. Cela veut dire que nous allons faire capoter et la proclamation et les examens de repêchage...pour tout dire: la fin de l'année scolaire 2001-2002.»

reconnaître des limites dans la revendication de droits fondés sur des accords bilatéraux qui doivent tenir compte des possibilités réelles. Le corps enseignant doit élargir ses vues et à ne pas se limiter au problème des F.I.P. dans ses réunions, mais à se soucier également de la bonne marche de l'œuvre dans son ensemble, de la bonne éducation des jeunes et de la qualité de leur enseignement. Une école n'est pas une entreprise comme les autres où ne comptent que les heures de travail. Puis, tous ont mieux compris que rien ne marche sans un climat de confiance réciproque qui est à la base même de toute discussion ou confrontation objective de points de vues.

C'est avec cette leçon morale que se termine notre parcours de 90 ans d'histoire d'une œuvre vieille, mais toujours jeune, comme le phénix qui renaît toujours de ces propres cendres.

CONCLUSIONS

Ces quelques conclusions ont un caractère tout à fait provisoire, étant donné que notre étude n'est pas une étude historique proprement dite, mais une longue chronique des faits, sans thèmes de recherche particuliers. Néanmoins, nous pouvons livrer quelques-unes de nos impressions qui pourront servir de pistes de recherche pour d'éventuelles études à faire.

Au-delà de l'histoire événementielle, et dans ce sens variable, nous avons ressenti qu'il existe un «esprit» du Collège Saint François de Sales qui constitue l'élément de continuité ou le fil rouge de sa vie mouvante. Cet esprit est surtout lié à la présence de personnes, concrètement ici des religieux salésiens dont les noms sont étroitement liés à l'histoire du Collège parce qu'ils avaient fait de l'essor et du développement de cette œuvre, le but de leur vie. C'est d'abord l'ensemble de la communauté religieuse, soutenue par la congrégation, qu'il fait citer. Cela n'empêche que quelques figures, plus que d'autres - je pense ici aux directeurs successifs, aux éducateurs, enseignants et professeurs qui ont passé la plus grande partie de leur vie dans cette œuvre - ont marqué de leur sceau l'histoire de cette œuvre, et qui sont même entrés dans la légende par quelques épisodes qu'on continue à raconter oralement sur eux entre confrères salésiens ou collaborateurs laïcs. Nous pensons aux pères D'Halluin, Thomas, Smeets, Schrooten, Schmit, Sterck, Beckers, Renckens, Van Asperdt (Frans), Reumers,³⁶⁴ Janssens.³⁶⁵ Une étude historique complète du Collège devrait logiquement inclure une étude biographique des différents protagonistes.

Mais le Collège, c'est aussi une «institution» qui se réfère à une tradition pédagogique, à une organisation scolaire en vigueur, aux régimes politiques, au contexte politique et économique changeant, à une mentalité

³⁶⁴ Il y a toute la tradition des surnoms que les élèves donnent spontanément à leurs professeurs, parfois par antipathie, mais très souvent aussi par sympathie, comme un nom familial. On peut penser ici au surnom «manneke» (petit bon-homme), «tintin» (à cause de sa chevelure) que les élèves donnaient au père Henri Reumers, ancien provincial redevenu simple professeur à l'école secondaire où il avait été avant d'être nommé provincial. Il passait facilement son temps parmi les élèves et était aimé par eux malgré son exigence dans ses cours.

³⁶⁵ La liste des noms à citer n'est certainement pas exhaustive et je ne cite que ceux qui sont décédés. Il faudrait mentionner aussi les noms des «vétérans» qui sont encore en vie et qui ont continué l'œuvre de leurs prédécesseurs: P. Rik Biesmans, P. Gaston De Neve, P. Ludo Janssens, P. Carlo Sardo, P. De Meulenaere, P. Jacques Verheyden, P. Mario Marchioli..., ou ceux des salésiens congolais : P. Paul Maliani, P. Jean-Claude Kikonde, P. Oscar Kilufya... qui s'efforcent de garder l'esprit du «Collège» aujourd'hui.

de sa population, etc. En effet, il y a tant de facteurs qui influent sur les actions humaines. Le moins qu'on puisse dire c'est que, au-delà des différentes conjonctures, le Collège Saint François de Sales (ou l'Institut Imara) est resté jusqu'aujourd'hui une institution importante dans la vie socioculturelle de la ville de Lubumbashi. Les facteurs qui y ont contribué sont, par ex., son emplacement central en ville, la grande variété d'activités qui s'y sont toujours organisées, une tradition d'accueil et d'ouverture sur le monde environnant³⁶⁶.

Nous constatons que la stabilité du personnel salésien a favorisé l'essor du Collège en tant qu'institution. C'est surtout le cas entre 1940 et 1970 : dans cette période d'avant l'Indépendance, le personnel salésien au Collège était nombreux et relativement stable et la communauté était soudée dans l'accomplissement d'une tâche commune. Par contre, les vingt dernières années (1992-2002), on a l'impression d'une croissante dispersion et instabilité : le changement rapide du personnel salésien ne permet plus d'assurer la même continuité et profondeur dans l'action pédagogique et pastorale. Or les écoles, et les institutions d'éducation en général, exigent un personnel qualifié, fort dévoué et assez stable, qui investit tout son temps dans l'action scolaire et éducative. Ce n'est qu'à ce prix qu'on peut avoir un réel impact sur les élèves.

Une constante qui fait en quelque sorte partie de la tradition salésienne «oratorienne» un peu partout dans le monde: c'est le lien très fort entre activités scolaires, post-scolaires et extrascolaires; ce qui a sans doute favorisé une mutuelle interaction et interpénétration de ces mêmes activités au bénéfice de l'impact pédagogique et pastoral.

Parmi les éléments les plus constants dans le développement chronologique du Collège, nous trouvons aussi l'application de la méthode éducative salésienne, le «système préventif», dont les éléments se retrouvent aussi partout dans le monde salésien, au-delà des différences des temps et des acteurs. On le remarque dans la marche de l'école et, davantage encore, dans les activités parascolaires. C'est le cas notamment pour les mouvements des jeunes qui ont existé avant l'Indépendance: compagnies, scoutisme, Kiro, J.E.C.; et après l'Indépendance: par les multiples activités liées au patronage, au Kiro, et à l'animation liée à la Chapelle Reine du Monde.

³⁶⁶ Pensons aux plaines de jeux, aux championnats, à l'accueil des enfants de la rue, au rôle joué par le ciné-forum, la salle des conférences, la chapelle publique, etc.

Le Collège a connu une tradition scolaire quelque peu élitaine, et sa population scolaire est longtemps venue des classes sociales plutôt favorisées. C'est ainsi qu'elle a formé non seulement une élite européenne avant l'Indépendance, puis aussi une élite africaine après l'Indépendance. Toutefois, il faut dire en sa faveur, que le Collège n'a jamais été une tour d'ivoire. Il a été, et reste aussi, une école populaire qui n'exclut personne pourvu qu'il sache payer les frais scolaires indispensables qui ne sont pas parmi les plus élevés si on fait la comparaison avec les écoles privées. Elle n'a jamais été une école liée à une classe sociale, même s'il s'avère que ce sont souvent les mêmes familles qui envoient leurs enfants au Collège, et qu'il arrive que trois générations se succèdent dans la même école. Ceci s'explique plutôt par un attachement affectif « à leur école ».

L'élément religieux catholique a toujours été très important dans l'éducation donnée au Collège, nonobstant son statut officiel. Cela n'a pas donné lieu à une attitude d'intolérance ni de prosélytisme. Le caractère catholique de l'école a été admis dans les limites du libre choix des parents qui avaient le loisir de refuser cette éducation «catholique» pour leur enfant en préférant la morale laïque ou une autre instruction religieuse extra-scolaire. Avant l'Indépendance, au moins pendant un certain temps, on est même parvenu à organiser des cours spécifiques de religion pour les élèves de parents, juifs, protestants et orthodoxes.

Depuis 1978, le Collège a trouvé sa place dans le réseau des écoles «conventionnées catholiques» et sa gestion a été confiée à la congrégation salésienne qui essaie de garder un esprit franchement catholique au niveau de la direction et du personnel enseignant, conformément à la «convention» entre l'Etat et l'Episcopat catholique. L'école est ouverte aux élèves de toute confession et on a constaté que le pluralisme confessionnel (chez les parents et les élèves) existe aujourd'hui bien plus qu'avant dans un contexte social de plus en plus éclaté au point de vue religieux. Comment en tenir compte sans exercer une contrainte sur les consciences morales, mais aussi sans compromettre la cohérence dans les valeurs à proposer par les responsables catholiques dans leurs propres écoles? Dans la pratique, une grande tolérance existe qui peut être mal interprétée - comme une faiblesse - par les adhérents d'autres confessions qui, parfois, désirent en profiter pour propager leurs conceptions religieuses et morales au sein des institutions catholiques. C'est un nouveau défi qui se présente depuis une bonne dizaine d'années et les bonnes solutions sont peut-être encore à trouver.

Un point est à signaler où la rupture avec le passé est presque totale : la situation économique-financière. A l'époque de la Colonie, et encore

quelques années après l'Indépendance, les salaires gagnés par les salésiens, professeurs ou éducateurs au Collège, étaient plus que suffisants pour couvrir les frais de la vie de la communauté sur place, de telle manière que le représentant légal des salésiens pouvait en faire bénéficier d'autres œuvres salésiennes au Congo. Quant aux frais des constructions, de l'entretien et du fonctionnement de l'école, ils étaient totalement pris en charge par l'Etat en tant qu'école «officielle». Par contre, depuis au moins 1980, non seulement les subsides pour couvrir les frais de construction, de réfection et d'entretien des bâtiments ont manqué, mais de plus en plus aussi les salaires (ou on a payé des « salaires de famine »). Comme toutes les autres écoles conventionnées, on a dû recourir à la solution transitoire des frais d'intervention ponctuelle (F.I.P.) à payer par les parents pour rendre encore l'école viable. Pour les autres frais, surtout l'entretien et la réfection des bâtiments, la communauté sur place a dû faire appel à la bienfaisance privée, surtout externe, ou à l'aide de la Congrégation salésienne³⁶⁷.

Quel avenir est réservé à cette œuvre bientôt séculaire? Personne ne le sait. Tout dépend de la façon dont la dernière période de «transition», celle inaugurée par les Accords de Sun City, va aboutir, et des options seront prises par les gouvernants du nouveau régime qui va succéder à l'actuel régime de transition. Espérons seulement que ce sera un régime «démocratique» non seulement au plan politique mais aussi et surtout sur le plan «social»; un régime qui donnera une priorité radicale à la réalisation d'objectifs sociaux qui ont un effet immédiat sur le vécu quotidien des masses populaires congolaises, notamment sur le plan éducatif et scolaire.

³⁶⁷ Soit dit en passant, si on devrait chiffrer le montant de tout ce que la Congrégation (de diverses manières) a investi dans la réfection et l'entretien des bâtiments, sans parler des aides ponctuelles données au personnel laïc, ce serait sans doute une somme énorme. Une raison de plus pour que les autorités de l'Etat traitent avec respect et gratitude les gestionnaires des écoles catholiques «conventionnées avec l'Etat» qui continuent leur boulot ingrat au sein d'institutions qui, normalement c.à-d. selon les statuts, devraient être supportées par l'Etat.

Photos
de la «belle époque»
1950 - 1970



Vue panoramique du Collège (coin av. Maman Yemo – av. Ruwe)



Bâtiment de l'internat (av. Maman Yemo)



Habitation de la communauté, salle de gymnastique, classes



*Monument des morts
et entrée principale
(avant 1960)*



Bâtiment central abritant la communauté salésienne



Entrée (hall) du bâtiment central



Classes de l'école primaire



La cour de l'école primaire



Vue extérieure sur le bâtiment de l'internat



L'internat bien éclairé le soir



Salle de lecture des élèves



Salle d'étude à l'internat



Une autre salle d'étude



Salle de jeu



*Cellules
des jeunes
élèves*



*Chambrette
d'un grand élève*



Salle de gymnastique



Bassin de natation



La salle de théâtre



La salle de cinéma



Radio-Collège (P. Richard)



Jeunes à l'internat (après 1960)



Le scoutisme au Collège



Le Kiro au Collège



Athlétisme



Jeux populaires



Le préau



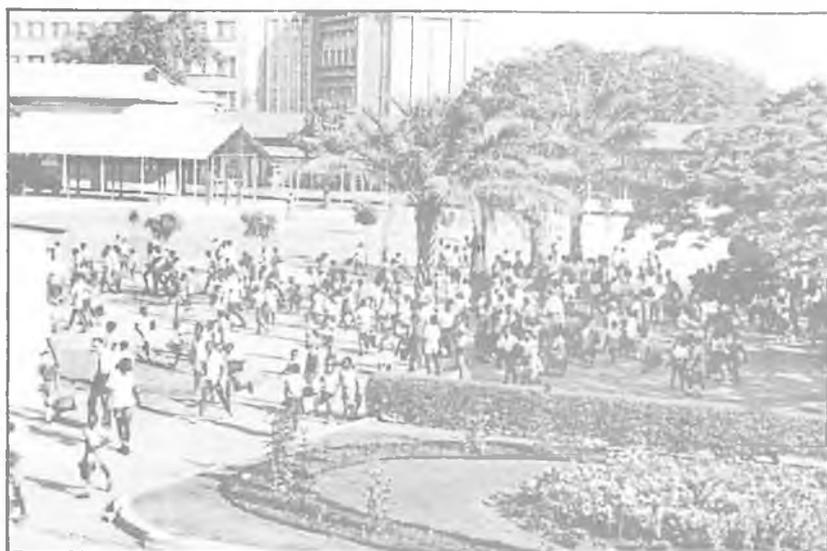
Vue sur la zone verte du Collège



La Chapelle publique



Entrée et sortie du Collège



Elèves quittent les classes



Bus scolaires qui les attendent



Rhétoriciens de 1965



Rhétorique et Première scientifique de 1966